

MERKUR

Published by Luxembourg
Chamber of Commerce
www.cc.lu

MAR • AVR 2020

Cover Story: Energies renouvelables
Comment atteindre les objectifs ?

Success Story: Alma Solar
The Interview: Philippe Linster



3 2
4 €
9 770241 841366

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG

COMME VOUS, ILS SAVENT TOUT FAIRE.



CITROËN BERLINGO VAN

CITROËN JUMPY

CITROËN JUMPER

GAMME CITROËN PRO



OFFRES PRO

Jusqu'à **14.500€⁽¹⁾** d'avantage
et **50%** sur toutes les options⁽⁴⁾

business.citroen.lu



BERLINGO VAN

☞ 5,2-7,8L/100 KM @ 137-177 G CO₂/KM (WLTP)
☞ 4,1-6,5L/100 KM @ 107-127 G CO₂/KM (NEDC)

JUMPY

☞ 6,0-8,0L/100 KM @ 159-210 G CO₂/KM (WLTP)
☞ 4,7-5,8L/100 KM @ 125-146 G CO₂/KM (NEDC)

JUMPER

☞ 8,2-14,8L/100 KM @ 215-387 G CO₂/KM (WLTP)
☞ 5,8-6,9L/100 KM @ 153-175 G CO₂/KM (NEDC)

CITROËN préfère TOTAL. Informations environnementales : citroen.lu. Contactez votre Point de Vente pour toute information relative à la fiscalité de votre véhicule. (1) Avantage maximum, toutes remises comprises y compris les remises conditionnelles suivantes: prime EcoTech⁽²⁾ et prime de stock⁽³⁾, valable à l'achat d'un nouveau CITROËN Jumper Fourgon 35 Driver L3H2 2.2 BlueHDi 165 S&S. L'avantage maximum peut varier selon les modèles et les finitions. (2) CITROËN vous propose une prime EcoTech de 1.400€ HTVA pour la reprise et le recyclage de votre ancien véhicule à l'achat d'un nouveau CITROËN Jumper utilitaire. Le véhicule doit être complet et immatriculé depuis au moins 6 mois au nom de l'acheteur du nouveau véhicule. (3) CITROËN vous offre une prime de stock de 1.000€ HTVA à l'achat d'un nouveau CITROËN Jumper utilitaire de stock commandé et livré avant le 31/03/2020. (4) CITROËN vous offre 50% de remise sur toutes les options. Offres réservées aux détenteurs d'un numéro d'entreprise et valables du 01/03/2020 au 31/03/2020 dans la limite des stocks disponibles. E.R.: A-L.Brochard, Citroën Belux, avenue du Bourget 20 à 1130 Bruxelles. N° d'entreprise: BE0448.813.060, n° IBAN: BE55 4829 0520 2144. Tél.: 0032 2/206.68.00.

INSPIRED
BY PRO

MERKUR

— Avec la présentation le 11 décembre dernier du «Pacte vert pour l'Europe» (Green Deal), la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a fait de la lutte contre le changement climatique LE grand projet de sa mandature. Avec un objectif clair : ramener les émissions européennes de gaz à effet de serre à zéro d'ici 2050.

Pour atteindre ce but ambitieux, l'Europe entend fixer de nouveaux objectifs contraignants pour les Etats membres : une réduction plus importante des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, et la neutralité carbone d'ici à 2050. Le premier objectif, accompagné d'une étude d'impact, fera l'objet d'un plan d'action annoncé pour cet été. Celui-ci devrait englober une révision du système d'échange de quotas d'émission avec une éventuelle extension à d'autres secteurs (bâtiments, transport), ainsi qu'une déclinaison nationale des objectifs pour les secteurs ne relevant pas du système d'échange de quotas.

Le second objectif, la neutralité carbone, sera inscrite dans une «Loi climatique» qui devait initialement être présentée pour ce mois de mars encore par le commissaire néerlandais Frans Timmermans, le vice-président de la Commission européenne en charge du «Pacte vert pour l'Europe». Cette nouvelle loi devra déterminer la marche à suivre en matière d'action climatique, apporter davantage de prédictibilité pour les investisseurs et établir solidement la transition écologique. A l'heure actuelle, les questions clé qui doivent

Imaginer l'avenir avec une énergie renouvelée !

Patrick Ernzer

Rédacteur en chef

encore être résolues concernent la portée normative de la loi, ses limites, et les conséquences pour les Etats-membres en cas de non-atteinte des objectifs climatiques.

Le gouvernement luxembourgeois a présenté le 27 février dernier son Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui définit les objectifs du Luxembourg en matière de réduction de CO2 et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030. Ce plan, qui a été soumis à la Commission européenne le 13 février, constitue la réponse du Luxembourg au défi du changement climatique. L'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion des sources d'énergies renouvelables (EnR) constituent les éléments clé du PNEC, qui fixe pour le Luxembourg comme objectif pour 2030 une réduction des émissions de gaz à effet de serre comprise entre 50% et 55% par rapport à 2005. En matière d'énergies renouvelables, l'objectif annoncé est qu'elles devront constituer 23% à 25% de la consommation d'énergie finale brute d'ici 2030.

Notre dossier du mois fait toute la lumière sur les très nombreuses pistes qui sont actuellement explorées par les différents acteurs économiques pour réussir la transition énergétique et fait le point sur le potentiel actuel et futur de production d'énergies renouvelables du Grand-Duché. Un sujet des plus passionnants, qui touche à toutes les strates de l'économie et constitue pour les entreprises, comme pour la société tout entière, aussi bien un gigantesque défi qu'une énorme opportunité. Il en va de l'avenir et de l'intérêt de nous tous. Et comme la défense de l'intérêt économique général est une des principales missions de la Chambre de Commerce, ses travaux pour l'année 2020 seront largement frappés du sceau «durabilité», puisqu'elle sera non seulement appelée à émettre des avis sur les mesures présentées dans le cadre des différentes politiques environnementales, mais elle devra également jouer pleinement son rôle de force de proposition en élaborant des idées nouvelles pour aider le pays à réussir sa transition vers une économie qualitative et durable. La Journée de l'Economie du 16 mars sera une première opportunité pour discuter des défis et des opportunités posés par la crise climatique pour l'économie luxembourgeoise.

En prenant les devants en matière de transition énergétique, l'Europe pourrait assumer un rôle de leader dans un domaine qui intéresse et – hélas – inquiète un nombre croissant de citoyens du monde entier et redevenir – plus qu'aujourd'hui – le modèle qu'il a si longtemps été pour de très nombreux pays.

Bonne lecture!

«La transition énergétique constitue pour les entreprises et pour la société tout entière aussi bien un gigantesque défi qu'une énorme opportunité»

46

Cover Story: Energies renouvelables Comment atteindre les objectifs? 46 — 59

Le développement des énergies renouvelables peut contribuer à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°7 de l'Organisation des Nations Unies: "garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable". C'est aussi l'une des ambitions du Luxembourg. Comment faire pour que ces vœux se transforment en réalité?



Poster: Energie: les bonnes pratiques en milieu professionnel

06 CORPORATE NEWS 06 — 27

Plus de 50.000 entreprises créent, innovent, produisent, embauchent, exportent, remportent des contrats, lancent de nouveaux projets... Rendez-vous avec la vie des entreprises du Luxembourg.

28 INSTITUTIONAL NEWS 28 — 44

Les chambres professionnelles, fédérations, associations, ministères et autres institutions, négocient, encadrent, forment, contribuent au débat public, organisent des rencontres... Rendez-vous avec leurs activités.

60 THE ECONOMY 60 — 74

Digitalisation
Bientôt un marché unique européen du e-Commerce? 60

Travail frontalier
Indispensable aujourd'hui, et encore plus demain? 64

Formation
Un monde mieux formé, face à un monde plus complexe? 68

Show and tell 70

The Eye of the Economist 72

In a Nutshell 74

76 LEGAL INSIGHT 76 — 77

Droit du travail
Nouvelles règles en matière de détachement à partir de juillet 2020 76

84 THE INTERVIEW 84 — 87

Philippe Linster, CEO de la House of Startups

90 STARTUP 90 — 97

Clubee
Faciliter la vie des clubs et associations 90

Ibisa
Une assurance pour agriculteurs vulnérables 94

98 SUCCESS STORY 98 — 105

Alma Solar
Système solaire 98

Labgroup
Archives bien (sauve)gardées 102

106 MEET OUR MEMBERS 106 — 109

Adys hygiène
La société qui s'occupe de vos poubelles 106

Peintures Robin
Tournées vers l'écologie 108

110 MEET OUR PEOPLE 110



p. 84



p. 90



p. 108

112 IN THE SPOTLIGHT

112— 121

Apprentissage : 577 lauréats à l'honneur	112
BCFL : réception de nouvel an	114
Vazanz 2020 : les vacances ont du succès	115
Art Cube : Roland Quetsch	116
Fedil : être en phase avec le monde d'aujourd'hui	117
Gratuité des transports : le Luxembourg en fête!	120

124 COMING UP SOON

124

125 UPCOMING TRAINING SESSIONS

125

130 THE MAKING OF ...

130

Fame Studio	130
-------------	-----



Fiche IDEA

2010-2019 : bilan d'une décennie au Luxembourg



Discover a complete English version of the cover story:
www.cc.lu/merkur

— ENGLISH CONTENT —

CORPORATE NEWS 22

INSTITUTIONAL NEWS 42

BUSINESS VOICES 78

Sustainable tourism in western Sahara driven by the wind

MARKET WATCH 82

Brazil

STARTING BLOCKS 88

Sumy and Waves

IN THE SPOTLIGHT 112

Fruit Logistica 2020 114

Trade mission to the UAE : Paving the way of Expo 2020 Dubai 118

BLAST FROM THE PAST 122

The more things change, the more they stay the same?

Corporate News



Sapa Stratégie durable

Sensible à la durabilité et à la protection de l'environnement, Sapa a mis en place sur ses 2 sites de production du BENELUX, dont celui de Clervaux au nord du Luxembourg, une nouvelle technologie de production de Hydro permettant de développer un nouvel alliage composé au minimum de 75 % d'aluminium recyclé post-consommation, le CIRCAL 75R. Les portes, fenêtres et murs-rideaux des bâtiments arrivés en fin de vie sont ainsi utilisés pour fabriquer de nouvelles structures en aluminium qui satisfont aux souhaits et exigences actuels et futurs.

Mandexpa Concept immobilier novateur

Plus qu'une plateforme immobilière, Mandexpa, fondée par Michel Cucchiara, se veut être la startup 3.0 qui va révolutionner l'immobilier au Luxembourg. Elle propose gratuitement aux vendeurs tous les avantages du mandat simple et du mandat exclusif réunis en un seul contrat légal. Le vendeur travaille avec une seule agence, membre d'un réseau qui relaye son annonce à l'ensemble des acheteurs potentiels. Celle-ci ne sera diffusée qu'une seule fois sur l'ensemble des supports publicitaires disponibles évitant sa multiplication par diverses agences à des prix différents. Cet outil offre au vendeur une communication maîtrisée et transparente et la gestion en temps réel de son dossier.



— SPACES PLACE —

Le plus grand espace de coworking du Grand-Duché

Installé dans le quartier de la gare, Spaces Place a été inauguré en grande pompe à la fin du mois de février dernier. Avec ses 6.400 m² de bureaux innovants, d'espaces de coworking et de salles de réunion, il est le plus grand site de coworking du Luxembourg.

Spaces a pour objectif de créer un environnement de travail créatif, personnel et stimulant au sein duquel une communauté de startups, scaleups, entrepreneurs, PME et entreprises (inter)nationales peuvent se rencontrer et s'inspirer mutuellement. En outre, l'organisation de workshops, conférences, lunchs de réseautage et autres événements faisant partie du concept de l'espace de coworking permet de renforcer les liens entre les membres de la communauté. Une autre caractéristique des espaces Spaces réside dans le design original des lieux. L'implantation occupe 7 étages du bâtiment Impulse entièrement rénové et compte 159 bureaux, 77 espaces de coworking et 6 salles de réunion. Les utilisateurs peuvent également profiter d'une salle de fitness de 26 m² équipée de douches. Le choix des couleurs, les accents de bois et la lumière naturelle qui pénètre par les immenses baies vitrées confèrent un côté chaleureux. Au premier étage le café-restaurant

Superfoods accueille aussi les non-résidents. Si Spaces est situé à moins d'une minute à pied de la gare de Luxembourg et qu'il est donc facilement accessible en transport en commun, il dispose aussi de 76 places de parking. Le coworking ayant le vent en poupe au Luxembourg et la demande étant croissante Spaces multiplie les projets au Grand-Duché. Ainsi en juin, un Spaces Boulevard Royal ouvrira ses portes dans un immeuble de prestige: l'ancien bâtiment de BGL BNP Paribas. Il proposera 4.500 m² d'espaces de coworking sur 4 niveaux et, en avril 2022, Spaces s'installera à la Cloche d'Or à Gasperich. Avant la fin 2022, pas moins de 8 Spaces seront opérationnels au Luxembourg. —

■ Plus d'informations : www.spacesworks.com

— GALERIE PLETZER —

Espace proteïforme

Ouverte depuis mi-décembre à Bertrange, la Galerie Pletzer est un espace unique au Luxembourg réunissant art, écologie et intégration de personnes vivant avec un handicap.

Galerie Pletzer est un espace culturel, jeune et dynamique, alliant art, intégration et développement durable. Dans un espace lumineux de 180m², elle s'est fixée comme raison d'être d'exposer des artistes émergents et confirmés, y compris des artistes qui ont des handicaps – dont certains une forme d'autisme –, de célébrer la sincérité artistique, le talent et l'intégration, de promouvoir le développement durable sous diverses formes et de créer un espace où tout le monde peut se rencontrer, partager et communiquer. De plus, cet espace a été réalisé avec des matériaux écologiques et recyclables. Il ne comporte aucun COV (composants organiques volatiles) et il a été entièrement conçu et aménagé avec l'intention de réduire et limiter les déchets ainsi que sa consommation en eau et en électricité. Plus qu'une galerie, c'est avant tout un lieu où les gens peuvent partager sur l'art, le développement durable, l'intégration et inclure tous ces éléments dans leur quotidien. —

■ Plus d'informations :
Galerie Pletzer, 4A rue Pletzer, Bertrange



— ZEB —

Première boutique

L'enseigne belge de mode part à la conquête du Luxembourg en ouvrant son premier point de vente à Bettembourg.

Avec son concept unique de magasins multimarques femmes et hommes, ZEB veut attaquer un segment de marché encore peu développé au Grand-Duché de Luxembourg. Le premier magasin de 1.000 m², situé au cœur du complexe Hi-Fi Warehouse à Bettembourg, a ouvert ses portes le 28 février dernier. ZEB a l'ambition de faire découvrir aux luxembourgeois un nouveau concept : «*Nous avons constaté qu'il y avait peu de magasins multimarques proposant plusieurs marques de qualité à des publics différents dans la région. Nous avons le souhait de nous ouvrir à l'international et avec notre présence au Grand-Duché, nous complétons l'offre actuelle en matière de mode sur le marché luxembourgeois*», explique Luc Van Mol, CEO. Cette première ouverture luxembourgeoise représente un investissement d'un million d'euros ayant permis, entre autres, d'agencer un espace où chaque marque de la boutique est mise en valeur. Le magasin propose donc quelque 70 griffes de mode pour femmes et hommes telles que Vila, Jack&Jones, Tommy Jeans, Morgan De Toi, Guess, et Calvin Klein. En plus du vaste choix de marques internationales, la mode belge avec des créateurs tels que Astrid Black Label, Stien Edlund, DYJCode, DEUX by Eline De Munck, est également mise en valeur et disponible

en magasin. Un kiosque interactif montre la disponibilité de l'ensemble du stock ZEB et offre la possibilité de commander en ligne des tailles qui ne sont pas disponibles en magasin. Les grands écrans numériques du ZEB Bettembourg sont un exemple des outils technologiques mis en place par l'enseigne belge. L'entreprise emploie 7 personnes et à terme, ZEB souhaite ouvrir d'autres points de vente au Luxembourg. —

■ Plus d'informations :
ZEB - Hi-Fi Warehouse, Route de Luxembourg, Bettembourg



Luxair

Lancement d'un outil d'assistance pour les retards ou annulations de vol

Luxair Luxembourg Airlines vient de mettre en place une nouvelle solution digitale pour enrichir l'assistance apportée à ses clients en cas d'irrégularités de vols (retard ou annulation). Les clients bénéficient d'un service plus complet, instantané, tout inclus et unique à Luxembourg. Grâce aux coordonnées fournies lors de la réservation, les passagers Luxair concernés par

un retard ou une annulation de vol recevront, dès que l'information est disponible, une notification par SMS et/ou e-mail concernant le statut de leur vol. Pour Luxair, il est primordial de bénéficier des données de contact de ses clients pour pouvoir les notifier en temps réel. Les passagers au départ de Luxembourg recevront un lien vers une plateforme en ligne fournissant tous les détails en temps réel sur le statut de leur vol. Sur cette plateforme, ils accéderont à un panel de services tout inclus, rendant l'attente plus agréable. Pendant que les équipes Luxair s'efforceront de trouver la meilleure solution alternative possible, ces

derniers pourront se détendre, notamment grâce à une somme d'argent créditée sur une carte de paiement virtuelle qu'il leur sera possible d'utiliser pour des services de restauration, de divertissement, de transport, etc. De plus, dans les cas où les retards ou les annulations de vol sont déclarés suffisamment en amont, cette notification permettra un gain de temps aux passagers, qui pourront se rendre à l'aéroport plus tard, suivant leur nouvel horaire de départ. Enfin, lors des situations imposant une nuitée, de nombreux partenariats ont été établis avec des hôtels à proximité de l'aéroport pour assurer un service d'hébergement



aux clients Luxair. Après un lancement en février dernier au Luxembourg, le déploiement de cette solution se poursuivra par étapes au cours des prochains mois, afin de couvrir, à terme, l'ensemble des destinations du réseau Luxair.



— TRAVEL TAILOR —

Des voyages cousus mains !

Créée il y a quelques mois (en mai 2019) par Georges Werner, jeune voyageur passionné par l'Amérique du Sud, Travel Tailor conçoit des circuits sur mesure pour offrir des expériences exclusives et inoubliables à ses clients.

«Après avoir voyagé pendant 6 mois en Amérique du Sud en 2014, j'ai été complètement séduit par la population locale, la diversité des paysages, l'histoire, la gastronomie... Ce voyage m'a tant inspiré, que j'ai pris la décision d'orienter ma carrière vers les voyages et même de m'installer en Amérique du Sud! En 2015, je suis allé vivre à Buenos Aires et j'ai travaillé en tant que responsable de voyages pour de petits groupes dans cinq pays différents. Cette expérience a enrichi mes connaissances sur ce continent, et en plus, j'ai découvert de fantastiques régions». Après une autre expérience à Londres chez un grand voyageur de la place, Georges Werner revient au Luxembourg, son pays natal, les bagages remplis d'histoires et d'explorations. Il a surtout une idée en tête : les partager en fondant sur agence de voyages exclusivement dédiée à l'Amérique du Sud qu'il aime tant. Chose faite depuis presque un an. Travel Tailor s'est fixé comme but de proposer

des créations sur mesure à ses clients, en fonction de leurs centres d'intérêts, du rythme qu'ils souhaitent pour leur voyage, et bien sûr en respectant leur budget. Différents styles de voyages s'offrent aussi aux touristes qui peuvent suivre diverses inspirations pour partir: *Histoire et Culture, Nature et Faune, Aventure active, En communauté...* Sur le site de l'agence, un blog vient compléter les propositions de voyages et donne des informations de tous styles sur les pays pour les découvrir d'une manière plus personnelle. Loin des sentiers battus, Travel Tailor souhaite aussi proposer des circuits authentiques, avec des activités innovantes, en collaborant avec les meilleurs partenaires dans chaque pays pour assurer un voyage inoubliable. ■

■ Plus d'informations :
www.traveltailor.lu
Email : info@traveltailor.lu



Delhaize / Croix Rouge / Caritas Luxembourg 10.000 repas financés !

Delhaize s'est à nouveau associé à la Croix Rouge et à Caritas Luxembourg afin de venir en aide aux plus démunis à travers la dixième édition de l'action «Buttek». Du 21 novembre au 11 décembre 2019, Delhaize proposait à ses clients lors de leur passage en caisse de participer à cette action humanitaire afin d'offrir des bons correspondant à un petit déjeuner, déjeuner, dîner ou repas familial. Les bons choisis s'ajoutaient directement au ticket de caisse afin de faciliter et de centraliser la collecte des dons. Ils étaient ensuite convertis en denrées alimentaires réparties dans les différentes épicerie sociale du pays. Ainsi, en 2019, 50.000 euros ont été récoltés, équivalant à 10.000 repas.

Bâloise Assurances Luxembourg Partenaire d'Etika

Bâloise Assurances Luxembourg vient de signer un partenariat avec Etika, l'association pour les financements alternatifs et le développement de l'argent éthique. Ce partenariat s'inscrit dans une volonté globale de plus de durabilité et à plusieurs niveaux. Etika interviendra comme consultant interne sur les problématiques de durabilité chez l'assureur afin de donner des pistes d'amélioration sur une manière de travailler plus durable et responsable. Elle apportera toute son expertise pour accompagner l'assureur dans cette démarche, notamment dans le cadre de son démenagement dans ses nouveaux locaux de Leudelange. Enfin, Etika accompagnera Bâloise dans l'élaboration de produits d'assurances.

FORD HYBRID

LE NOUVEAU FORD EXPLORER PHEV

689,00€/mois

et une dernière mensualité majorée de **33.535,84€***



NOUVEAU EXPLORER PLUG-IN HYBRID

VOIR GRAND N'A JAMAIS PARU PLUS OPPORTUN.

Ford

BRING ON TOMORROW

ford.lu

3,1 L/100 KM. 71 G/KM CO₂. (WLTP)

2,9 L/100 KM. 66 G/KM CO₂. (NEDC 2.0)

Informations environnementales (A.R. 19/03/2004) : www.ford.lu/environnement. Les chiffres de consommation et d'émission de CO₂ sont mesurés selon la nouvelle procédure de test WLTP, et s'appliquent à tout véhicule avec les équipements de base. Des équipements optionnels (comme des pneus et/ou des jantes) peuvent affecter la consommation et l'émission de CO₂. Les chiffres NEDC 2.0 indiqués sont calculés à partir des valeurs WLTP et seront utilisés pendant une période transitoire (jusqu'au fin 2021 au plus tard), par exemple à des fins fiscales. Cependant, avant la fin de cette période transitoire, le gouvernement peut utiliser les valeurs WLTP à des fins fiscales, ce qui peut influencer sur la taxation du véhicule. Le cas échéant, les distributeurs Ford, Ford et le constructeur du véhicule déclinent toute responsabilité quant à ces différences.

*Action valable du 01/02/2020 au 31/03/2020. Le véhicule affiché peut différer des spécifications réelles. L'exemple du calcul ci-dessous ne correspond pas nécessairement au véhicule présenté dans l'image. Contactez votre distributeur Ford pour plus d'informations ou rendez-vous sur www.ford.lu. **DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.** ford.lu

Prêt à tempérament avec dernière mensualité majorée. Montant du crédit : 48.573,45€. Acompte (facultatif) : 21.496,55€. Prix comptant (uniquement si acompte) : 70.070,00€. **TAEG (Taux Annuel Effectif Global) de 0.99 %**, taux débiteur annuel **fixe** : 0.99 %. Remboursable en **23 mensualités de 689,00€**. Dernière mensualité majorée : **33.535,84€**. Action valable du **01/02/2020 au 31/03/2020**. Montant total dû : 49.382,84€.

Sous réserve d'acceptation de votre demande de crédit par Alpha Credit s.a., prêteur, Boulevard Saint-Lazare 4-10/3, 1210 Bruxelles, TVA BE 0445.781.316, RPM Bruxelles. Annonceur : Ford Motor Company (Belgium) s.a., votre distributeur Ford agit comme agent à titre accessoire, Avenue du Hunderenveld 10, 1082 Bruxelles, TVA BE 0404.955.204, Numéro de compte bancaire Fortis 220-0040000-72, RPM Bruxelles.

ATTENTION, EMPRUNTER DE L'ARGENT COUTÉ AUSSI DE L'ARGENT.

— STARTUP WORLD CUP 2020 —

HIGHSIDE gagne la finale au Luxembourg

Début février 2020 s'est tenue la finale régionale de la *Startup World Cup*, faisant partie d'une série de compétitions à l'échelle européenne afin de désigner le finaliste qui représentera la Grande Région le 22 mai prochain dans la Silicon Valley.

La *Startup World Cup* a pour but d'interconnecter les écosystèmes de startups à l'échelle mondiale, en incitant les plus prometteuses à se confronter et peut-être avoir la chance de remporter un prix en investissements d'une valeur d'un million de dollars. La finale régionale de cette compétition était coorganisée par EY et la House of Startups de la Chambre de Commerce du Luxembourg au terme d'un processus de sélection rigoureux. Les dix startups sélectionnées pour la finale régionale de la *Startup World Cup* organisée au Luxembourg avaient été dévoilées en début d'année 2020 et en prélude de la finale, la House of Startups avait organisé, avec le support d'EY, une journée de répétition (« *Pitching Rehearsal day* ») pour les 10 startups présélectionnées. Cette année, la startup Highside a été désignée grande gagnante. Highside propose une solution destinée aux

organisations ayant pour but de réduire leur exposition aux menaces générées par email, en proposant une plateforme de messagerie cryptée complète, visant à restreindre l'accès aux données aux individus uniquement autorisés. Highside protège les gens, les applications et les données des pirates informatiques les plus sophistiqués. La finale a également été l'occasion pour tous les participants et invités d'assister à l'allocution de Bill Reichert, orateur de renommée internationale. Bill Reichert a cofondé et dirigé plusieurs startups technologiques financées par du capital-risque. Diplômé de l'Université d'Harvard, il détient une licence et un MBA de l'Université de Stanford. Membre du conseil aux relations étrangères de l'ONU à New York, il est aussi membre du conseil d'administration de la *Silicon Valley Association of Startup Entrepreneurs*. —



— LUXTRUST / ITSME —

Un pied en Belgique

LuxTrust, le fournisseur d'identités et de services de confiance numériques luxembourgeois et itsme, l'identité mobile belge, ont présenté un plan d'action conjoint pour rendre leurs identités numériques interopérables dans les deux pays.

itsme et LuxTrust, chacun sur son marché respectif, partagent la même vision d'un écosystème numérique national de haute performance, soutenu par une identité numérique unique. Cette identité permet de prouver dans le monde numérique que les utilisateurs sont bien qui ils prétendent être, et leur permet de confirmer et de signer leurs transactions en ligne avec un niveau de confiance maximal, dans un large éventail de domaines: gouvernement, santé, banque et assurance, communication, énergie, ressources humaines et travail temporaire. Les deux sociétés souhaitent offrir une solution entièrement interopérable sur le marché

de l'Union européenne avec le plus haut niveau d'assurance. L'objectif est de créer un écosystème d'identité numérique belgo-luxembourgeois, créant de la valeur pour les citoyens, entreprises et institutions des deux pays. Cette interopérabilité est rendue possible car les deux parties sont des prestataires de services de confiance qualifiés (eIDAS) reconnus par l'Union européenne. Itsme a été reconnue en tant qu'identité numérique par le gouvernement belge en janvier 2018 et au niveau européen élevé en décembre 2019. L'utilisation de l'application itsme est très répandue en Belgique, tout comme LuxTrust l'est au

Luxembourg, dans le secteur financier car elle répond, entre autres, à tous les niveaux de conformité requis. La première étape a déjà été complétée en rendant l'authentification et la signature de documents électroniques possible à partir d'une identité itsme pour les clients de la solution de signature électronique de LuxTrust, COSI. Les utilisateurs LuxTrust peuvent à présent se créer une identité itsme (à ce jour, les utilisateurs équipés d'un LuxTrust Scan). La deuxième partie de cette opération a débuté et permettra aux entreprises luxembourgeoises utilisant les plateformes LuxTrust de proposer à leurs clients de choisir itsme comme un des

moyens pour s'authentifier et confirmer ses transactions, et plus tard, de générer une signature électronique LuxTrust. La Banque de Luxembourg, partenaire de LuxTrust pour l'adoption de solution d'authentification innovantes, est la première Banque luxembourgeoise à avoir déployé les solutions LuxTrust en Belgique. Elle sera également la première Banque de la Place à accepter l'identité numérique itsme de ses clients résidents en Belgique pour accéder aux services en ligne de la Banque, l'objectif étant à terme une interopérabilité et complémentarité fonctionnelle parfaite entre les solutions itsme et les solutions natives LuxTrust. —

Le e-Crafter

Électrique. Pratique. Innovant.



Véhicules
Utilitaires

e - Crafter Fourgon 100 kW

899,- € HTVA/mois

FinancialRenting.

avec acompte de : 0,- €
36 mois / 15.000 km/an

- > autonomie WLTP jusqu'à 156 km
- > charge rapide CSS
- > charge utile: 907 kg
- > L/l/h: 5,98m x 2,04m x 3,05m



Le e-Crafter répond dès aujourd'hui aux défis de demain et ce, avec un volume du compartiment de chargement exploitable dans sa totalité, comme vous êtes en droit d'attendre d'un Crafter du futur. Profitez d'un équipement complet: climatronic à régulation à air dynamique, système de navigation «Discover Media» avec écran tactile 8», projecteurs à LED avec phares de jour à LED, Régulation des feux de route «Light Assist», Caméra de recul «Rear View», système d'aide au stationnement à l'avant et à l'arrière avec protection latérale active, assistant de maintien de voie «Lane Assist», régulateur de vitesse avec limiteur de vitesse, volant multifonctions (3 branches), système de surveillance périmétrique «Front Assist» avec fonction de freinage d'urgence City, plancher en bois dans le compartiment de charge, revêtement intérieur latéral dans le compartiment de charge (jusqu'au cadre de toit) en contreplaqué, banquette double pour passagers avec dossier rabattable et beaucoup plus encore.

Découvrez nos offres ainsi que la liste des partenaires Volkswagen Utilitaires au Luxembourg sur: volkswagen-utilitaires.lu

Consommation moyenne : 21,54 kWh/100 km (avec une charge de 975 kg).

Émission CO₂ combinée: 0 g/km | Autonomie WLTP: 156 km (ville). Valeurs déterminées suivant la méthode de mesure légalement obligatoire.

Vous trouverez de plus amples informations sur les différences entre les normes WLTP et NEDC sur www.volkswagen-utilitaires.lu ou auprès de votre conseiller de vente Volkswagen Utilitaires.

— BIL PRIVATE LEASE —

Leasing 100% digital

La Banque Internationale à Luxembourg (BIL), en partenariat avec ALD Automotive Luxembourg, lance BIL Private Lease, son service de location longue durée (LLD) 100% digital. Avec cette solution innovante, les clients de la banque pourront choisir un véhicule et souscrire leur contrat de location depuis la plateforme BIL Private Lease. L'outil offre aux clients particuliers de la banque résidant au Luxembourg une large sélection de véhicules, personnalisables et accessibles en leasing opérationnel. Cette formule permet de louer une voiture neuve pour une durée et un kilométrage déterminés. Tous les services liés au véhicule comme l'assurance ou les frais de maintenance sont inclus dans la mensualité. —

■ Plus d'informations :
www.bil.com/bilprivatelease



— BGL BNP PARIBAS —

D'fair Mëllech renouvelé

BGL BNP Paribas a renouvelé pour deux ans son partenariat avec la société coopérative Fairkoperativ pour l'initiative *D'fair Mëllech*. Initié en 2011, ce partenariat permet à la banque d'apporter son soutien à Fairkoperativ pour ses actions menées dans le domaine de la production et de la promotion d'un lait équitable luxembourgeois et d'assurer un prix du lait qui rémunère à sa juste valeur le travail des producteurs. BGL BNP Paribas poursuit ainsi son action menée depuis maintenant 9 ans et qui reflète l'engagement de la banque dans le domaine de la responsabilité sociale d'entreprise et plus concrètement le soutien aux agriculteurs luxembourgeois. —



— BINGO.LU —

Plateforme immobilière globale

Lancée en février 2020, la plateforme immobilière Bingo est née de l'envie de proposer une solution indépendante tout-en-un pour les besoins immobiliers professionnels. Bingo a comme objectif de se différencier des portails immobiliers, en intégrant en ligne gratuitement des fonctionnalités de gestion administrative et se voit donc comme un centre de services digital pour agences et promoteurs immobiliers. Le portail peut aussi compter sur des partenaires institutionnels pour offrir des services supplémentaires, notamment en matière de finance, assurance, communication, mais également en partenariat avec des acteurs de l'économie nationale, tels que Baloise et Banque Raiffeisen. —

■ Plus d'informations :
www.bingo.lu



— ENGIE SOLELEC —

10.000 euros pour Kannerduerf

En 2019, les responsables d'ENGIE Solelec avaient décidé de soutenir une oeuvre sociale en lieu et place des traditionnels cadeaux de fin d'année. C'est chose faite avec la remise d'un chèque d'un montant de 10.000 euros au Kannerduerf en février dernier. Les fonds versés permettront d'organiser des activités sportives pour les enfants et de financer le permis de conduire à de jeunes gens. Cette action fait partie des actions menées dans le cadre de la politique de responsabilité sociale (RSE) d'ENGIE Solelec, qui envisage une collaboration sur d'autres projets avec SOS Kannerduerf Lëtzebuerg. —



— CACTUS —

« Chouchous du Cœur » 100 % responsables

Cactus étoffe sa gamme de produits solidaires avec un produit triplement responsable.



Ce nouvel assortiment de petits chocolats a fait son apparition dans les rayons à l'occasion de la dernière fête de la Saint-Valentin, Cactus témoignant ainsi de son intérêt pour les produits responsables avec un nouveau produit solidaire. *Les Chouchous du Cœur* sont produits à Bissen dans l'atelier de chocolaterie du Tricentenaire. L'atelier permet d'inclure par le travail des personnes en situation de handicap en transformant exclusivement ce cacao certifié *Fairtrade*. Une vocation doublement sociale qui est encore accentuée par le fait qu'au travers des *Chouchous du Cœur*, Cactus s'engage à verser 0,5 euro à la Fondation du Grand-Duc et de

la Grande-Duchesse en faveur de l'initiative *Stand Speak Rise Up !*. Celle-ci thématise la problématique des violences sexuelles dans les zones sensibles et tente d'apporter des solutions de lutte, de justice et d'aide aux victimes. Ainsi, en achetant ces petits délices *Made in Luxembourg*, les clients de Cactus ont la possibilité d'agir en consomm'acteurs responsables en contribuant à faire valoir les droits des femmes dans le monde et à faire échec à l'utilisation des violences sexuelles comme arme de guerre. —

BUSINESS SOLUTIONS



TRAVEL | MOBILITY | BUSINESS

Voyages Emile Weber is your dedicated operator for business solutions: **business travel, bus or taxi services**, conferences, meetings and all kind of **corporate events**. With our many years of experience we ensure professional and innovative services for business clients, nationally and internationally.

Let our expertise guide you.



voyages

emile weber

business.emile-weber.lu

Autopolis

Des marques 100% électriques

Autopolis accueille, depuis le début de l'année 2020, de nouvelles marques complètement tournées vers l'électrique. Importées par ALCOPIA, la maison mère d'Autopolis, MG et Maxus appartiennent au groupe chinois SAIC Motor, sixième groupe automobile mondial. Passant à un choix de 13 marques pour particuliers et professionnels, Autopolis se tourne résolument vers l'avenir en incluant dans son offre les dernières tendances et innovations technologiques du marché automobile pour répondre toujours mieux aux besoins de ses clients. Créée en 1924, la célèbre et iconique marque anglaise MG est de retour et devient une marque 100% électrique, proposant notamment un SUV. La marque MAXUS mise sur les véhicules utilitaires électriques et fait de l'écologie son crédo. La marque répond ainsi aux besoins des entreprises souhaitant se tourner vers une mobilité responsable. Par la qualité de ses produits, elle a déjà remporté de nombreux prix en Europe.

IF Group

...devient Baker Tilly Luxembourg

En 2010, IF Group avait intégré en tant que membre indépendant le réseau Baker Tilly International classé parmi les 10 plus grands réseaux de sociétés de conseil, comptabilité et d'audit dans le monde. 10 ans plus tard, IF Group adopte le nom du réseau pour devenir Baker Tilly Luxembourg. Son indépendance reste intacte et la direction et les équipes restent les mêmes. Baker Tilly Luxembourg avait déjà entamé l'année 2019 en étoffant ses services grâce au rachat de FIBTrust, qui venait renforcer les équipes et les services destinés aux PME luxembourgeoises et en s'associant avec FLUXaudit, pour proposer des prestations d'audit à ses clients.

— TOTAL LUXEMBOURG —

80 ans et un livre

Après les célébrations de son 80^e anniversaire, Total Luxembourg publie un livre en édition limitée.

TOTAL, à l'époque sous l'enseigne FINA, a fait partie dès 1939 des premières stations-service installées au Luxembourg. En 1964, l'enseigne TOTAL apparaît au Grand-Duché pour ensuite fusionner avec ELF en 2000. Durant les 80 dernières années, TOTAL Luxembourg n'a cessé de grandir, et compte à ce jour 40 stations, 2 stations en projet et plus de 400 collaborateurs. Le groupe ambitionne d'être un pionnier de l'énergie responsable et intègre désormais les enjeux climatiques au cœur de sa stratégie. L'ouvrage *Total Luxembourg 80 ans d'histoire* retrace l'évolution de cette installation au Luxembourg. Tiré en édition limitée, il est richement illustré par des photos d'archives et des récits précieux dont celui de Robert L. Philippart qui revient sur le rôle de l'automobile comme moteur de développement touristique. —



— POST LUXEMBOURG —

Eboo, eBanking nouvelle génération

Depuis début février, les clients de POST Finance profitent d'eboo, une toute nouvelle solution de banque en ligne.



— 360CROSSMEDIA —

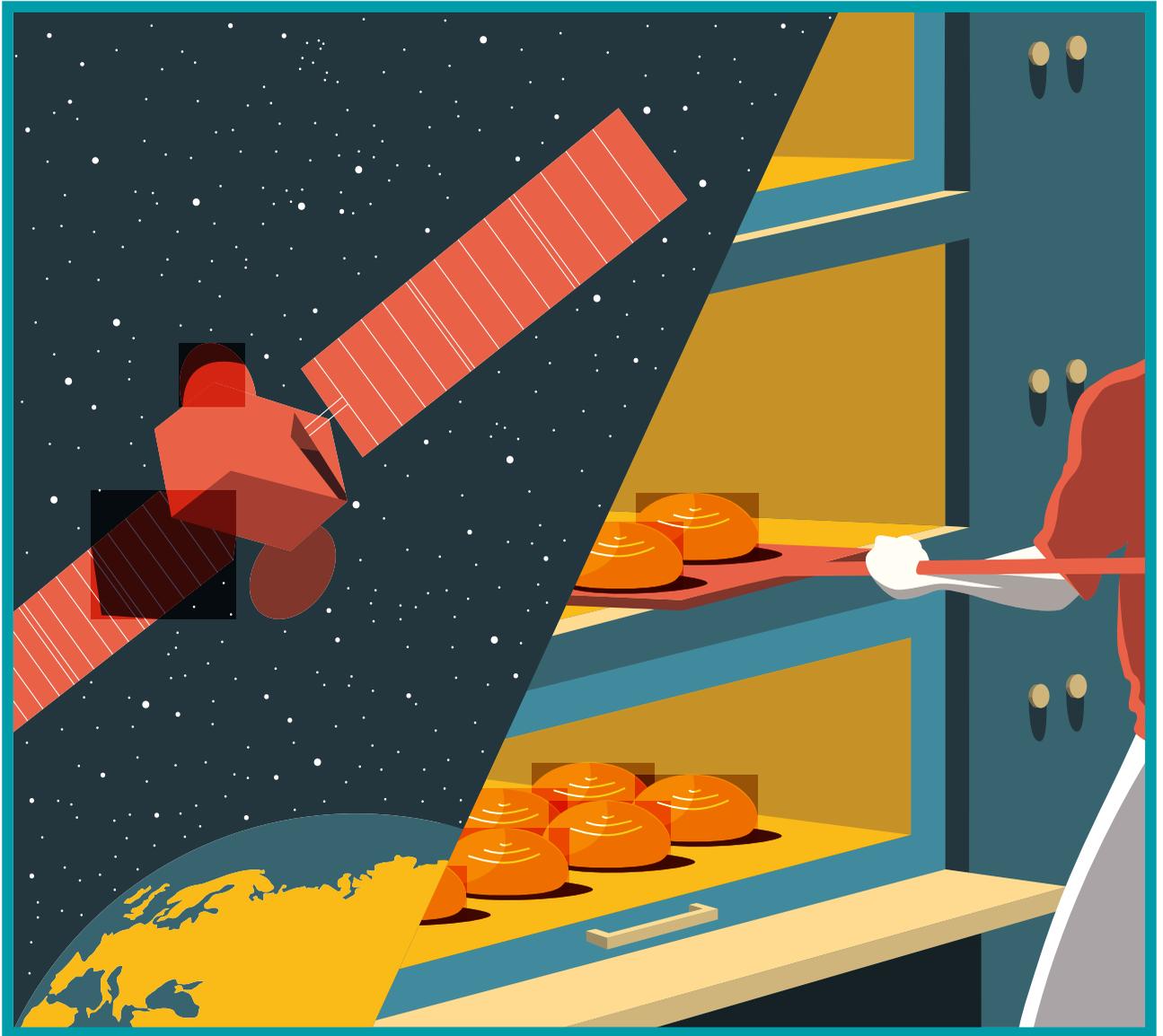
Déjà 20 ans!

360Crossmedia fête ses 20 ans et publie pour l'occasion un livre rassemblant les meilleures interviews réalisées pour son magazine *Andy*.

Si la marque est connue au Grand-Duché, beaucoup découvrent les activités de 360Crossmedia à mesure qu'elle étend ses services. L'entreprise est en effet structurée autour de différents pôles : l'agence de communication, spécialisée dans les design-sprints, qui réalise rapidement des sites internet, des brochures, des vidéos, des magazines et des concepts d'événements. Le centre de formation agréé, qui propose des cours autour de thèmes tels que le leadership, les ressources humaines et la communication. Un département qui se concentre sur l'innovation, avec différentes apps et la *360Box* qui permet de produire des vidéos corporate sans montage. Enfin, depuis 2000, *360DigitalHeroes* accompagne les entreprises dans leur transformation digitale. —



Accessible via une application pour smartphone ou tablette, l'interface eboo propose, de manière identique sur tous les supports, les fonctionnalités eBanking de POST Finance. L'application permet aux clients de consulter les soldes de leurs comptes courants, les encours de leurs cartes, de faire des virements (permanents, nationaux, internationaux) et de recharger leur carte Easy Visa. Eboo permet aussi de gérer les ordres permanents, générer et télécharger un RIB (relevé d'identité bancaire), demander de modifier la limite des cartes de crédit, de personnaliser l'affichage, de choisir un compte favori et l'ordre d'affichage des cartes et des comptes. L'application offre la possibilité d'entrer en contact, de manière plus simple, avec un conseiller POST, via la messagerie sécurisée ou en téléphonant, et ceci en français, luxembourgeois, allemand ou anglais. —



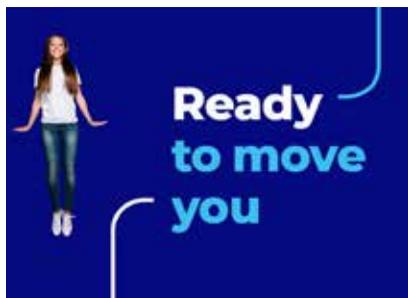
**Soutenir ceux qui font l'économie,
de près comme de loin.**

— ALD AUTOMOTIVE —

Vision et ambitions

ALD Automotive a dévoilé sa nouvelle identité de marque, visant à asseoir sa position de leader.

Cette nouvelle identité vise à incarner la vision et les ambitions d'ALD Automotive d'être leader mondial de solutions de mobilité et reflète l'étendue de son expertise, ses solutions de mobilité de pointe et son esprit d'innovation. Les couleurs bleues renforcent son ambition digitale, les messages sont audacieux et modernes, une ligne de mobilité incarne la capacité à s'adapter et à repousser les limites de la mobilité. Des silhouettes et des visuels illustrent la liberté offerte aux clients. Enfin, le nouveau slogan publicitaire, *Ready to move you*, renvoie à sa capacité à offrir plus de choix et de liberté à ses clients, où qu'ils soient. La nouvelle identité sera déployée dans les 43 pays où ALD Automotive est implanté. —



— MICROLUX / FOYER —

Un microcrédit mobilité

Microlux, institution de microfinance, propose désormais une nouvelle offre au service de l'emploi.

Partant du constat que le manque de mobilité professionnelle reste un frein pour de nombreuses personnes pour trouver un emploi, Microlux, institution de microcrédit à Luxembourg, a lancé en ce début d'année 2020 une nouvelle offre de financement dédiée à l'emploi : le microcrédit mobilité. Cette solution soutient les personnes n'ayant pas accès au crédit bancaire « traditionnel » ayant besoin d'un permis de conduire, d'un véhicule ou d'une formation professionnalisante pour travailler ou trouver un emploi. —

■ Plus d'informations : www.microlux.lu



— FOYER MICROFINANCE AWARD —

La Taverne Victor Hugo gagne la première édition

Foyer a décerné le premier Foyer Microfinance Award en présence de la direction du Groupe et de Microlux, institution de microcrédit à Luxembourg.

Foyer a décerné le premier Foyer Microfinance Award en présence de la direction du Groupe et de Microlux, institution de microcrédit à Luxembourg. Tania Guillot Da Cruz a remporté le prix pour son auberge-restaurant La Taverne Victor Hugo située à Altwies. Lancé en collaboration avec Microlux, le prix récompense un projet de microfinance au Luxembourg. Cette initiative a non seulement pour objectif de faire connaître la microfinance au Luxembourg et de promouvoir l'entrepreneuriat local, mais aussi de fédérer le personnel de Foyer autour d'un projet enthousiasmant. Pour cette première édition, cinq micro-entrepreneurs soutenus par Microlux avaient été présélectionnés et ont présenté leur activité dans un pitch de quelques minutes : Dominique Delly, pour son entreprise de transport de colis Transport Express ; Dorothy Germaine, pour son salon de bien-être Spa Escape, Tania Guillot Da Cruz, pour son établissement d'hébergement et de restauration La Taverne Victor Hugo ; Maida Halilovic, pour son espace de co-working pour artistes et designers Am Gronn et Duarte Nuno Monteiro Da Silva, pour sa société de transport de personnes VTC E_LuxVtc. —

— KACHEN —

Cinq bougies soufflées !

Il y a environ 5 ans, s'appuyant sur le succès de son livre de cuisine éponyme, Bibi Wintersdorf fondait KACHEN, le seul magazine food et lifestyle luxembourgeois.



Aujourd'hui, le magazine trimestriel, désormais publié en trois langues (allemand, français et anglais), est devenu un incontournable de la scène gastronomique luxembourgeoise. Depuis son dernier numéro de décembre 2019, le magazine se présente sous un nouveau look, encore plus élégant, clair et avec de nombreuses nouveautés. REESEN, magazine de voyage luxembourgeois, la toute dernière publication de la maison d'édition, s'inscrit également parfaitement dans la série des

publications haut de gamme de Luxe Taste & Style Publishing. Ces cinq ans se devaient d'être dignement célébrés et l'équipe de KACHEN a invité partenaires, lecteurs et clients à une soirée festive et élégante qui s'est déroulée à Clausen. Avec près de 200 invités, dont de grands noms de la scène gastronomique luxembourgeoise, tels que Léa Linster, René Mathieu et bien d'autres. Le numéro de printemps de KACHEN est paru le 4 mars. —

JOURNÉE LUXEMBOURGEOISE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

13^{ème} édition
PANORAMA SUR LES DERNIÈRES ACTUALITÉS

28 AVRIL 2020

Conférence
et Stands



INSCRIPTION EN LIGNE

www.ipil.lu

CHAMBRE
DES MÉTIERS

2, Circuit de la Foire
Internationale
L-1347 Luxembourg

Une initiative de



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Office de la propriété intellectuelle

Organisé par



INSTITUT
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
LUXEMBOURG



Brasserie nationale Travaux d'envergure

S'engageant toujours plus dans le développement durable, le groupe Brasserie Nationale a lancé d'importants travaux sur son site de Bascharage. Une nouvelle laveuse de bouteilles et une nouvelle machine d'embouteillage plus respectueuses de l'environnement ont été installées. Au total, ce sont plus de 70 tonnes de matériel qui ont été livrées à la Brasserie, pour un investissement global avoisinant les 4,3 millions d'euros.

RGROUPE Une filiale en France

Présente depuis 2001 au Luxembourg et depuis 2014 en Belgique, Rcaré poursuit son développement avec l'ouverture de sa filiale française à Metz. Rcaré France assure pour le compte de ses clients la continuité des opérations informatiques, en effectuant la maintenance de leur infrastructure, tout en garantissant la sécurité de leurs données, la conformité aux réglementations nationales ou européennes en vigueur ainsi que l'accompagnement dans la transformation digitale. En 2020, Rcaré accompagnera ses clients sur des questions touchant à la sécurité avec notamment la fin du support Windows 7 et Windows Server 2008; à la téléphonie avec la fin des lignes en cuivre et à la mise en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).



LALUX-Vie Prise d'activité de Cardif Lux Vie

LALUX-Vie vient de signer un accord portant sur la reprise des activités *Employee Benefits* au Luxembourg de la société Cardif Lux Vie. Cette reprise s'inscrit dans la stratégie de LALUX-Vie d'occuper une position de leader dans le domaine des régimes complémentaires de pension pour entreprises. Avec cette acquisition, LALUX-Vie assurera une couverture complète pour plus de 35.000 collaborateurs de quelque 2 000 entreprises clientes et renforcera encore sa position de leader du marché luxembourgeois dans ce domaine.

EAGLESTONE Cession à des investisseurs belges

Eaglestone vient de finaliser la cession des immeubles *Shades & New Worker* à un investisseur belge. Ces deux ensembles qui seront livrés en 2021 sont tous deux dessinés par des architectes de renom tels que Moreno ou encore Ballinipitt. Leur développement participe à la mutation profonde des quartiers de Hollerich et de Bonnevoie. Ces deux actifs et leur vente reflètent l'attractivité pour les investisseurs internationaux de biens de qualité au Luxembourg. New Yorker participe du nouveau visage de Bonnevoie. Il est situé le long de la future ligne de tram et à proximité du nœud de mobilité de la gare centrale, *Shades* est implanté en bordure de l'éco-quartier en devenir de Hollerich. Il bénéficie aussi de la proximité de la gare centrale de Luxembourg. Il est desservi par un grand nombre de bus et se trouve à proximité des autoroutes E25 et E29 et des Lycées du Campus Geesseknäppchen.

— LAB LUXEMBOURG - LABGROUP —

Vers l'autonomie énergétique

Certifiée ISO 14001 depuis octobre 2019, Labgroup continue ses engagements envers l'environnement en mettant en place une installation photovoltaïque d'une surface de 2500 m² sur le toit de son nouveau bâtiment à Grass.

Réduire son impact écologique tout en menant avec soin une politique respectant les parties prenantes de la société a toujours été une priorité pour l'expert de la transition digitale. Situé dans la Zone d'Activités de la Région Ouest (ZARO), le bâtiment *Digital Transition Hub* compte désormais 1392 panneaux solaires sur son toit représentant une puissance de 459 kWc. Cette installation sera en mesure de produire annuellement 403 MWh ce qui représente la consommation énergétique annuelle de plus de 100 maisons unifamiliales. La production d'électricité verte permet à Labgroup de réaliser une autonomie énergétique et de développer ses activités presque sans émissions de CO₂. Le gain annuel en CO₂ est de 180 tonnes ce qui représente l'équivalent de l'émission en CO₂ de 1,5 million de kilomètres parcourus en voiture, chaque année. L'installation est assurée par la société Enerdeal. Le nouveau bâtiment actuellement en construction à Grass, sera une référence pour des solutions innovantes en matière de stockage secondaire et de digitalisation des documents papier. L'objectif recherché était avant tout de créer un bâtiment sain et confortable pour l'ensemble des collaborateurs sans incidence négative sur le climat et l'environnement. Ainsi la conception du bâtiment met en avant de nombreux aspects écologiques, et l'approvisionnement énergétique ne fait pas exception. —



car⁵⁰lux

ANNIVERSARY

THANK YOU
FOR YOUR SUPPORT



50 years after our foundation on 4 March 1970, we are proud of being one of the world's leading cargo carriers.

A heartfelt thank you for your support throughout the years.

www.cargolux.com | info@cargolux.com | follow us   



cargolux

you name it, we fly it!

— KBL EPB —

Maintenant Quintet

KBL European Private Bankers, fondée à Luxembourg en 1949 et opérant dans 50 villes d'Europe, s'appelle désormais Quintet.



Le nouveau nom et la nouvelle identité du groupe ont été présentés à un moment où il réalise d'importants investissements pour libérer son énorme potentiel de croissance, notamment en élargissant son offre de services et en étendant sa portée mondiale. Le groupe paneuropéen de banques privées a été renommé Quintet Private Bank dans son ensemble, la banque privée du Grand-Duché, KBL Luxembourg, a été rebaptisée Quintet Luxembourg et KBL España Quintet España. Les filiales du groupe implantées de longue date sur d'autres marchés continueront d'opérer sous leur marque actuelle – chacune d'entre elle sera également identifiée comme «une banque

privée Quintet». Ces marques comprennent Brown Shipley (Royaume-Uni), InsingerGilissen (Pays-Bas), Merck Finck (Allemagne) et Puilaetco (Belgique et Luxembourg), dont le nom a été raccourci par rapport au précédent Puilaetco Dewaay. Partout où Quintet opère, toutes ses marques adopteront une identité d'entreprise commune, illustrée par cinq anneaux entremêlés. Inspiré par l'universalité de la musique et reflétant la démarche partenariale du groupe, le nom Quintet est le symbole des cinq sens et des cinq doigts de la main – combinant le chiffre féminin deux et le chiffre masculin trois, représentant tous les êtres humains. —



— BÂLOISE ASSURANCES LUXEMBOURG —

Premier immeuble de bureaux en bois au Grand-Duché

Wooden, nouveau siège du groupe Baloise, sera le premier bâtiment de bureaux en bois de cette envergure au Luxembourg.



L'immeuble Wooden disposera d'une structure portante (exosquelette, colonnes et dalles) entièrement constituée de bois. Les essences de bois employées pour Wooden proviendront exclusivement de forêts durables de la Grande Région et l'immeuble, qui sera par ailleurs équipé de panneaux photovoltaïques, vise une certification environnementale BREEAM Excellent. Wooden est le deuxième immeuble du Luxembourg à s'inscrire dans la démarche de certification WELL Building Standard. Son architecture, signée du bureau international Art & Build Architect, fait la part belle au design biophilique, l'affinité innée de l'être humain avec le monde naturel. En forme de U, le bâtiment s'adapte à la déclivité

du terrain et s'ouvre harmonieusement sur les espaces verts voisins ; des terrasses à chaque étage et des toitures végétalisées renforcent cette connexion à la nature. Le rez-de-chaussée est conçu comme un lieu de vie ouvert sur des espaces de coworking et de restauration. La façade entièrement vitrée apporte, quant à elle, une luminosité naturelle optimale qui améliore le confort des usagers. Les travaux de terrassement débiteront au printemps 2020, pour une livraison prévue au deuxième semestre 2022. —



Pas besoin d'en arriver là pour avoir un PARC AUTOMOBILE GREEN

Profitez d'une solution flexible et efficace en limitant votre impact sur l'environnement. Avec BIL Lease, vous participez à l'avancée de la transition écologique en choisissant un véhicule hybride ou électrique pour vos déplacements professionnels.

BIL Lease un partenaire de confiance pour une conduite éco-responsable à des conditions privilégiées.

Contactez dès maintenant votre Responsable de relation
ou rendez-vous sur : www.bil.com/leasing



BIL Lease SA, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, RCS Luxembourg B-38718

+352 4590-3000



LUXAVIATION Fine wine for the select few

Luxaviation Group, one of the largest private aircraft operators worldwide and headquartered in Luxembourg, is announcing the official launch of Luxaviation Fine Wines, a new business line for the procuring, tasting, and storing of the world's finest wines and spirits as a dedicated service to select club members. Luxaviation Fine Wines will offer a limited number of clients – those who are already part of the group's clientele, or by invitation only – a highly personalised approach to buying and collecting, providing not only guarantees of origins but also professional cellar management and storage. They will provide premium wines and spirits on a global scale, sourced directly from top châteaux and domaines, alongside specialist consultancy from world-class trade professionals. The new offering will allow for privileged allocations of rare wines and spirits directly from producers and new offers of established names of the industry as well as access to the wine talents of tomorrow. Luxaviation Group CEO, Patrick Hansen, said, 'Luxaviation Fine Wines is yet another proof of our teams' efforts to enhance our guests' experiences and provide them with access to exclusive goods in an effortless way. The longstanding relationships with experts in the industry provide us with access to the best wine. As a leading international operator, we have a responsibility to provide our clients with the very finest service and we take excellence extremely seriously across all aspects and offerings of the Group'.

— ACCENTURE/LUXHUB —

Characters in an intelligent partnership

At the Paris fintech forum in January, Accenture and LUXHUB announced their new business partnership to provide to the European market an Intelligent Characters Recognition (ICR) API solution.

Leading European Open Finance API Platform service provider, LUXHUB, has partnered with Accenture to release an Intelligent Characters Recognition service (ICR) in Europe. This new and innovative service will use artificial intelligence (AI) to recognise and analyse characters on different types of documents (e.g. invoices, identity documents, or forms).

ICR will enable LUXHUB clients to drastically reduce their document processing time by 90% and improve the customer experience. Additionally, LUXHUB clients will benefit from Accenture's support in both the implementation and maintenance of the service while relying on the secure marketplace platform that LUXHUB provides.

'In a world where eco-systems start blurring industry lines Accenture continues to innovate to create value for our clients that can be leveraged across industry boundaries. We are delighted to partner with LUXHUB on this project, making the ICR solution powered by Accenture even more widely accessible. By distributing these innovative services, LUXHUB will be able to enhance the value they bring to their clients and drive future growth', said Adrien Kirschfink, Managing Director, Accenture Belgium & Luxembourg. —

— DATATHINGS —

Three years strong

DataThings, a Made in Luxembourg startup and spin-off of the University of Luxembourg's centre for Security, Reliability and Trust (SnT) that is specialised in machine learning and software engineering, has celebrated its three year anniversary.



— PWC/TOKENY —

Tokenisation modernisation

PwC Luxembourg and Tokeny Solutions have joined forces to launch a Joint Business Relationship (JBR) to bring new services in the fields of capital markets and asset servicing to provide full support, whatever the industry, sector, and type of underlying assets, to the tokenisation of existing or new assets.

Tokenisation is the process of converting rights of an asset into tokens that can be subdivided, traded and stored on a blockchain system. Compliance is at the heart of the whole process and is guaranteed by the inherent design of the blockchain.

Recent market trends and developments have put tokenisation at the forefront of blockchain topics today, and for the years to come, given the benefits brought to trade processes, market efficiency and transparency, to name a few.

All aspects of the transaction, such as accounting, legal, regulatory, tax, risk assurance, cybersecurity, custody, etc., will be considered and managed.

Through PwC Luxembourg's market and business acumen, global reach and experience of large-scale transformation programmes, and Tokeny Solutions' state-of-the-art platform, the collaboration offers a unique solution to tokenisation projects – from pre-issuance of the token to the management of its entire life cycle.

The collaboration also aims to help market players bridge the gap between a traditional mindset to the next level of the tokenised economy by leveraging both PwC Luxembourg and Tokeny Solutions' considerable experience of traditional business, their understanding of the technology, and an effective technological solution. —

The first three years of DataThings have been highlighted by the improvement of its core technology, GreyCat, and thanks to its first clients, DataThings has been able to validate its technology in various fields of application such as the steel industry, energy (smart grid), material quality, but also the financial sector. This validation has also enabled the renewal of contracts with existing customers (Paul Wurth, Cebi, and Creos for instance), proving the impact of the technology on their operational processes. DataThings' presence is now also international, with their participation in European Horizon 2020 projects like bioTope in the city of Lyon, France, and their public tender awarded by the city of Rennes. Moreover, they have firm bonds with the academic and public sectors by collaborating and supporting projects like rain forecasting based on satellite data and, more recently, a new collaboration with the FNR (Fonds National de la Recherche) in the field of computer vision. —



Charles Kieffer Group

Depuis plus de 70 ans,
CK Charles Kieffer Group vous
accompagne dans le développement
de votre entreprise au Luxembourg.

healthy people, healthy business



accentaigu

En tant que spécialiste du traitement du document et de l'image, notre mission prioritaire est de vous emmener sur le chemin de la transformation digitale. Grâce à nos imprimantes, nos photocopieurs et nos solutions numériques innovantes, vous gagnez en efficacité, en sécurité et en rapidité. En toute simplicité.

Découvrez nos produits et services au CK Experience Room
2, rue Léon Laval - L-3372 Leudelange - Tél. : +352 26 380 1

CK Charles Kieffer Group | ck-group.lu

CK | Document
imaging



CK | Digital
workflows



CK | Sport
& Fitness



GOODYEAR/ETCR Treads for sustainability

Goodyear has been chosen as the official tire supplier and founding partner for the first all-electric multi-brand touring car series, Pure ET CR, and is developing a bespoke tire that incorporates a combination of technologies inspired by Goodyear's latest electric vehicle tires and the new Eagle F1 SuperSport ultra-high performance range.

A proven motorsport construction will be used, but with a treaded design that means Pure ET CR drivers can use the same tires in both wet and dry conditions, reducing the number of tires that need to be taken to each event. This aligns with Goodyear and Pure ET CR's mission of working together to find sustainable solutions for the future of mobility and motorsport. Mike Rytokoski, Vice-President and Chief Marketing Officer, Goodyear Europe, said, 'high-performance road electric vehicles have very different needs to their petrol or diesel equivalents. They are heavier and have more torque, delivered immediately. Goodyear has developed tires that can cope with this instant power delivery, delivering high grip and traction hand in hand with low rolling resistance to increase range and efficiency. Our partnership with Pure ET CR is much more than just supplying race tires. Together, we will use racing to develop technology to thrill the next generation of high-performance driver.'

■ More information:
www.news.goodyears.eu

— CARGOLUX —

Parting ways with single-use plastic

Cargolux Airlines has signed a zero single-use plastic pledge as a formal commitment to eliminate single-use plastic within the company by the end of the year.

The manifesto was launched by Inspiring More Sustainability (IMS) Luxembourg, the Grand Duchy's leading network for corporate social responsibility (CSR), details the steps to be followed to achieve the zero plastic pledge, which includes plastic cups, straws, single-use cutlery, and non-reusable food containers, among others, and counts over 70 signatories. The project also supports the development of a circular economy and promotes the reduce-reuse-recycle consumption model.

The timing is ideal for introducing these measures as the airline is preparing to move to its new headquarters, which were designed according to sustainable philosophy and provide the perfect opportunity to embed this commitment further into the company's work ethic. The company is also working closely with LuxairServices Catering to remove single-use plastic from flights by the end of the year.

An important milestone for the company's CSR programme and its commitment to the UN's Sustainable Development Goals, Cargolux is extremely committed to CSR and strives to act where it can to develop in line with this commitment. After signing the international UN Global Compact in 2007, Cargolux became a member of IMS in May 2019, demonstrating the airline's commitment at its home base in Luxembourg to promote sustainable operations and an ethical and environmentally aware business model. ■



— KLEOS/WINANCE —

Trade mission facilitates loan for space work

Kleos Space has secured a EUR 3.1 million loan agreement with Dubai-based Winance to continue their work and repay an extant convertible note.

Winance and Kleos Space, Luxembourg based space-powered radio frequency reconnaissance data-as-a-service (DaaS) company, connected during the trade mission organised in Dubai by the Luxembourg Chamber of Commerce, in cooperation with the Ministry of the Economy, the Luxembourg Embassy, and the Luxembourg Trade and Investment Office in Abu Dhabi, at the end of January.

CEO of Kleos Space, Andy Bowyer said, 'the loan agreement provides Kleos with working capital to progress the development of our second cluster of satellites while we await revenues from our Scouting Mission satellites. Luxembourg has a successful economic partnership with the UAE, developed over the past decades. This collaboration provides Luxembourg-based organisations operating in the space sector, such as Kleos Space, with access to investment and financing opportunities.'

Waqas Ibrahim, Director & CFO of Winance said, 'this new partnership is in line with Winance's vision of investing in proficient and progressive thinking management teams. We are convinced that this collaboration can serve as a springboard for both our companies in the GCC, Australian and Luxemburg markets. Kleos technology has never been more relevant than today in addressing a real world need and has attracted interest from governments and private organisations.' ■





TALENT CHECK ✓

DÉTECTEUR DE TALENTS

Un apprenti(ssage) peut être la
clé de votre prochain succès...

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

by
**WIN
WIN**

winwin.lu



LUXSE/MOX

International expansion

The Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) has signed a Memorandum of Understanding with Chongwa (Macao) Financial Asset Exchange Co., Ltd. (MOX) in Macau. The agreement marks the beginning of a fruitful cooperation between the two parties, with a specific focus on promoting cross-border investment and liquidity for offshore RMB-denominated financial products. The Memorandum of Understanding is the first agreement of its kind entered into by LuxSE and MOX. *'As we move into a new decade, LuxSE is proud to partner with MOX and continue our mission to establish links between capital markets and the international investor community. This agreement reflects LuxSE's strategy of expanding our international footprint and cooperating with selected exchanges across the world'*, said Robert Scharfe, CEO of LuxSE.

The Chongwa (Macao) Financial Asset Exchange is Macau's only exchange and was formally established in 2018. In the past two years, MOX has rapidly expanded to include issuers such as the Chinese Ministry of Finance. MOX is the only institution in Macau to facilitate bond issuance, as well as trading and settlement services.

'This is not only a step forward for MOX's internationalisation, but also a key step for MOX, as a financial infrastructure in Macau, to actively cooperate with an important European partner to promote the development of the Macao bond market and push forward Macau's diversified economy', commented Mex Zhang, Executive Chairman and President of MOX.

— APPLE/BIL —

Secure and private payments

Banque Internationale à Luxembourg (BIL) has made Apple Pay available to its customers, transforming mobile payments with an easy, secure way to pay that's private, fast and convenient.

BIL recognises that at the core of Apple Pay is security and privacy, two essential elements in today's rapidly digitalised world. When using a credit or debit card with Apple Pay, the actual card numbers are not stored on the device, nor on Apple servers, instead, a unique Device Account Number is assigned, encrypted and securely stored in the 'Secure Element' on the device. Each transaction is authorised with a one-time unique dynamic security code. In stores, Apple Pay works with iPhone SE, iPhone 6 and later, and Apple Watch. Online shopping in apps and on websites accepting Apple Pay is simple with Touch ID, or the iPhone X can be used to authenticate with Face ID.

When paying for goods and services on-the-go in apps or Safari, Apple Pay works with iPhone 6 and later, iPhone SE, iPad Pro, iPad (5th Generation), iPad Air 2, and iPad mini 3 and later. Apple Pay can also be used in Safari on any Mac introduced in or after 2012 running macOS Sierra and payment can then be confirmed with the iPhone 6 or later, Apple Watch, or with Touch ID on the new MacBook Pro. —

— OCSIAL —

Nanotube awards call for applications

OCSiAl, the world's largest manufacturer of single wall carbon nanotubes (SWCNTs) and based in Luxembourg, invites researchers worldwide to participate in the annual international TUBALL Awards.



— ADECCO/AJILON —

A trio unites

The Adecco Group Luxembourg is undergoing a strategic brand reorganisation in order to unify its offer of services and to strengthen its high-quality matching between individuals and companies.

As of January, the brand Ajilon, active in Luxembourg for 25 years and specialised in outsourcing and HR transformation, will merge with two out of the eight Adecco branches present in the Grand Duchy to create 'Spring Professional Luxembourg'. The three entities are joining forces to create a unique dedicated space for middle management with extensive HR solutions (recruitment, outsourcing and HR transformation offers) under one unique brand – Spring Professional – specialised in the employment of middle managers and highly qualified professionals in contracting, temporary work and permanent placement. Active in more than 25 countries, Spring Professional integrates the Luxembourg recruitment landscape, which will benefit from the brand's expertise and international network.

'Our goal is to bring together the efforts, resources, time and efficiency to provide harmonised services based on customer-candidate centricity under one brand', said Julie Noirhomme, Managing Director of Spring Professional Luxembourg. —

SWCNTs (also known as graphene nanotubes) are often called 'the building material of the future' because of their ability to improve almost all other building materials. Thousands of researchers across the globe are working with SWCNTs and achieving impressive results.

The TUBALL Awards were established to help bring these breakthrough developments to people's lives. These awards are the first to acknowledge R&D projects using SWCNTs across the whole range of their commercial applications.

The TUBALL Awards were initiated by OCSiAl, an innovative 'unicorn' company that is based in Luxembourg. Knowing the immense potential of nanotubes to change materials, the company actively supports the transformation of the most promising projects from laboratory to industry. Scientists interested in project development with SWCNTs, irrespective of whether they also wish to apply for the awards, will receive free samples of TUBALL nanotubes.

Applications can be done online until end of August 2020 and the winner, who will be announced at this year's 'Nanoaugmented Materials Industry Summit' (NAUM 2020), will be granted a prize of USD 10,000 (the equivalent of EUR 9,000) and have the opportunity to enter into a partner agreement with OCSiAl. —

■ More info:
www.awards.tuball.com

— GOODYEAR —

Two key labeling marks

In European Tire Labeling, there are three categories: Fuel Efficiency; Wet Grip and Tire External Rolling Noise. In the Fuel Efficiency category, seven classes exist, ranging from G (least efficient) to A (most efficient), which Goodyear has mastered in their latest work.



Goodyear has become the first tire manufacturer to produce an original equipment all-season tire with the industry standard 3-Peak Mountain Snowflake (3PMSF) designation that also is rated Rolling Resistance 'A' in the European Tire Labeling Regulation.

Combining a traction level to meet the severe snow 3PMSF requirement while also delivering rolling resistance performance as an A-class tire is a significant achievement for Goodyear. Enabling both premium traction and premium fuel efficiency – a benefit from rolling resistance performance – helps represent an example of Goodyear's role in future mobility solutions. The project is the result of teamwork and cross-functional collaboration between Goodyear's technology teams in Luxembourg and Germany, leveraging the most recent tread pattern developments conducted in the replacement all-season lines, as well as new rubber compounding formulations. The Goodyear teams have been working with vehicle manufacturers on this technological breakthrough, with fits planned for later this year on vehicles such as the Peugeot 2008/3008/5008, DS3 Crossback and DS7 Crossback. Several additional Goodyear fits for other original equipment manufacturers will follow in 2020. *'This project is a great example of anticipating the needs of the customer, demonstrating our technical superiority, and converting advanced technology into customer benefits,'* said Xavier Fraipont, Goodyear's vice president of EMEA product development. —

— BANKING CIRCLE —

Fully licensed bank

On 27 February 2020, Banking Circle, which has made a name for itself over the last four years as a financial utility, has received its banking licence from the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) in Luxembourg.

Banking Circle is now a financial infrastructure for payments and banking, giving financial institutions access to real-time payments regardless of borders and regardless of size. Payments and banking businesses will be able to seize market opportunities in the new economy without having to commit to significant investment in their own internal infrastructure. Banking Circle bank branches are already open in the UK, Germany and Denmark and marking this significant step, Banking Circle officially opened its headquarters in Luxembourg, attended by Anders la Cour, Chief Executive Officer and co-founder of Banking Circle, and Pierre Gramagna, Minister of Finance, who said: *'Given Luxembourg's role as a leading financial centre in Europe and a hub for payment services, it made complete sense for Banking Circle, a provider of banking and payments infrastructure for businesses transacting globally, to*

choose Luxembourg as its headquarters. Being able to operate on a pan-European basis with a Luxembourg banking licence enables businesses like Banking Circle to give their clients additional confidence when it comes to security and compliance rigour'. Already processing EUR 130 billion run-rate annual payment volumes, Banking Circle has seen high growth every year since its launch to the market in late 2015. Anders la Cour believes securing the Banking Licence will significantly elevate Banking Circle's role in the digital financial economy, 'securing our Banking Licence gives us the ability to deliver bank accounts on a global scale so that we can extend our propositions, enabling Payments businesses, such as PSPs and acquirers, to offer banking services to their clients without having to invest in their own costly infrastructure'. —



EFA Fund Administration

WellInvest Capital Partners as initiator has recently chosen EFA (European Fund Administration) for the administration and transfer agency of their alternative investment Premium Real Estate Fund SICAV-RAIF S.C.A. WellInvest Capital Partners identifies a portfolio of diversified properties located in premium locations. This entrepreneur-led project is based on a niche strategy and is intended to deliver top decile performance together with a genuine one-of-a-kind approach to the real estate private investment market. They've chosen EFA because it's a leading central administrator, delivering a state-of-the-art set of services to the shareholders of the fund.

Tarantula New co-production

After a world premiere at the Thessaloniki Film Festival last fall, the new film by the Iranian Sepideh Farsi, *I will cross tomorrow*, arrives on the screens of the Grand Duchy on 25 March. The movie was co-produced by Ciné-Sud Promotion (France), Tarantula (Luxembourg), Volya Films (Netherlands) and Pan-Entertainment (Greece). The director Sepideh Farsi was born in Teheran (Iran) and moved to Paris in 1984 to study mathematics. After several years of photography, she began directing films and documentaries. *I will cross tomorrow*, is the story of Maria, a Greek police officer working on the island of Lesbos and Yussof, a young Syrian boy who flees the war. Their destinies intersect in a Greece that seems to be a zone of peace, but is not.

Institutional News

— DREAMJOBS AMBASSADORS —

Neuf ambassadeurs en route pour la finale!

Visant à promouvoir les professions de l'hôtellerie et à les mettre en valeur, la grande finale de la campagne «Dreamjobs Ambassadors» se déroulera au prochain salon Springbreak à LUXEPO THE BOX.

La campagne *Dreamjobs Ambassadors* a été lancée en novembre 2019 par la Fédération Nationale des Hôteliers, Restaurateurs et Cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg - HORESCA et la Chambre de Commerce, en partenariat avec le ministère de l'Économie - direction générale des Classes moyennes et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Elle vise à encourager les jeunes à se lancer dans les professions de l'hôtellerie, à fournir une plateforme permettant d'accroître la visibilité du secteur et à valoriser et mettre à l'honneur les talents des professions de l'hôtellerie au Luxembourg à travers un grand concours récompensant deux gagnants dans les catégories cuisinier et serveur/barman. A la clé de la finale pour les lauréats: un voyage à l'Exposition Universelle Dubai 2020.

En janvier 2020, un jury, composé de représentants de la fédération HORESCA, de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL), du Lycée Technique de Bonnevoie (LTB) et d'une délégation de la Chambre de Commerce, a ainsi sélectionné neuf candidats qui participeront à la grande finale pendant le Springbreak 2020. Durant les dernières semaines, le grand public a pu découvrir chacun de ces neuf «ambassadeurs» dans des reportages télévisés, diffusés sur RTL Télévision, ainsi que sur les réseaux sociaux avant de les rencontrer lors de la finale. Dans le cadre du Springbreak, les visiteurs pourront découvrir le quotidien très varié des finalistes qui représentent les professions de chefs, de serveurs et de barmen. —

■ Plus d'informations :
www.dreamjobs-ambassadors.lu



— AUTORISATIONS D'ÉTABLISSEMENT —

Une tendance plutôt positive

Le 20 février 2020, Lex Delles, ministre des Classes moyennes, a présenté le bilan des autorisations d'établissement délivrées par la direction générale des Classes moyennes au cours de l'année 2019.

Animé d'une volonté de transparence et d'optimisation, le gouvernement publie pour la première fois la durée de traitement des demandes d'autorisation d'établissement. Le bilan 2019 indique que celle-ci équivaut en moyenne à 9,4 jours (contre 9,8 en 2018), ce qui révèle une tendance positive. À noter que la durée de traitement varie selon l'exhaustivité et la nature des dossiers. Dans ce contexte, le ministre des Classes moyennes a déclaré: «la réduction de la durée de traitement des dossiers est une

priorité de la direction générale des classes moyennes. À cette fin, nous allons notamment renforcer l'effectif du service compétent, tout en maintenant une analyse approfondie des demandes d'autorisation d'établissement». Lex Delles a en outre souligné qu'«un marché économique compétitif a besoin de transparence et de règles uniformes. La direction générale des Classes moyennes, qui est l'interlocuteur privilégié des petites et moyennes entreprises, veille à ce que les PME puissent travailler dans un tel

cadre. Avec une progression du nombre de demandes en matière d'autorisations d'établissement, le Luxembourg joue un rôle de moteur économique de la Grande Région». En effet, un total de 12.014 demandes d'autorisation a pu être constaté en 2019 (contre 11.342 en 2018), dont 7.905 (6.835 en 2018) demandes dans le secteur commercial, 3.507 (3.819 en 2018) demandes dans le secteur de l'artisanat et 602 (688 en 2018) demandes en vue de l'exercice d'une profession libérale. Cela équivaut à une augmentation de 5,9% par

rapport à l'année 2018. Les activités d'entreprises artisanales transfrontalières qui ne sont pas établies au Luxembourg, mais qui y prestent des services, sont soumises à une déclaration préalable donnant lieu à l'émission d'un certificat de déclaration préalable. Ainsi, 5.175 certificats ont été émis en 2019 (contre 4.823 en 2018), ce qui correspond à une augmentation de 7,3%. Des chiffres qui témoignent du fait que le marché luxembourgeois demeure attractif pour les entreprises artisanales transfrontalières. —

— BUSINESS CLUB LUXEMBURG —

Airline Catering - Gastronomie in den Lüften, Gaumenfreuden Made in Luxembourg

Am Donnerstag, dem 13. Februar 2020, luden der Business Club Luxemburg und die Deutsch-Luxemburgische Wirtschaftsinitiative ihre Mitglieder gemeinsam mit Luxair zu einem spannenden Einblick hinter die Kulissen von LuxairServices Catering am Flughafen Luxemburg ein.

Ob Economy oder Business Class: Um ihren Fluggästen auch in den Lüften ein hochwertiges gastronomisches Angebot bieten zu können, verfügt die Luxair über eigene Küchen mit Köchen, Bäckern, Konditoren und andere Gastronomieprofis, die speziell für die Anforderungen des Luftverkehrs geschult sind.

Vom Frühstück, Mittagessen bis zu Spezialwünschen, wie z.B. Diabetikergerichten konzentriert sich der Luxair-Bereich Catering auf Gerichte und Imbisse, die hausintern unter Verwendung von Produkten aus lokalen Betrieben hergestellt werden. Damit verfolgt Luxair auch beim Catering konsequent ihr Prinzip der unternehmerisch-gesellschaftlichen Verantwortung und setzt auf die Zusammenarbeit mit lokalen Partnern.

Im Rahmen der Unternehmensführung sprach Jörn Ekstrand, Catering Sales Manager bei Luxair, in seinem Fachvortrag über die Herausforderungen der Airline-Gastronomie. —



Photos: Marius Spiske, BCL

— EFRAG —

Reporting sur le risque climatique

Le premier rapport de l'European Lab de l'European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) est paru.

Le rapport résulte d'un premier travail sur le risque climatique s'appuyant sur une synthèse des bonnes pratiques en la matière. Il a été préparé par le *Project Task Force on Climate-related Reporting* (PTF-CRR) et il est composé d'un rapport principal et de deux suppléments. Le premier supplément traite des recommandations du *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* et des exigences de la directive européenne sur les informations non financières. Il fournit également des

exemples de bonnes pratiques en matière de gouvernance, de stratégie, de gestion des risques, d'indicateurs et d'objectifs. Le deuxième supplément se concentre sur les bonnes pratiques en matière d'analyse des scénarios de risques climatiques. Le rapport principal adresse des messages clés, ainsi que le résumé des conclusions, le tout basé sur le contenu de ses deux suppléments. —

■ Plus d'informations : www.efrag.org



— BUSINESS PARTNERSHIP FACILITY —

Créer des partenariats entre entreprises et acteurs du Sud

Le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Franz Fayot, et Carlo Thelen, CEO/directeur général de la Chambre de Commerce, ont lancé le vendredi 28 février 2020, la 5^e édition de la *Business Partnership Facility* (BPF) de la Coopération luxembourgeoise.

Organisé dans les locaux de la Chambre de Commerce, l'événement a vu la participation de près de 130 personnes, dont une grande majorité d'entrepreneurs. La BPF est une facilité de financement visant à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en voie de développement pour mettre en place des projets commerciaux durables. Le cofinancement s'effectue sous forme de don qui peut atteindre jusqu'à 50% du budget total d'un projet, sans toutefois dépasser le seuil des 200.000 euros. La BPF contribue au développement et à la création d'emplois dans les pays en voie de développement et/ou au transfert de technologies. Plusieurs secteurs sont éligibles: CleanTech, éco-innovation et économie circulaire; espace; Fintech; HealthTech; mobilité et logistique; Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Ces conditions d'éligibilité et les critères d'évaluation ont été présentés par Thomas Lammar de la Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire. Lors de l'événement, le ministre Franz Fayot a expliqué le rôle, la responsabilité et les opportunités du secteur privé pour construire ces nouveaux marchés et contribuer à adresser les défis

du développement durable. Il a également souligné les nombreux bénéfices de ces partenariats pour le secteur privé, notamment en matière de création d'emplois, d'innovation, d'investissements et de renforcement des capacités. Carlo Thelen a, quant à lui, réitéré le soutien de la Chambre de Commerce et a souligné l'excellente collaboration entre la Direction de la Coopération, LuxDev, le ministère de l'Économie et la Chambre de Commerce concernant la BPF: «celle-ci combine intelligemment les outils de la Direction de la Coopération avec les efforts de la Chambre de Commerce et du ministère de l'Économie en matière de promotion de l'internationalisation». Enfin, les représentants de BIM e-Solutions et UPTION, deux entreprises ayant bénéficié de la BPF lors des éditions précédentes, ont témoigné de leurs expériences respectives lors d'un panel de discussion, suivi de questions des participants. Christophe Schiltz, coordinateur général de la Coopération et de l'Action humanitaire, a salué l'initiative en conclusion de la conférence. L'appel à candidatures de l'édition 2020 de la BPF est ouverte jusqu'au 8 mai 2020. —

■ Les informations sont disponibles sous : www.bpf.lu



Ministère de l'économie Franz Fayot reçoit l'UJEL

Le ministre de l'Économie, Franz Fayot, a eu le 24 février dernier, un premier échange de vues avec le président et le directeur de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UJEL), Nicolas Buck et Jean-Paul Olinger. L'UJEL représente les entreprises du secteur privé, à l'exception de l'agriculture, et regroupe ainsi les chambres professionnelles et les organisations d'employeurs du Luxembourg. Lors de cette entrevue, les discussions ont porté sur les défis auxquels les entreprises luxembourgeoises sont confrontées, notamment en termes de digitalisation, de modèles économiques circulaires et de protection de l'environnement. Le ministre de l'Économie et l'UJEL entament ainsi une collaboration constructive pour agir de concert afin de continuer à développer une économie compétitive et respectueuse des ressources.

IMS Digital Skills

En collaboration avec Digital Luxembourg et le Service des médias et des communications, IMS organise le 12 mai prochain, une rencontre avec des porteurs de projets digitaux luxembourgeois. Le but de cette rencontre est de faciliter les échanges et de créer des partenariats gagnant-gagnant. Les entreprises, soumises à la transformation digitale ainsi qu'à l'évolution ou à la disparition de certains métiers, pourront bénéficier de l'expertise de ces acteurs mais également trouver une source de main d'œuvre qualifiée dans ces nouveaux domaines, mettre en pratique leur stratégie RSE, ou encore mobiliser leurs collaborateurs dans une démarche de volontariat.

■ Plus d'informations et inscriptions : <https://imslux.lu>

— UNI/ATOZ FOUNDATION —

Accord de financement prolongé

L'Université du Luxembourg et ATOZ Foundation ont signé un accord qui prolonge de cinq ans le soutien financier à la chaire ATOZ en droit fiscal européen et international.

L'accord a été signé par Yves Elsen et le Prof. Stéphane Pallage, respectivement président du conseil de gouvernance et recteur de l'Université du Luxembourg, et Tonika Hirdman, directrice générale de la Fondation de Luxembourg représentant ATOZ Foundation, au cours de la cérémonie du 10^e anniversaire de la chaire. La chaire ATOZ en droit fiscal européen et international a été créée par ATOZ Tax Advisers en 2009 en tant que première chaire à la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance sponsorisée par des fonds privés. Elle développe des activités de recherche et d'éducation de qualité dans ces domaines, en ayant pour but général d'améliorer la connaissance des problématiques fiscales au Luxembourg. Cette collaboration réussie a engendré un ensemble de travaux, y compris 30 conférences sur des enjeux de politique fiscale actuels comme l'échange automatique d'informations (AEOI), l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert de bénéfices (BEPS), l'aide publique, les régimes de propriété intellectuelle et la taxation des fonds d'investissement. Huit livres ont été publiés à la suite de ces conférences, et huit autres seront publiés d'ici 2023. L'une de ces publications, *Time and Tax: Issues of International, EU and Constitutional Law*, a été sélectionnée parmi les 100 meilleurs livres sur la fiscalité par BookAuthority, un curateur de listes de lecture. —



— HORESCA/HOE —

L'HoReCa de demain - face au digital et à l'environnement

En collaboration avec l'Horesca, la House of Entrepreneurship a organisé l'évènement *Fit 4 Hospitality*, le 10 février dernier.

Cette journée, qui a rencontré un réel succès, était plus particulièrement destinée aux personnes travaillant dans le domaine de l'HoReCa et avait pour thème principal *L'HoReCa de demain, face au digital et à l'environnement*. Elle a été l'occasion pour les participants de rencontrer des prestataires offrant des solutions digitales qui renforcent leurs services et la satisfaction de leurs clients et leur a permis de découvrir des solutions phare pour une gestion simple et efficace de leur restaurant, café ou hôtel. Accueilli par François Koepp, secrétaire général de l'Horesca, Lex Delles, ministre des Classes moyennes, est revenu dans son allocution sur les priorités du gouvernement visant à soutenir les entreprises dans leurs efforts de transformation numérique et d'accroître ainsi leur compétitivité. Le programme de la journée comportait également une présentation du service de conseil en digitalisation proposé par la House of Entrepreneurship et du programme *Fit 4 Digital Packages* spécialement conçu pour accompagner les TPE dans leur transition digitale en mettant en œuvre une solution sur-mesure. La mise en place d'un nouveau « package » dédié au secteur de l'HoReCa a été annoncée. Il comprend des solutions digitales spécialement conçues pour ce secteur. —



EVENT SOLUTIONS

VOS ÉVÈNEMENTS DANS
L'AMBIANCE CARACTÉRISTIQUE
DES ESPACES FLEXIBLES
ET MODULABLES DE
LA COQUE

FOIRES
CONFÉRENCES & RÉUNIONS
PRÉSENTATIONS DE PRODUITS
SPECTACLES & MANIFESTATIONS
TEAM BUILDING
RÉCEPTIONS

...

HOUSE OF ENTREPRENEURSHIP

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

Vous avez un projet d'entreprise ?

L'équipe pluridisciplinaire de la « House of Entrepreneurship » est à votre service pour vous conseiller, vous assister et vous accompagner dans toutes les étapes de la création et du développement de votre entreprise.

Pour toute information ou prise de rendez-vous, contactez-nous :
14, rue Erasme - L-1468 Luxembourg - T.: (+352) 42 39 39-330
info@houseofentrepreneurship.lu - houseofentrepreneurship.lu

Une initiative de:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

En partenariat avec: ADEM, Administration de l'Environnement, Digital Lëtzebuerg, 1535°, Chambre des Métiers, Guichet.lu, guichet unique PME, HoST, IPIL, ITM, JEL, LBAN, LCI, Letzshop, LIST, Microlux, LBR – RCSL, Luxinnovation, MC, Ministère des Affaires étrangères, nyuko, Ministère de la Santé, Ministère de la Sécurité Sociale, Ministère de la Digitalisation – CFUE, Paul Wurth InCub, SNCI, Technoport, Touchpoints, WIDE.



Business
www.coque.lu



2, rue Léon Hengen • L-1745 Luxembourg • Tél. +352 43 60 60 212
www.coque.lu • business@coque.lu

— FONDATION CANCER —

Food Lab: une initiative pour votre entreprise !

La prévention est un maillon essentiel de la lutte contre le cancer. 40 % des cancers pourraient être évités en adoptant des comportements sains, simples à mettre en pratique. Le Food Lab a pour objectif de sensibiliser les participants aux facteurs de risque de cancer et de donner les clés d'une alimentation saine.



Le Food Lab est une initiative de la Fondation Cancer qui s'inscrit dans le cadre de la prévention de la maladie. Il se compose de huit ateliers interactifs qui sont basés sur le principe *Learning by doing*. La mise en place du dispositif et l'animation sont assurées gracieusement par la Fondation Cancer. Le parcours total pour un collaborateur peut s'effectuer en 30 minutes et les exercices peuvent se faire en équipe pour renforcer la cohésion d'un groupe ou être une action de team-building à part entière. Les entreprises ont aussi la possibilité de réserver tous les ateliers du Food Lab ou d'en sélectionner seulement quelques-uns parmi tous ceux proposés pour l'alimentaire: *Ma pyramide alimentaire, Mon assiette idéale, Mes fruits et*

légumes, Ma boisson préférée, Ma balance énergétique ou en ateliers alcool: *Facteurs de risque, Verres standard* ou *Ma consommation d'alcool*.

Chaque atelier s'accompagne d'une fiche d'information à emporter (en français et en allemand).

La durée du Food Lab peut varier et s'étaler sur toute une journée (jusqu'à 8 heures), par exemple lors d'un *Health and Safety Day*, ou avoir une durée plus courte, lors d'un *Healthy Lunch* ou d'une conférence *Lunch & Learn* (1-2 heures). —

■ Intéressés par le Food Lab de la Fondation Cancer dans votre entreprise? Contactez Arnaud Mathys par e-mail (prevention@cancer.lu) ou téléphone 45 30 33 1

— NYUKO —

Un concours pour jeunes entrepreneurs

Nyuko asbl intensifie sa mission de promotion de l'entrepreneuriat à travers un concours dédié aux jeunes entrepreneurs de tous bords.



Organisé en collaboration avec son partenaire Spuerkeess, le concours «jeunes entrepreneurs» est destiné aux créateurs d'entreprises établis au Luxembourg depuis 2018 ou 2019, tous secteurs d'activité confondus. Les objectifs sont de montrer la diversité des entreprises créées, d'aider ces jeunes entrepreneurs à se mettre en avant et de donner un coup de pouce financier à l'un d'entre eux. «Le concours est ouvert à tous les jeunes entrepreneurs, pas uniquement ceux qui sont passés par nos programmes. Nous voulions proposer une grande action de promotion qui mette en avant ceux qui osent se lancer (...)» précise Nicolas Fries, CEO de nyuko. Les

entrepreneurs seront sélectionnés selon la viabilité économique de leur activité, la pertinence de la solution/du produit pour le marché luxembourgeois (...). Les candidats pré-sélectionnés bénéficieront de deux formations autour du pitch et de la création vidéo. Leurs présentations seront ensuite publiées en ligne et soumises aux votes du public. L'entrepreneur ayant obtenu le plus de votes remportera la somme de 1500 EUR offerte par Spuerkeess. —

■ Plus d'informations: www.nyuko.lu

87.200 leitores. Cada vez mais em Contacto.



O Contacto festeja 50 anos com novo recorde de audiências.
Graças a si o jornal semanário mais lido no Luxemburgo é português. Obrigado!

**Jornalismo português no Luxemburgo
premiado internacionalmente.**



50 anos contacto

Um olhar diferente sobre o Luxemburgo e o mundo.
Assine e mantenha-se em Contacto.

www.contacto.lu



CCSS

Nouveau site Internet

Le site du Centre Commun de la Sécurité Sociale (CCSS) qui compte près de 1.800 visites par jour (personnes privées, employeurs, fiduciaires et comptables, travailleurs indépendants, personnes exerçant une profession agricole, assurés volontaires et autres institutions ou administrations) a subi une refonte complète. Le nouveau site propose des informations compréhensibles et facilement accessibles. La page d'accueil regroupe les accès aux informations, aux commandes de certificats et formulaires, aux recherches les plus fréquentes et aux actualités. Les informations ont été hiérarchisées et classées par le biais d'une arborescence fluide et ergonomique et une navigation multiple permet d'accéder à l'information à plusieurs niveaux.



ILNAS

Se former à la normalisation

Le nouveau catalogue de l'Institut Luxembourgeois de la Normalisation (ILNAS) regroupe des formations généralistes sur les normes et la normalisation et des formations techniques sur les technologies Smart ICT, telles que le Cloud Computing, l'Internet of Things (IoT), la blockchain et l'Intelligence Artificielle (AI). Elles portent sur les développements normatifs et sur les questions de confiance numérique associées. Des formations personnalisées peuvent également être élaborées sur demande.

■ Plus d'informations : <https://portail-qualite.public.lu/fr/formations.html>

— BUSINESS CLUB LUXEMBURG —

„Arbeiten im digitalen Zeitalter“

Der Business Club Luxemburg, die Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände (BDA) und ArcelorMittal luden zur Diskussion in der luxemburgischen Botschaft in Berlin ein.



„Arbeiten im digitalen Zeitalter“ war am 29. Januar 2020, zentrales Thema in der luxemburgischen Botschaft in Berlin. VertreterInnen aus Wirtschaft, Politik, Wissenschaft und Industrie diskutierten über Chancen und Herausforderungen für Unternehmen und MitarbeiterInnen. Der Bundestagsabgeordnete und Digitalisierungsexperte Dieter Janecek (Bündnis 90/Die Grünen) erläuterte wie Digitalisierung für den sozialen Fortschritt nutzbar gemacht werden kann – auch in der Arbeitswelt. Marc Wagener, COO und Chefökonom der Handelskammer Luxemburg, zeigte anschließend am Beispiel des Großherzogtums, welche Chancen und Herausforderungen die Zukunft der Arbeit bereithält. Peter D'Haese, Chief Digitalisation Officer bei ArcelorMittal Flat Europe, berichtete aus der Perspektive und den Erfahrungen eines internationalen Stahlkonzerns. Impulse aus Sicht eines Technologieunternehmens kamen von Annett Polaszewski-Plath, Mitglied des BDA-Digitalrats und Geschäftsführerin von Eventbrite Germany, einem der weltweit führenden Anbieter von Eventtechnologien. Der Mensch steht im Mittelpunkt der Transformation, ist Antrieb und Motor der Digitalisierung; darüber waren sich die ReferentInnen im Rahmen der Diskussion einig. Das Aufgabenspektrum vieler ArbeitnehmerInnen werde sich verändern, wodurch gänzlich neue Tätigkeits- und Berufsfelder entstehen. Das bedeute eine enorme Verantwortung für Politik und Unternehmen, die Rahmenbedingungen dafür zu schaffen, den Menschen bei der Transformation zu begleiten. —

— MOBILITÉ —

CoPilote intègre Klaxit

Suite au rachat de la société Ecolutis, titulaire du marché covoiturage du Grand-Duché, par la société Klaxit en juillet 2019, le portail de covoiturage CoPilote intègre désormais l'application Klaxit. Une première étape dans la transformation du service.

Depuis le 31 janvier 2020, les utilisateurs de CoPilote peuvent télécharger l'application Klaxit pour rejoindre la plus grande communauté de covoiturage domicile-travail d'Europe. Concentrée de technologie, Klaxit met en relation conducteurs et passagers en permettant aux conducteurs d'optimiser le trajet et aux passagers, de flexibiliser leurs horaires. Le GPS intégré Klaxit Live guide les conducteurs et permet aux passagers de voir arriver leur conducteur en temps réel. Il est possible de réserver les trajets sur une semaine et de retrouver ses anciens covoitureurs. Les entreprises peuvent demander à être référencées sur Klaxit afin que les collègues puissent se reconnaître entre eux et covoiturer. Elles peuvent souscrire à une offre qui permet de passer en moyenne de 2% à 20% de taux d'adhésion à la solution. Ainsi, 8 inscrits sur 10 trouvent des

covoitureurs sur leur trajet et à leurs horaires. Fort des expériences de Klaxit sur le territoire français, un travail avec les entreprises et des incitations financières permettant d'initier plus massivement les changements de comportement sont notamment à l'étude. « Le covoiturage est un pilier essentiel de notre stratégie de mobilité Modu 2.0. Chaque jour, 250 000 sièges automobiles vides entrent dans l'agglomération de la capitale (...) En réservant une future troisième voie sur nos autoroutes pour le covoiturage et en fortifiant notre collaboration avec Klaxit, nous pensons convaincre les personnes qui ont un trajet similaire », a déclaré François Bausch, ministre de la Mobilité et des Travaux publics. —

■ Plus d'informations : www.klaxit.com

FOUR CRAZY DAYS IN LUXEMBOURG

ARE YOU READY FOR YOUR
SPRINGBREAK X-PERIENCE?

12TH-15TH
MARCH 2020

#NOLIMIT

Springbreak Luxembourg

WHAT TO EXPECT

FREE ENTERTAINMENT AND ACTION NON-STOP! // INSPIRING TALKS //
LIFESTYLE // PARTY // CONCERTS // GAMING // FASHION // FOOD & DRINKS
// FRINGE EVENTS // + 100 EXHIBITORS ...

... PRESENTING NEW AND INNOVATIVE PRODUCTS AND SERVICES // KARTING STADIUM X STITCH WITH MANY PRIZES
SUBJECTS INCLUDING IA AND CLIMATE CHANGE // CONCERTS - DJ SETS - SEVERAL STAGES // INTERNATIONAL SPEAKERS ON TOPICAL
RESTAURANTS // A SPEAKEASY TO FIND // COOKING LESSONS WITH TOP CHEFS // MORE THAN 50 FOOD TRUCKS BARS AND
RELEASE // TEST LANE FOR NEW MOBILITY SOLUTIONS // IMPRESSIVE SHOWS // STREET ART // CITY SHOPPING
VILLAGE // DREAMJOBS AMBASSADORS AWARDS

WWW.SPRINGBREAK.LU



Enterprise Europe Network Luxembourg Priorités et programme de travail

Le 6 février 2020, le consortium Enterprise Europe Network - Luxembourg a été accueilli au ministère de l'Économie par Lex Delles, ministre des Classes Moyennes et du Tourisme et ses collaborateurs pour une réunion de travail et un échange de points de vue sur les priorités de ce réseau européen, les activités et services proposés aux PME luxembourgeoises, ainsi que sur le programme de travail de 2020. Le consortium national, résultant d'un partenariat stratégique entre la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et Luxinnovation, a présenté les actions concrètes menées sur le terrain en faveur des PME dans les domaines de l'internationalisation, du marché intérieur et de l'innovation. Plusieurs actions communes menées au niveau du consortium national, dont la campagne européenne *EU Open for Business* et la deuxième édition de la *Semaine européenne des PME* ont été présentées et discutées. Dans le cadre des priorités de la nouvelle Commission européenne, de la programmation communautaire 2021 - 2027, du quatrième *Plan d'Action en faveur des PME* et de la *SME Strategy* attendue au niveau européen dans les mois à venir, les discussions ont porté sur des réflexions concrètes quant à une plus grande exploitation de ce réseau à l'avenir dans l'intérêt de la politique nationale menée par le ministre en faveur des PME. Instrument important de la politique d'entreprise pour soutenir concrètement et utilement les PME luxembourgeoises dans un contexte transfrontalier, européen et international, l'Enterprise Europe Network - Luxembourg se veut être un partenaire naturel et un allié opérationnel de la politique des PME au Luxembourg. Des réunions de suivi régulières sont prévues afin de poursuivre les réflexions menées et en dégager des actions concrètes pour l'avenir.

— ECOLABEL —

20 bougies pour le label

Début février de cette année, l'EcoLabel, le label national pour les hébergements touristiques écologiques, a célébré ses 20 ans lors d'une grande cérémonie d'anniversaire où étaient présents Carole Dieschbourg, ministre de l'Environnement et Lex Delles, ministre du Tourisme.

Créé en 1999 avec l'objectif de promouvoir et de développer le tourisme durable au Luxembourg, l'EcoLabel est actuellement détenu par 42 hôtels, campings, auberges de jeunesse, hébergements de groupe et gîtes ruraux qui se distinguent par leurs pratiques respectueuses de l'environnement. L'EcoLabel, résultat d'une collaboration entre le ministère de l'Économie, l'Oekozerter Pafendall asbl et le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, est aujourd'hui le label de référence en vigueur au niveau national. Plus d'un établissement touristique sur 10 l'a obtenu. Lors de la cérémonie d'anniversaire célébrant ses 20 ans, 14 établissements ayant répondu avec succès aux critères de la labellisation EcoLabel ont reçu officiellement leurs certificats en présence de la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg et de Lex Delles ministre du Tourisme. Pour la première fois, six établissements se sont vus également remettre leurs plaquettes officielles du label bed+bike. 95 établissements portent actuellement le label bed+bike pour avoir adapté leurs services et infrastructures aux besoins spécifiques des cyclotouristes, promouvant du même coup le tourisme doux. —

— MYGUICHET.LU —

Du nouveau pour les non-résidents

Une fonctionnalité unique sur MyGuichet.lu permet désormais aux non-résidents de communiquer leur changement d'adresse à toutes les institutions gouvernementales.

Une nouvelle fonctionnalité sur MyGuichet.lu permet désormais aux non-résidents de communiquer facilement un changement d'adresse ou de situation de vie (mariage, PACS, divorce) au Registre national des personnes physiques (RNPP) de l'État luxembourgeois. La mise à jour est alors automatiquement notifiée à toutes les administrations luxembourgeoises ayant accès à ce registre central, telles que la Caisse Nationale de Santé, l'Administration des contributions directes ou la Caisse pour l'avenir des enfants. En effet, toute personne qui a été en contact avec une administration luxembourgeoise et qui dispose d'un numéro d'identification national (matricule à 13 chiffres) est inscrite au RNPP qui comprend plusieurs données personnelles comme la date de naissance, la nationalité, le lieu de résidence, la situation familiale ou encore des informations concernant le conjoint ou les enfants. Pour les non-résidents, la communication d'un changement d'adresse ou de situation de vie au RNPP peut donc se faire désormais en ligne, 24/24 et 7/7 via MyGuichet.lu sans disposer d'un produit LuxTrust. —

— IMS LUXEMBOURG —

Digital Explorer: les métiers du futur

En février dernier, une centaine de personnes a participé à la House of Startups à la conférence *Digital Explorer: les métiers du futur*.



IMS Luxembourg et Care Luxembourg se sont associés pour porter conjointement le projet *Digital explorer*, cofinancé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et la Jeunesse, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, ainsi que le Fonds social européen. La soirée visait à faire un retour d'expériences sur la première édition ayant eu lieu à l'automne dernier et donner aux participants (étudiants, parents, salariés d'entreprises...) des clés de compréhension sur les mutations profondes qui attendent le monde du travail dans les 5 à 10 années à venir. Christian Scharff, président d'IMS Luxembourg et Partner People & Organization Leader chez PwC Luxembourg a partagé son expertise en resituant le contexte de la transformation digitale du monde du travail, les secteurs les plus impactés pour ensuite brosser les enjeux collectifs à venir. —

MERKUR

Le magazine d'information économique
de la Chambre de Commerce



CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

MERKUR, c'est le média exclusif pour toucher les chefs et les cadres des entreprises affiliées.

Distribué tous les deux mois à plus de 37.000 entreprises locales et abonnés dans le monde, le magazine est publié en français et en anglais et couvre l'actualité locale des entreprises de tous les secteurs de l'économie.

Réservez dès maintenant votre annonce, informations sur www.regie.lu

Pour tout renseignement complémentaire,
n'hésitez pas à nous contacter:

Tél.: (+352) 4993 9000 / Fax: (+352) 4993 9092
info@regie.lu / regie.lu

regie.lu

— QUÉBEC- LUXEMBOURG —

Ecosystème fintech et intelligence artificielle

La Chambre de Commerce a organisé fin janvier, en collaboration avec CanCham Belux et la Délégation Générale du Québec, un séminaire dédié aux opportunités au Québec : *Regards croisés Québec-Luxembourg : écosystème fintech et intelligence artificielle.*



Le séminaire, organisé à l'occasion de la visite d'une délégation FinTech de Québec, avait pour objectif de présenter les opportunités que présente le Québec, et plus particulièrement le Québec, en matière de Fintech et d'intelligence artificielle ; un domaine dans lequel le Québec bénéficie d'ores et déjà d'une forte renommée internationale. La table ronde a mis l'accent sur les opportunités de partenariat et d'investissement et sur les services d'accompagnement et de solutions financières au Québec. Ces informations étaient présentées par des experts dans ce domaine, notamment : Investissement Québec, Finance Montréal,

Québec International, et l'Autorité des marchés financiers. Les participants ont également pu suivre les pitches des entreprises québécoises telles que Comfiz (www.comfiz.com), Dataperformers (www.dataperformers.com), Emma (www.emma.ca), LexRock AI (www.lexrock.ai), OfficiumLIVE (www.officiumlive.com). La conférence a, par ailleurs, su montrer les similarités existant entre le Luxembourg et le Québec ouvrant la porte à de nouvelles pistes de collaborations et de nouveaux projets en matière de Fintech et d'Intelligence Artificielle. D'autres événements en lien avec le Canada sont déjà en cours de préparation pour l'année 2020. —

— CHAMBRE DE COMMERCE —

Assemblée plénière à l'EHTL

La Chambre de Commerce a tenu début février son assemblée plénière à l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL). Les membres élus de l'institution ont fixé la feuille de route 2020 autour de thématiques prioritaires telles que le pacte climat, la croissance qualitative, la digitalisation, l'Europe avec le suivi Brexit, la formation et les besoins en recrutement des entreprises.



Il est devenu une tradition pour la Chambre de Commerce d'organiser l'une de ses assemblées plénières annuelles dans un lycée pour faire le point sur les défis posés par l'enseignement et la formation professionnelle au Luxembourg. L'institution oeuvre en faveur d'un enseignement de qualité et d'une offre de formation professionnelle adaptée aux exigences croissantes d'un marché du travail en mutation rapide, tout en s'engageant pour un rapprochement du monde économique et du monde scolaire. Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de talents au Luxembourg, la Chambre de Commerce a lancé plusieurs initiatives, (campagne winwin, Dreamjobs, Hello Future) et formations

professionnelles continues répondant aux besoins du marché, à travers ses organismes de formation, la House of Training et l'ISEC. Elle encourage le gouvernement à élargir le champ d'application de la formation en alternance (entreprise/école) et organise régulièrement, via son programme Relations Ecole-Entreprises (REE), des workshops pour les élèves de l'enseignement secondaire. La Chambre de Commerce a aussi renforcé ses partenariats dans la formation professionnelle continue diplômante avec le lancement de nouveaux masters professionnels permettant aux salariés intéressés de suivre un cursus universitaire en part time, ce qui leur permet d'étudier et de travailler en parallèle. —

TRAVAILLER ET ÉTUDIER :

UNE SOLUTION GAGNANTE POUR CEUX QUI SOUHAITENT ÉVOLUER DANS LEUR VIE PROFESSIONNELLE



Découvrez les **programmes diplômants** proposés par la **Chambre de Commerce**, à travers son **Institut Supérieur de l'Economie (ISEC)**, en collaboration avec des partenaires académiques de renom :



En partenariat avec l'**Université de Lorraine** :

Master 2 Management de la Qualité
Master 2 Management de Projet
Master MIAGE Spécialité Informatique
et Innovation



En partenariat avec
ESLSCA Business School Paris :

MBA in Finance and Financial Instruments



En partenariat avec **ESCP Business School** :

Executive Mastère Spécialisé®
Gestion Internationale de Patrimoine
Executive Master Manager Dirigeant



En partenariat avec **FOM** :

Bachelor of Arts (B.A.)
Business Administration
Master of Business Administration (MBA)

Les cours se tiennent à Luxembourg.

Les inscriptions sont ouvertes.

Pour plus de renseignements, venez à nos séances d'information.
Dates et inscriptions sur le site de l'ISEC : www.isec.lu

Institut Supérieur de l'Economie (ISEC)

+352 46 50 16 1

info@isec.lu / www.isec.lu



Une initiative de :



— BUSINESS CLUB LUXEMBURG —

Julie Jacobs zur neuen Geschäftsführerin ernannt

Der Vorstand des Business Club Luxemburg (BCL) hat Julie Jacobs zum 1. Januar 2020 zur neuen Geschäftsführerin ernannt.

Julie Jacobs folgt damit auf Cindy Tereba, die im September 2019 zur Direktorin „International Affairs“ der Handelskammer Luxemburg ernannt wurde und seit Januar 2020 ihren Posten in Luxemburg angetreten hat. Julie Jacobs ist in Luxemburg geboren und hat ihr Studium in Münster, Freiburg im Breisgau und Lyon absolviert. Nach ihrem Posten als Beauftragte im Bereich Protokoll und Organisation der luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft, unterstützt sie seit Mitte 2016 die Aktivitäten des Business Club Luxemburg – das Referenznetzwerk für deutsche und luxemburgische Unternehmen in Deutschland – sowie die Tätigkeiten der Wirtschafts- und Handelsabteilung der Botschaft in Berlin. Seit 2018 leitet Frau Jacobs die Wirtschafts- und Handelsabteilung und den Business Club Luxemburg stellvertretend und ist somit bestens auf ihre neue Rolle als Geschäftsführerin vorbereitet. —



— EXPO 2020 DUBAÏ —

4 jeunes cuisiniers luxembourgeois sélectionnés

En octobre 2019, le GIE Luxembourg@Expo2020 Dubaï avait désigné Kim Kevin de Dood comme chef luxembourgeois appelé à gérer le volet restauration dans le pavillon luxembourgeois pendant l'Exposition universelle à Dubaï.

Dans le but de contribuer à la promotion de jeunes talents de la gastronomie luxembourgeoise, le groupe de travail Gastronomie, composé de représentants du GIE, de l'Horesca, du Vatel Club, du Lycée technique de Bonnevoie, de l'Institut viti-vinicole et de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL), a désigné quatre jeunes cuisiniers qui élaboreront des recettes pour le restaurant Schengen Lounge durant les six mois de l'Expo 2020 Dubaï.

Sélectionnés suite à un appel à candidatures lancé en 2019, il s'agit de :

- **Archibald De Prince**, 28 ans, cuisinier, sous-chef à La Distillerie au château de Bourglinster ;
- **Clovis Degrave**, 30 ans, cuisinier, chef à l'Hostellerie du Grünwald à Luxembourg ;
- **Caroline Esch**, 24 ans, cuisinière, chef au Pavillon Eden Rose à Kayl ;
- **Aurélien Fontaine**, 22 ans, cuisinier, chef de partie chez Traiteur Niessen à Troisvierges.

Les quatre chefs sélectionnés travailleront avec Kim Kevin de Dood et son équipe, composée notamment d'élèves de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL). Les plats servis sur le pavillon représenteront une cuisine

moderne et inventive, alliant la gastronomie luxembourgeoise traditionnelle avec différentes influences internationales, à l'image des restaurants du pays. À l'occasion de la Journée luxembourgeoise du 23 janvier 2021, les quatre chefs se déplaceront à Dubaï et prêteront main forte à la réalisation des menus sur place. Les plats proposés à Dubaï se retrouveront également sur la carte des restaurants des chefs choisis, au Luxembourg. Il sera donc possible de les découvrir à la fois au Luxembourg et à l'Expo 2020 Dubaï qui commencera le 20 octobre 2020 et durera jusqu'au 10 avril 2021. —



Luxembourg Space Agency Plan d'action national 2020-2024

Le 16 janvier 2020, le ministre Étienne Schneider, a présenté lors d'une réunion de la commission parlementaire de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, le Plan d'action national en matière de sciences et technologies spatiales pour 2020-2024. Ce plan trouve son origine en 2005 lorsque le Luxembourg est devenu État membre de l'Agence spatiale européenne (ESA). Assurant la continuité de la politique de développement économique du secteur spatial, l'objectif principal

du Luxembourg est de se positionner sur les technologies du futur, de développer l'écosystème, d'encourager les produits, applications et services récurrents à haute valeur ajoutée ayant des opportunités commerciales. Les domaines visés sont les télécommunications et les applications, ainsi que l'utilisation des ressources spatiales. Pour la période 2020-2024, la contribution du Luxembourg aux programmes obligatoires et facultatifs de l'ESA ainsi qu'aux initiatives nationales, bilatérales et multilatérales s'élèvera à 198,51 millions d'euros.

■ Plus d'informations : consulter le « Plan d'action national 2020-2024 » en ligne sur space-agency.public.lu (sous « News & Media »)

UNI.LU Recherche de pointe au Luxembourg

Le professeur Paul Wilmes du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) de l'Université du Luxembourg a obtenu une prestigieuse bourse « Consolidator Grant » du European Research Council (ERC) pour son projet « ExpoBiome ». Avec ce projet, Paul Wilmes va explorer les interactions entre les molécules microbiennes et le système immunitaire humain chez des patients atteints de la maladie de Parkinson ou de polyarthrite rhumatoïde. Paul Wilmes et son équipe se concentreront particulièrement sur les molécules ayant une action



anti-inflammatoire : elles peuvent avoir un effet bénéfique sur la maladie et pourraient servir de traitement dans le futur. Paul Wilmes recevra deux millions d'euros sur cinq ans pour son projet.



Monday, 16 March 2020

Climate crisis: are we turning the corner?

A crucial shift for Luxembourg's economy

JE journée de
l'économie
L u x e m b o u r g

Under the patronage of:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Conference organised by:

CHAMBER
OF **COMMERCE**
LUXEMBOURG

FEDIL
The Voice of Luxembourg's Industry

In collaboration with:

pwc

Media Partner:

PAPERJAM
Business zu Lëtzebuerg

NadiFin

Fintech gets a boost

For the second year in a row, the NadiFin Fintech Acceleration Programme for early-stage fintech startups creating unique solutions across the global financial services market will be held starting at the end of March. Up to 12 promising fintech companies from around the world will convene for two five-day workshops beginning in March at Huckletree in Dublin and concluding in May at the Luxembourg House of FinTech (LHoFT) in Luxembourg. The programme focuses exclusively on cutting-edge fintechs that use artificial intelligence, machine learning, big data analytics, blockchain and other 'deeptech' tools to create seamless solutions and businesses for the financial services market. NadiFin brings together post-seed through pre-series B stage fintech companies to learn and engage through a unique curriculum and a series of workshops led by experienced fintech VCs including Pascal Bouvier of MiddleGame Ventures. Powered by venture capital fund MiddleGame Ventures, the programme is also supported by the LHoFT ecosystem partners.

Infrachain

New year, new horizons

Infrachain, the non-profit organisation created in 2017 as a Digital Luxembourg initiative, has secured its first operational project funded by the EU Horizon 2020 programme: TOKEN, which is an acronym for the 'Transformative Impact Of Blockchain Technologies in Public Services'. The project began in January and aims at developing an experimental ecosystem to enable the adoption of Distributed Ledger Technologies (DLT) as a driver for the transformation of public services towards an open and collaborative government approach. TOKEN focuses on four highly replicable application areas that are common to many public governments across Europe: public funding distribution; management of public accounts; urban logistics; and valorisation of data. The total funding allocated to TOKEN is EUR 3.78 million.

— LUXTRUST/INFOCERT —

Expansion into priority geographies

The trust services company LuxTrust has opened its French subsidiary in Paris, confirming its international positioning and pan-European strategy pursued with partner InfoCert.



In the presence of Étienne Schneider, Deputy Prime Minister, Minister of the Economy of the Grand Duchy of Luxembourg, LuxTrust opened its French subsidiary, 'LuxTrust France', in Paris this January. The company that manages the digital identity and trust services of all Luxembourg citizens and companies has thus extended its expertise to the French market.

With offices now in Paris and Brussels and a shareholder structure composed of 50% of the Italian company InfoCert, a member of the Tinexta group, LuxTrust aims to confirm, with InfoCert and Camerfirma, their position as the European leader in digital trust services, while ensuring a local presence and trust in priority geographies, including France.

'Establishing ourselves in Paris is a strategic choice to meet the proximity needs of our growing number of French clients and partners', said Astrid Clause, Sales Director of LuxTrust France.

A round table on digital identity and trust services and interoperability of systems in Europe took place on the occasion of the opening with Marco Di Luzio, CMO of InfoCert (Italy), Kris de Ryck, CEO of itsme® (Belgium), Cédric Clément, Head of the Digital Pole of the Caisse de Dépôts et Consignations (France), and Etienne Combet, co-founder of SEALWeb, participating.

'Today LuxTrust is one of the many factors which for so long have made Luxembourg a preferred location for the digital market and innovative digital trust services. Henceforth we are no longer talking about a Luxembourg company, but about a European company', said Deputy Prime Minister Étienne Schneider. —

— LUXEMBOURG SPACE AGENCY (LSA) —

Space Down Under

The Grand Duchy of Luxembourg and the State of New South Wales, Australia, have signed a Memorandum of Understanding (MoU) on future space activities.

The Memorandum of Understanding puts in place a framework for cooperation on space related activities such as space science, technology and applications, including high-tech instrumentation, ground communications and services, smart payloads development, space and intra-space communications, commercialisation of space data, and space policy, including law and regulations. The exploration and sustainable utilisation of space resources is given particular emphasis, along with the desire to foster a sustainable use of space and its resources.

New South Wales and Luxembourg both have strong space industries and research communities. The MoU will enable a mutually beneficial exchange of ideas and personnel as well as the exploration of commercial possibilities. The Minister for Jobs, Investment, Tourism and

Western Sydney, Stuart Ayres, said, 'NSW already excels in mining technology and services, including smart sensor systems, robotics and automation and this MoU will help the State build and deliver on its world-leading research in such areas as space resource utilisation'.

The MoU is an outcome of Mr Ayres and Luxembourg's Deputy Prime Minister and Minister of the Economy Étienne Schneider's space industry meeting during Mr Schneider's visit to Sydney in November 2019.

Étienne Schneider said, 'the cooperation with NSW is yet another driver behind Luxembourg's ambition to become a European hub for the exploration and use of space resources. We are focused on supporting a sustainable ecosystem for the space industry and offering a platform in Europe for commercial space development'. —

ssshh... SILENCE!
EVOLUTION



Le seul purificateur d'air innovant avec:

- Système Wi-Fi/App au téléphone
- Télécommande
- 7 filters, Hepa, Antibactérien et UV lumière stérilisante
- Système intelligent.

Showroom:

26, rue de Cessange L-1320 Luxembourg • +352. 661 345 300

www.luxcleanair.com • marketing@octartech.com



OCTAR TECHNOLOGIES
CLEAN AIR AND WATER FOR A BETTER LIFE

— UNIVERSITY OF LUXEMBOURG —

The exposome in print!

One of the most prestigious scientific journals, *Science*, has published two papers by Associate Prof. Emma Schymanski at the University of Luxembourg.

Associate Prof. Emma Schymanski, FNR ATTRACT fellow and head of the Environmental Cheminformatics research group at the Luxembourg Centre for Systems Biomedicine of the University of Luxembourg (LCSB) and her co-authors have presented the exposome in the Journal a recent concept aiming to capture the diversity of environmental factors that can affect us. They also summarise new technological advances and analytical tools used to identify chemicals and understand their impact.

The publication is significant acknowledgement of the relevance of the research focus of Prof. Schymanski's team: developing methods to identify unknown chemicals and their effects on health and disease. —



— MEGENO —

Digital genomes

Megeno and the University of Luxembourg's Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) have signed a partnership agreement on the development of user-centred, transparent and secure genome data services.

Luxembourg startup Megeno specialises in providing access to and governance of genetic information for individuals who have undergone whole genome sequencing by European clinical and research institutions, thus turning genome data into a lifelong asset. Megeno has also engaged EY Luxembourg in the context of its EYnovation programme, which will provide strategic advice on the positioning of Megeno's digital product offering within the EU's healthcare sector and on developing robust governance and oversight for its services. —



— LUXINNOVATION —

Trending health technologies

The conference 'Health Technologies @ Luxembourg 2020', held this January in Belval by the Ministry of the Economy and the HealthTech Cluster of Luxinnovation, provided an opportunity to present the latest trends in health technologies in Luxembourg.

With nearly 180 participants, including 120 representatives of companies in the sector, and in the presence of the Deputy Prime Minister, Minister of the Economy and Minister of Health, Étienne Schneider, the conference highlighted the new medical technologies emerging from Luxembourg companies and identified technological and commercial synergies between the various players in the sector.

The testimonies of five innovative companies, active at different stages of the patient's health and medical journey, illustrated the diversity and richness of the Luxembourg health technologies' landscape. An updated version of the mapping of the national health technology sector, presented for the first time in early 2019, was also shared.

This mapping is the result of a collaboration between the Ministry of the Economy, its agency the Observatoire de la Compétitivité, the Luxembourg HealthTech Cluster and the Market Intelligence department of Luxinnovation.

Within Luxinnovation, the Luxembourg HealthTech Cluster's primary mission is to bring together companies from the medical technology, pharmaceutical, biotechnology, diagnostics and health industries and to support them in order to meet the multidimensional challenges of the sector. —

— ORBITAL VENTURES —

Investing in space startups

Étienne Schneider, Deputy Prime Minister and Minister of the Economy, has confirmed that the Government of Luxembourg, together with public and private sector partners, have invested a stake in Orbital Ventures.



During a meeting of a parliamentary committee, Minister Schneider confirmed the investment with Orbital Ventures, known as 'the Fund', which is an investment fund focused on early stage companies engaged in space activities. Luxembourg's involvement builds on the country's commitment to unlock the economic potential of the commercial space industry.

Anchored in Luxembourg, the venture capital investment fund will provide equity funding for early stage space companies with ground-breaking ideas and technologies. Minister Schneider has confirmed to the parliamentary committee that

the Fund has reached an initial closing with EUR 70 million.

The Fund has been developed as a partnership between the public and private sectors. At the initial closing, there are nine investors in the fund including a number of leading international companies, institutional and private investors.

Orbital Ventures will now begin investing in commercial space startups with disruptive technologies, products and services. In order to deliver a return to investors, the Fund will prioritise innovative companies with products or services either already generating revenues or set to do so in the near term. —

Win with

Ensemble vers la transition énergétique

On a tout à gagner à développer les énergies renouvelables. Enovos s'engage pour le futur énergétique du Luxembourg et vous accompagne dans vos démarches pour l'environnement. En tant qu'expert en matière de production d'énergie verte, Enovos vous aide à mettre en place votre projet photovoltaïque, de la planification à l'exploitation de votre installation.

Renseignez-vous sur renewables.enovos.lu et devenez, vous aussi, partenaire de la transition énergétique.

Energy for today. Caring for tomorrow.



Cover Story

Energies renouvelables



Comment atteindre les objectifs ?

TEXTE Laure Demezet, Lucie Martin, Catherine Moisy, Max Rosen

Le développement des énergies renouvelables (EnR) peut contribuer à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°7 de l'Organisation des Nations Unies (ONU) : garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. C'est aussi l'une des ambitions du plan stratégique luxembourgeois de Troisième Révolution Industrielle (TIR), avec cette vision exprimée en préambule du chapitre consacré à l'énergie : «Le Luxembourg devrait exploiter la totalité de son potentiel de production d'énergies renouvelables. Cela pourrait couvrir jusqu'à 70% de sa consommation totale.» Comment faire pour que ces formules ne restent pas au stade de vœux incantatoires pour se transformer en réalité ?

— Dans son édition de juillet-août 2015, Merkur consacrait un dossier aux défis verts. L'énergie y tenait déjà un rôle important. 5 ans après, il est intéressant de mesurer les progrès accomplis par rapport à ce qui était écrit à l'époque. Les sujets des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la transition énergétique ont pris de l'importance depuis la tenue de la Conférence de Paris (COP 21) en décembre 2015, jetant les bases d'un nouvel accord international pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle (1900), objectif réévalué à 1,5°C selon les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Dès lors, l'opinion publique a largement pris le relais pour réclamer une mobilisation plus ferme et rapide des États en faveur du climat. L'une des toutes premières initiatives de la «Commission von der Leyen» a été de lancer le *European Green Deal*, la nouvelle stratégie de croissance de l'Union Européenne, et la thématique «*How to save the planet*» s'est invitée à Davos en janvier 2020.

Les objectifs européens affichés en 2015 pour l'horizon 2020 ont fait place à des objectifs plus ambitieux pour 2030, que ce soit en termes de part d'EnR dans la consommation totale d'énergie primaire (32%),

d'efficacité énergétique (32,5% par rapport à 1990) ou de réduction des émissions de GES (-40% par rapport à 1990). Le *green deal* de la Commission Européenne prévoit de revoir à la hausse ce dernier objectif, en imposant une réduction comprise entre 50 et 55% d'ici à 2030 par rapport à 1990. Et l'ambition ultime est la neutralité climatique (zéro émission nette) d'ici 2050!

Impulser la transition

Commençons par quelques considérations générales sur les EnR et ce qu'implique la transition accélérée vers ce type d'énergies. Ce qui caractérise une EnR est le fait que la source dont elle est issue (soleil, vent, ...) se renouvelle en permanence, assurant un stock toujours suffisant pour couvrir nos besoins. Ceci n'est pas le cas des sources d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz...) qui, elles, proviennent de la méthanisation (fossilisation) d'éléments vivants d'il y a plusieurs millions d'années, dont la quantité est limitée et dont l'extraction provoque l'épuisement annoncé. Si la plupart des EnR sont souvent appelées «propres», cette appellation semble abusive. Elles ne produisent certes pas de déchets, mais ne sont pas indemnes de pollution pour autant, du moins dans la phase de construction des infrastructures destinées à leur collecte.

La notion d'«efficacité» est en revanche essentielle pour accélérer la transition énergétique. Si l'on souhaite faire progresser la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie, l'un des moyens est en effet de faire baisser cette consommation totale. Sur ce point notamment, le gouvernement luxembourgeois est très actif en mettant en place des mesures, entre autres, dans le secteur de la mobilité et celui de la construction (voir l'interview de Claude Turmes, page 55 et le poster en fin de magazine, répertoriant les bons gestes à faire en milieu professionnel, pour économiser de l'énergie).

Une planète, des énergies renouvelables

Les EnR se déclinent au pluriel. Elles proviennent de plusieurs sources naturelles classées en 5 grandes catégories : solaire, éolien, hydraulique, biomasse et géothermie. Les panneaux photovoltaïques captent les rayons du soleil pour les transformer en électricité et les collecteurs thermiques capturent sa chaleur pour chauffer l'eau des installations sanitaires ou de chauffage. Cette énergie est gratuite, inépuisable et disponible partout. L'éolien et l'hydraulique utilisent la force naturelle du vent et de l'eau pour actionner des turbines qui produisent de l'électricité. Ainsi, l'énergie éolienne mise sur la force cinétique du vent soufflant à plus de 15 km/h pour actionner les pâles des éoliennes. Celles-ci peuvent être *on shore* (terrestres) ou *off-shore* (installées en mer). Quant à l'énergie hydraulique, elle utilise la force de l'eau en

« Si l'on souhaite faire progresser la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie, l'un des moyens est de faire baisser cette consommation totale. Sur ce point notamment, le gouvernement est très actif en implémentant des mesures, entre autres, dans le secteur de la mobilité et celui de la construction. »

mouvement, où la quantité d'énergie produite dépend de la pression et du volume d'eau à disposition. Les infrastructures permettant d'exploiter cette force sont multiples : barrages, turbines installées dans les piliers de certains ponts enjambant les cours d'eau, ou encore centrales marémotrices exploitant la variation du niveau de la mer ou les courants marins. Par ailleurs, dans les centrales à biomasse, les turbines sont actionnées par la vapeur dégagée par la combustion de matières organiques, végétales ou animales, ou par la combustion du gaz généré par la fermentation de ces matières. On parle de cogénération lorsqu'une partie de la vapeur produite est utilisée dans des circuits de chauffage. Enfin, l'énergie géothermique utilise la chaleur de la terre pour transformer en vapeur l'eau des nappes souterraines. Cette vapeur actionne des turbines situées dans des centrales géothermiques.

Étonnamment, l'homme moderne semble découvrir les nombreuses possibilités offertes par ces énergies, alors que la plupart d'entre elles étaient déjà utilisées dans l'antiquité (le soleil pour allumer la flamme olympique des jeux grecs, le vent pour pousser les bateaux ou mouler le grain dans des moulins, le courant des rivières pour transporter des marchandises...). Evidemment tout est une question d'échelle. La vie moderne consomme beaucoup d'énergie et l'utilisation contemporaine des EnR nécessite des équipements qui garantissent des volumes importants d'énergie produite. Ceci a longtemps joué en faveur des énergies fossiles, plus faciles à stocker

et à transporter. Si l'on souhaite aujourd'hui diversifier les sources d'approvisionnement en énergie, c'est bien sûr pour relayer les énergies fossiles qui ont un coût écologique élevé, mais c'est aussi parce que les EnR ont un meilleur rendement. En effet, au moment de la transformation des énergies brutes (ou primaires), c'est-à-dire telles qu'extraites de la nature, en électricité utilisable (ou énergie secondaire), il y a toujours une déperdition. Celle-ci est beaucoup moins élevée dans le cas de certaines EnR. À titre d'exemple, quand on peut récupérer environ 35% d'énergie électrique lors de la combustion du charbon, du fioul ou de gaz, on peut monter à 59% quand on exploite le vent, et l'on récupère jusqu'à 90% quand l'eau d'un barrage tombe sur une turbine. En outre, les énergies fossiles ne sont pas réparties uniformément sur la terre, favorisant la dépendance de certains pays vis-à-vis de ceux qui détiennent les gisements. L'un des grands avantages des EnR réside dans le fait qu'elles sont présentes quasiment partout et qu'elles permettent donc une production décentralisée. En plus de limiter les risques de dépendance à l'égard de pays que les aléas de la géopolitique peuvent brusquement retourner, il s'agit d'une opportunité économique indéniable pour de nombreux territoires. Voyons justement comment se présente la géopolitique des EnR.



Écologiques et économiques

D'après le rapport 2019 de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la capacité totale d'EnR mondiale est passée de 1.136 gigawatts (GW) en 2009 à 2.350 GW en 2018, soit une hausse annuelle de plus de 10%. L'hydroélectricité représentait plus de 50% de la capacité totale en 2018, l'énergie éolienne près de 25% (dont 96% d'énergie éolienne terrestre), l'énergie solaire plus de 20% (dont 99% de photovoltaïque), les bioénergies environ 5% et la géothermie environ 0,5%. A cette capacité totale, s'ajoute celle dite « hors réseau » (installations privées pour consommation locale) de 8.793 GW en 2018, avec 33% de photovoltaïque et 9% d'hydroélectricité. Cette production autonome a lieu dans les zones non raccordées au réseau électrique ("off-grid capacity").

Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, les EnR sont une des réponses majeures. D'après un rapport de l'IRENA de janvier 2020, elles étaient la principale source de nouvelles capacités de production d'énergie de la dernière décennie. Elles pourraient même devenir la principale source de production d'électricité des dix années à venir. L'alimentation électrique mondiale par les EnR



01



02

correspondait ainsi à 26% en 2019. Cette part pourrait atteindre 57% d'ici à 2030. La part de l'électricité dans la consommation d'énergie mondiale totale est actuellement de 20%, pouvant atteindre les 30% dans 10 ans.

Néanmoins, selon un scénario de l'IRENA, pour cheminer vers la sécurité climatique et le développement durable, il faudrait que les EnR croissent 4 fois plus vite d'ici à 2030. Ce constat place les EnR parmi les priorités de nombreuses politiques nationales. Plus généralement, au niveau mondial 67% de toutes les promesses nationales en faveur du climat incluent des objectifs en matière d'EnR en 2019.

01. 02. Le signe positif qu'a représenté la conférence de Paris pour le climat en 2015 et son issue plutôt encourageante ne s'est pas suffisamment traduit dans les actes. C'est en tout cas ce que reprochent aux États les mouvements de jeunes qui s'élèvent un peu partout dans le monde, à la suite de la jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg.

© Li An Lim et Arnaud Bouissou / MEDDE/SG COP21



Alessandro Boschi
Chef de la division Energies renouvelables, Banque Européenne d'Investissement (BEI)

« Les énergies renouvelables sont la clé de la réussite. »

Comment la BEI appuie-t-elle les objectifs de l'UE en matière d'énergies renouvelables ?

La BEI finance des projets liés à toute la gamme des énergies renouvelables, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE. Chaque année, elle prête environ 3 milliards d'euros à ce secteur, contribuant à l'intégration sur le marché des énergies renouvelables ou des technologies connexes à un stade plus précoce de leur développement. Par exemple, le soutien de la BEI à l'éolien en mer depuis les années 2000 a été crucial pour l'expansion et la compétitivité actuelles de cette technologie.

Récemment, la BEI a approuvé sa nouvelle politique de prêt dans le secteur de l'énergie, qui met l'accent sur la décarbonation. La BEI aide également les pays d'Europe centrale et du sud-est qui connaissent les plus grandes difficultés pour leur transition énergétique, malgré un réel potentiel.

Quels sont les pays les plus avancés concernant les énergies renouvelables ?

En Europe, l'Islande et le Danemark se distinguent. L'Islande est l'un des rares pays au monde à produire 100 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables (géothermie et hydraulique). Le Danemark a été le pionnier de l'éolien en érigeant la première éolienne commerciale dès 1979. D'ici 2030, il entend produire 100 % de son électricité à partir de sources renouvelables et utiliser le surplus pour l'exportation ou l'électrification d'autres secteurs.

Hors UE, le Costa Rica et le Nicaragua utilisent un bouquet énergétique mêlant hydraulique, géothermique, solaire et éolien. Le Brésil a été un précurseur de l'hydroélectricité et y ajoute aujourd'hui la biomasse et l'éolien. Par ailleurs, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel, mais reste à la traîne. Toutefois, le Maroc possède la plus grande centrale solaire du monde (Ouarzazate) et compte produire plus de 50 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030. Le Kenya tire la moitié de son électricité de la géothermie. En octobre 2019, il a connecté au réseau électrique le plus grand parc éolien d'Afrique (près du lac Turkana). La BEI a financé ces deux projets.

Un exemple de projet soutenu par la BEI en Europe ?

La centrale solaire de Talayuela en Espagne est l'un des premiers projets d'énergies renouvelables du pays à être financé sans soutien public. Elle influencera grandement le marché national de l'énergie, aidant l'Espagne à atteindre son objectif en matière d'énergies renouvelables. Avec 300 Mwc, Talayuela sera l'une des plus grandes centrales solaires d'Europe, capable de produire suffisamment d'électricité pour alimenter environ 150.000 foyers par an, à un prix très concurrentiel.



Effacité énergétique au bureau

Voici quelques idées simples pour économiser de l'énergie en milieu professionnel, car on ne dira jamais assez que l'énergie la plus « verte » est celle que l'on n'utilise pas et que l'on n'a donc pas besoin de produire !

- Prendre les escaliers plutôt que les ascenseurs,
- Mutualiser les imprimantes,
- Faire des photocopies plutôt que des impressions multiples,
- Diminuer la luminosité des écrans d'ordinateurs,
- Ne pas laisser les chargeurs de téléphones ou tablettes branchés si non utilisés,
- Baisser les stores pour empêcher la chaleur d'entrer.

Retrouvez d'autres gestes éco-responsables sur notre poster détachable en fin de magazine.



Zéro impact sur l'environnement ?

On a parfois tendance à confondre énergies renouvelables et énergies propres. Or la production des équipements (éoliennes et panneaux solaires par exemple) est génératrice de CO₂ même si ces appareils n'en émettent plus une fois en fonctionnement. Pour les fabriquer en effet, il faut extraire des matières premières et transporter des pièces et différents matériaux, activités qui induisent encore souvent la consommation de pétrole.

L'harmonie des paysages, ainsi que la faune et la flore sont parfois impactées par le développement des énergies renouvelables. On sait par exemple que le bruit et l'ombre portée des éoliennes modifient les écosystèmes qui les entourent et que leur présence perturbe les oiseaux et les chauves-souris. Les barrages hydroélectriques quant à eux inondent des vallées entières et empêchent les poissons de migrer vers leurs lieux de reproduction.



03. 04. D'ici 2050, la Commission européenne a pour ambition d'éradiquer les émissions de gaz à effets de serre, responsables du réchauffement climatique.





04

Au-delà d'être une solution à l'urgence climatique, les EnR peuvent aussi devenir l'option la plus compétitive du point de vue des coûts. Selon une étude de l'Agence [française] de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), leur coût de production, calculé sur une durée de fonctionnement en pleine puissance, dépend (1) du coût d'investissement, (2) de la qualité de la ressource disponible et (3) du taux d'actualisation choisi. Le taux d'actualisation est défini par l'ADEME comme «*le coût d'opportunité du capital investi, c'est-à-dire le rendement qu'il serait possible d'obtenir en investissant ailleurs le même capital. Ce taux intègre une prime de risque liée au projet, qui traduit sa probabilité d'échec.*» Plus la filière est mature, plus les coûts liés à l'investissement et au taux d'actualisation baissent. L'éolien et le photovoltaïque étant les deux technologies les plus matures à ce jour, leur énergie est la moins chère, expliquant notamment la volonté du gouvernement luxembourgeois de promouvoir l'investissement dans ces

technologies. Grâce à l'augmentation de la capacité de production de l'énergie solaire photovoltaïque et de l'énergie éolienne, leurs coûts pourraient tomber entre 30 et 40 dollars par MWh d'ici à 2030, ce qui permettrait de couvrir d'ici-là près d'un tiers des besoins mondiaux.

Suite à ces constats, 3.000 milliards de dollars ont été investis dans les EnR depuis 10 ans au niveau mondial. 90% de l'investissement total, soit 329 milliards de dollars, provenaient du secteur privé en 2018. Dépenser le double chaque année serait cependant nécessaire jusqu'à 2030 pour assurer la transition énergétique souhaitée. Pour y parvenir, 10.000 milliards de dollars actuellement investis dans les énergies fossiles devraient être réorientés.

Opportunités partagées

De tels investissements ne laisseraient pas en reste le pilier social, puisque les EnR créent

un nombre croissant d'emplois dans de nombreux secteurs de l'économie. L'IRENA table ainsi sur 11 millions de personnes ayant un emploi en lien avec le secteur en 2019, montant à 30 millions d'ici à 2030. Entre 2009 et 2018, l'emploi lié aux EnR a quadruplé, voire quintuplé. La part des femmes dans ce secteur est plus importante (32%) que dans le secteur du pétrole et du gaz (22%). Dans le secteur de l'énergie solaire, le nombre d'emplois devrait passer de 4,4 millions en 2019, à 11,7 millions en 2030. Du côté de l'éolien, leur nombre devrait passer de 1,1 million à 3,5 millions. En Europe aussi l'éolien est à ce jour pourvoyeur du plus grand nombre d'emplois (324.000 emplois supplémentaires en 2014).

Autre opportunité notable, l'EnR *off-grid* est devenue une véritable solution pour contrer le manque d'accès à l'énergie dans le monde, permettant ainsi l'accès à l'électricité à 1 milliard de personnes supplémentaires. Les

**Anouk Hilger**

Head of Renewable Energies,
Enovos Luxembourg

« Nous montrer à la hauteur de ce défi passionnant. »

Que représentent les énergies renouvelables pour Enovos ?

Les énergies renouvelables sont une des clés de la transition énergétique et du développement durable et en tant que force vive de cette transition, Enovos en a fait une de ses priorités. Investir dans les renouvelables est essentiel pour construire la durabilité énergétique et réduire les gaz à effet de serre. Bref, le développement d'énergies renouvelables est un pilier essentiel pour Enovos, un élément important afin de produire et d'offrir de l'énergie verte locale au marché.

Quels types d'investissement faites-vous pour développer les énergies renouvelables ?

Actuellement, nous développons surtout des projets dans les domaines de l'énergie photovoltaïque et éolienne. Nous avons ainsi pu inaugurer dernièrement plusieurs installations photovoltaïques réalisées avec des partenaires comme Post Luxembourg ou Cactus. D'autres installations en toiture avec Arthur Welter, Kichechef, Luxtram et Panelux, ainsi que la première grande installation au sol en partenariat avec RTL Group, suivront à court terme. Nous ne comptons pas nous arrêter là et nous sommes en permanence à la recherche de nouveaux projets dans ce domaine. Pour ce qui est de l'éolien, deux parcs commencent actuellement la phase de construction et plusieurs projets sont en cours de développement. Le temps de la mise au point de ces projets est long, étant donné les études préliminaires nécessaires et les contraintes importantes afin d'éviter les impacts environnementaux. Nous voyons d'ailleurs encore un bon potentiel au-delà des projets déjà en cours.

En termes de métiers et de compétences à l'intérieur de l'entreprise, est-ce que ces évolutions représentent un défi ?

En effet, le secteur de l'énergie connaît de profonds changements en passant d'une production centralisée à des modes de production d'énergies renouvelables à l'échelle territoriale. Cette évolution est une vraie opportunité d'innovation et d'avancement technologique pour le secteur. Par exemple, Enovos développe de nouveaux modèles d'approvisionnement comme le *Power Purchase Agreement* (PPA), qui consiste en un approvisionnement direct en énergie verte entre le producteur et l'acheteur d'énergie. Ce modèle permet d'allier sources renouvelables planifiables (comme l'énergie hydrologique) et volatiles (éolien et photovoltaïque). Au-delà de connaissances et d'expertise professionnelle spécifiques, cela demande une bonne collaboration entre les différents départements et des équipes engagées. Et c'est justement ce qui nous permet de nous montrer à la hauteur de ce défi passionnant.



EnR hors réseau participent ainsi à réduire l'écart mondial d'accès à l'énergie et vont profiter à 150 millions de personnes en plus, tout en permettant l'accès à une alimentation plus saine, une éducation, des soins, une climatisation propre, une meilleure agriculture, une eau plus saine et même avoir un impact positif sur le phénomène de désertification. En 2030, 60% des nouveaux accès à l'électricité se feront grâce aux EnR. Les systèmes autonomes et les mini-réseaux fourniront les moyens de près de la moitié des nouveaux accès.

Un certain nombre des 17 ODD fixés par les Nations Unies semblent donc atteignables grâce aux EnR.

Ressources naturelles

Dans la plupart des pays, c'est l'énergie hydro-électrique qui domine. Les zones géographiques ne sont cependant pas toutes égales face à la production d'énergies d'origines renouvelables. En effet, celle-ci dépend fortement des conditions naturelles. Chaque région s'orientera logiquement davantage vers l'énergie solaire, éolienne ou hydraulique en fonction des conditions propres à son territoire. Les conditions climatiques et géologiques sont ainsi étudiées afin de se positionner vers une stratégie de production grâce à des panneaux solaires, des éoliennes terrestres ou maritimes ou encore vers l'hydroélectricité.

05. 06. 07. Les énergies fossiles sont issues de la lente décomposition d'éléments vivants d'il y a plusieurs millions d'années. Elles ne se renouvellent pas. Le site encyclo-ecolo.com qui se définit lui-même comme l'encyclopédie du développement durable, prévoit leur fin pour 2050 (pétrole), 2072 (gaz) et 2158 (charbon).

© Nick Nice et Zbynek Burival



05



06



07

« En tant que pays ayant depuis toujours couvert la quasi-totalité de ses besoins énergétiques par l'importation, le Luxembourg a été fortement confronté au défi de la sécurisation de son approvisionnement énergétique. »

À titre d'illustration, étant naturellement dotés en eau, l'Islande, la Norvège et le Canada produisent la majeure partie de leur électricité renouvelable grâce à l'hydroélectricité, tandis que des pays comme l'Allemagne, l'Espagne et ceux dotés de longues côtes maritimes se concentrent davantage sur l'énergie éolienne. Les grandes zones fluviales comme le nord de l'Europe se concentrent elles sur les barrages. La Californie ou l'Océanie se sont quant à elles logiquement orientées vers l'énergie solaire.

En 2017, d'après l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), les énergies renouvelables atteignaient presque 25% dans le mix électrique. L'Islande a été le premier pays au monde à atteindre 100% d'énergies renouvelables dans sa consommation. En 2018, l'Union européenne a atteint 18% de part d'EnR, avec la Suède, la Finlande et la Lettonie occupant le haut du classement. En Chine, l'IRENA s'attend à voir une hausse de 16% de la consommation énergétique d'origine renouvelable d'ici 3 ans. Malgré le fait que ce pays est celui qui investit le plus dans les EnR, il reste le plus polluant du monde. En Inde, la croissance des EnR

atteint près de 51%, tandis qu'aux États-Unis, selon l'AIE, l'éolien, le solaire et l'hydraulique produiront collectivement 18% de l'électricité en 2019 et près de 20% en 2020.

Quel est le potentiel au Luxembourg ?

Au-delà des EnR, en tant que pays ayant depuis toujours couvert la quasi-totalité de ses besoins énergétiques par l'importation, le Luxembourg a été fortement confronté au défi de la sécurisation de son approvisionnement énergétique (durable). En 2018, la dépendance nationale aux importations d'énergie s'élevait en effet à 95% (EnR comprises).

Sur le plan européen, ce défi s'est, entre autres, traduit par un positionnement en faveur d'une intégration européenne plus poussée dans le domaine de l'énergie et du développement de véritables réseaux énergétiques paneuropéens. Au niveau national, ce fût l'efficacité énergétique accrue, qui fût d'abord définie comme levier pour atténuer la dépendance énergétique du Luxembourg.

Le Programme Directeur d'Aménagement du Territoire (PDAT) de 2003 identifiait déjà la nécessité de promouvoir un urbanisme cohérent et des structures urbaines densifiées pour générer des économies d'énergie à long terme.

La question du potentiel de production d'énergies renouvelables du Grand-Duché a ensuite gagné en importance dans le contexte de l'élaboration de son Plan d'action national en matière d'EnR (2010-2020), pour ensuite devenir une véritable priorité avec l'étude stratégique sur la TIR en 2016. Selon cette dernière, la transition écologique du Grand-Duché passera en effet nécessairement par une électrification à grande échelle de son système énergétique, un système qui devrait d'ailleurs être organisé en clusters d'énergie régionaux pour ainsi permettre une production énergétique plus décentralisée à l'échelle du territoire. Cette forte croissance attendue dans le secteur de l'électricité repose principalement sur les énergies éolienne et solaire. La biomasse et la géothermie devraient également jouer un rôle non-négligeable dans le futur mix énergétique.



Où en est le processus de développement des EnR ?

Suivant les réglementations européennes, le projet de Plan National intégré en matière d'Énergie et de Climat (PNEC) a fixé l'objectif de faire passer la part des EnR dans la consommation d'énergie finale totale de 11% en 2020 à 25% en 2030. En 2018, 9,1% ont été atteints. Sur les 25% ciblés en 2030, les projections du gouvernement montrent que la production nationale totale consommée d'EnR devrait atteindre 19,6 points de pourcentage (pp). Plus particulièrement, la part des EnR dans le secteur de l'électricité devrait passer de 8,1% en 2017 à 33,6% en 2030, celle du secteur du chauffage de 8,1% à 30,5%, et celle du secteur des transports de 11,3% à 25,6%. Notons qu'une réduction de la consommation d'énergies est nécessaire en parallèle pour atteindre ces objectifs.

Concernant la production d'électricité basée sur les sources d'énergies renouvelables, les statistiques de l'Institut Luxembourgeois de la Régulation (ILR) indiquent que cette dernière a connu une croissance continue dans le passé. Ainsi, alors que la production nationale nette d'électricité (hormis la centrale de pompage de Vianden raccordée au réseau de transport allemand) se

chiffrait à 933 GWh en 2018, la production d'électricité nette basée sur les EnR serait montée à environ 688 GWh pour l'année précitée, à savoir environ le quintuple du volume produit en 2003 (137 GWh). D'une part, cette hausse s'explique, par une évolution favorable du niveau de production d'électricité d'origine éolienne qui, après la mise en service de la première centrale éolienne à Mompach en 1996, a presque été multiplié par 10 (allant de 26 GWh à 255 GWh) entre 2003 et 2018. D'autre part, s'y ajoute, une hausse notable de la production photovoltaïque qui, dans le sillage du quasi-doublement du nombre d'installations entre 2012 et 2018, est passée de 38 GWh à environ 119 GWh, mais aussi une hausse impressionnante (de 24 à 95 GWh) de la production d'électricité basée sur la biomasse entre 2015 et 2018. Selon l'ILR, le Grand-Duché était ainsi en mesure de couvrir 14,1% de sa consommation d'électricité (6.611 GWh) par la production nationale nette (933 GWh) et même 10,4% par la production basée sur les EnR (688 GWh) en 2018. Le reste de la consommation fût couvert par les importations nettes à concurrence de 85,9%, principalement en provenance d'Allemagne.

Alors que le Grand-Duché ne semble pas être sur la mauvaise voie, il va sans dire

que la vision TIR d'un transport public et d'un parc automobile 100% électrique en 2050 nécessitera davantage d'efforts, y compris dans le domaine de la planification spatiale de la production d'énergies renouvelables. Pour des raisons d'espace, l'élaboration d'une telle vision territoriale prospective semble notamment s'imposer pour ce qui est de la localisation des installations éoliennes futures, mais aussi dans le domaine des projets photovoltaïques d'envergure au sol. Dans la philosophie d'une meilleure complémentarité ville-campagne, le rôle de producteurs d'électricité renouvelable des espaces ruraux moins densément peuplés pourrait être promu. Cette stratégie de développement pour le milieu rural pourrait ensuite être complétée par la définition d'une perspective de production énergétique pour les espaces urbains, une perspective où il s'agirait en particulier de combiner intelligemment une approche multifonctionnelle du tissu urbain avec la multitude de possibilités d'intégration des équipements d'énergie photovoltaïque aux bâtiments et à d'autres surfaces scellées.



Claude Turmes
Ministre de l'Énergie

« Au Luxembourg, nous pouvons surtout développer l'éolien et le solaire. »

Avant d'être ministre de l'Énergie vous étiez Secrétaire d'Etat au développement durable. Quel est le lien entre ces deux ministères ?

Il s'agit de deux ministères qui doivent trouver des réponses pour maintenir et développer la qualité de vie des habitants de notre pays. Ils s'intéressent à la qualité de l'air, de l'eau, aux grands équilibres de la biodiversité et du climat, c'est-à-dire les éléments qui sont à la base même de la vie.

Comment le politique peut-il agir sur les questions d'environnement et les choix en matière d'énergie ?

Nous nous basons sur la science, qui établit clairement un lien entre les émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique et qui insiste sur le fait que les 10 années à venir seront cruciales. Nous avons donc peu de temps pour remplacer les énergies fossiles, qui accélèrent le réchauffement climatique, par des énergies renouvelables. Pour aller plus vite, il faut aussi absolument encourager l'efficacité énergétique. C'est pour cela que nous avons des normes strictes pour toutes les nouvelles constructions et qu'il existe des mesures incitatives pour la rénovation de l'habitat. Par ailleurs, nous allons créer avec la BEI un fonds de garantie destiné à aider les entreprises désireuses de faire des investissements pour leur efficacité énergétique ce qui va de pair avec une réduction de leur coût de l'énergie. Cela ne concerne pas seulement les bâtiments mais aussi les processus de production. Nous mettons enfin un accent particulier sur la mobilité en encourageant le remplacement des véhicules à essence par des véhicules fonctionnant à l'électricité ou à l'hydrogène.

Au Luxembourg, l'objectif est d'atteindre 25% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Comment y arriver ?

Nous pouvons surtout exploiter l'éolien et le solaire. En ce qui concerne l'éolien nous allons développer des équipements de grande capacité, comme celui de Winrange (53.4 GWhs, ce qui équivaut à environ 21% de la production éolienne de 2018), qui a été inauguré en février 2020. Pour le solaire, nous menons une vraie offensive. Nos mesures concernent à la fois les particuliers et les entreprises. Nous avons par exemple augmenté l'année dernière le prix garanti pour le rachat de l'électricité solaire produite par des installations privées et injectée dans le réseau de distribution de l'électricité. Cette mesure a eu un effet immédiat et a provoqué l'installation de milliers de nouveaux panneaux. Pour encourager la création d'installations de grande envergure, nous avons lancé en septembre 2019, un appel d'offre pour recueillir les candidatures d'investisseurs privés. Nous allons procéder à un nouvel appel d'offre en 2020.



11



12

08. L'installation photovoltaïque de Ouarzazate (Maroc) est l'une des plus grandes et des plus puissantes du monde. Elle est constituée d'un champ de 480 hectares de miroirs courbes et est dotée d'une capacité de stockage de 3 heures de production.

09. 10. 11. 12. Que ce soit à l'échelle d'une entreprise ou d'un particulier, les cellules photovoltaïques des panneaux solaires captent l'énergie inépuisable du soleil pour la transformer en électricité.

© Enovos, Alma Solar et Rollinger



10

**Joseph Hess**

Co-Fondateur, Président et CEO, Swirl

« Nous avons décidé de devenir ingénieurs et fournisseurs de systèmes nets zéro carbone. »

Quelle est l'activité de votre société ?

Notre activité est le développement, la fabrication et la vente de matériels destinés à produire de l'énergie ou à rendre d'autres services, tout en étant totalement neutres en carbone.

Comment cette idée vous est-elle venue ?

En 2000, nous avons développé des brevets et micro-systèmes éliminant les hydrofluorocarbures de dispositifs d'inhalation pour asthmatiques, notre première activité d'élimination de gaz à effet de serre ! En 2010, nous avons continué ces efforts de dépollution, mais sur les énergies renouvelables. En 2017, nous avons mis au point notre premier produit, une éolienne certifiée avec apprentissage machine. Sa fabrication est planifiée en Afrique. En 2019, les effets de l'empreinte carbone devenant plus évidents, l'urgence d'une décarbonisation radicale s'est faite plus pressante. Le problème étant systémique, il ne peut pas être résolu par une seule technologie comme notre éolienne. Nous avons donc entamé une diversification en décidant de devenir ingénieurs et fournisseurs de systèmes nets zéro carbone. Seules sources d'énergies renouvelables utilisées : l'eau et l'air ambiant. Donc le photovoltaïque, l'éolien et l'hydroélectrique combinés ensemble. Nos terrains de recherche sont par exemple, la génération d'hydrogène à partir de l'eau et celle de l'eau potable à partir de l'humidité présente dans l'air ambiant. Ou encore, la mobilité alimentée par l'air comprimé ou l'électricité pour des maisons générée par des systèmes similaires. Remplacer les climatiseurs à hydrofluorocarbures par des systèmes à air comprimé ou par une nanotechnologie innovante est assez radical. On pourra aller ainsi vers des systèmes de chauffage et climatisation de l'habitat à zéro carbone net. C'est notre objectif clé, y compris la fabrication de ces systèmes au Luxembourg. Récemment, nous avons ajouté l'économie circulaire à nos activités en ciblant la pyrolyse des plastiques, la production de biogaz, le traitement bio des eaux usées...

Qui sont vos clients potentiels ?

Nous visons les acteurs du secteur de l'habitat et de la construction, ainsi que des ministères et entreprises en Europe et en Afrique. Notre réseau est prêt pour une croissance importante. Nous coopérons avec des partenaires au Luxembourg, en Europe, aux Etats-Unis et en Inde. Nous élaborons la base technique et financière du projet et le gérons avec notre apport technique et de propriété intellectuelle. Ce faisant, nous produisons un hub ICT de savoirs sur la décarbonisation à disposition du public.



13

13. Les éoliennes utilisent la force cinétique du vent, transmise des pâles à la turbine centrale, pour produire de l'énergie.

© Enovos

14. 15. La force cinétique de l'eau peut être captée soit par des barrages installés sur des cours d'eau (l'installation la plus spectaculaire du Luxembourg est le barrage de Vianden, exploité par la Société électrique de l'Our (SEO), photo 15), soit par des installations en mer, dont les turbines sont actionnées par l'amplitude des marées ou le va et vient des vagues (ici une installation en Irlande du Nord, photo 14).

© Société Electrique de l'Our et mby.com



14

« Le Luxembourg vise une exploitation maximale des toits des bâtiments. Ces installations photovoltaïques s'avèrent très rentables. Si la durée de vie d'un tel système est de 20 ans en moyenne, son coût s'amortit sur environ 10 ans. »



15

Des opportunités intéressantes pour les entreprises

Les objectifs climatiques que le Luxembourg s'est fixés impactent indéniablement les entreprises luxembourgeoises. Elles sont en effet à l'origine d'une grande partie des émissions de GES et de la consommation d'énergie. Selon les chiffres du STATEC, les industries et autres entreprises au Luxembourg représentaient à elles seules 88,02 % de la consommation d'énergie finale du pays en 2018, dont 14,97 pour l'industrie,

11,09 pour le secteur tertiaire, et 61,79 pour le secteur des transports (ventes de carburant aux non-résidents incluses). Sans contribution, ni implication active de la part des entreprises, les objectifs nationaux et européens en termes d'EnR seront difficiles à atteindre.

Comme indiqué en introduction, la stratégie TIR recommandait que le Luxembourg exploite l'intégralité de son potentiel de production d'EnR, pour que *in fine* elles couvrent jusqu'à 70% de la consommation d'énergie finale. Même si une partie des énergies renouvelables devra sans doute toujours être importée (l'Estonie et la Lituanie, par exemple, participeront à 2% de l'objectif affiché de 11% d'EnR en 2020, via des transferts directs de kW), cette recommandation montre que la marge vers le haut quant à la capacité du Luxembourg à exploiter ses ressources d'EnR reste considérable.

Diverses possibilités, opportunités et aides s'offrent aux entreprises qui souhaitent devenir plus responsables et participer, chacune à son niveau, à la transition énergétique. Ainsi, par exemple, par le biais de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), toutes les entreprises peuvent, sur base volontaire, s'imposer à elles-mêmes de respecter des normes non obligatoires, reposant sur trois grands piliers : environnemental, social et économique. Sur le plan environnemental en particulier, elles peuvent notamment intégrer une dimension « développement durable » dans leurs

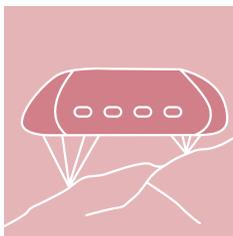
activités quotidiennes. Comme exemples d'initiatives responsables, elles peuvent décider de s'engager à maîtriser leur consommation d'eau, d'énergie et de matières premières, de produire de manière écologique, de limiter la production de déchets et recycler ceux qu'elles génèrent, ou encore de mettre en place des mesures et audits pour améliorer leurs performances écologiques.

Face aux objectifs de développement des EnR au Luxembourg, les soutiens publics restent néanmoins nécessaires pour prolonger les baisses de coût, faciliter les investissements ou compenser les défaillances de marché. En plus de la multiplication des aides (financières et d'accompagnement) pour les particuliers en matière notamment de rénovation énergétique des bâtiments (dispositif *PRIME House*, application *myrenovation* de *myenergy*, ...) ou encore des aides à l'achat de voitures électriques (subventions *Clever fueren*, ...), le ministère de l'Economie et l'agence nationale d'innovation Luxinnovation, entre autres, ont mis en place différents dispositifs d'aides financières pour les PME et grandes entreprises.

Ainsi, des aides directes peuvent être octroyées pour investir dans les écotechnologies ou autres innovations. Pour n'en citer que quelques-unes, les industries peuvent toucher des aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, de la cogénération à haut rendement, ou encore de réseaux de chaleur et de froid efficaces. Les PME peuvent, quant à elles, être soutenues pour le recours à un conseil externe pour mieux exploiter les ressources naturelles, ou encore les investissements pour la durabilité de leurs locaux.

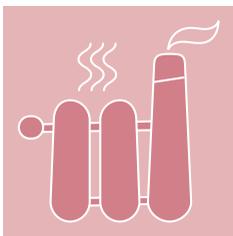
Entreprises productrices d'énergies et de solutions « vertes »

Par ailleurs, pour inciter les entreprises à investir dans leur propre production d'EnR via des installations photovoltaïques, les tarifs d'injection ont été revus à la hausse. Ces tarifs, garantis 15 ans et variant de 0,145 à 0,165€/kWh selon l'année de la première injection et la puissance de production, rémunèrent les entreprises qui décident d'injecter l'électricité



Le savoir-faire luxembourgeois en Antarctique

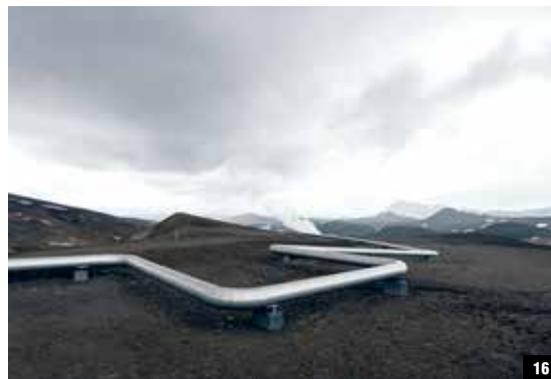
L'entreprise Prefalux de Junglinster a participé à la construction de la station Princesse Elisabeth en Antarctique, base scientifique belge inaugurée en 2009, qui a la particularité d'utiliser exclusivement les énergies renouvelables pour son fonctionnement. Ce principe est inédit dans le domaine des bases polaires. Les conditions météorologiques sont extrêmes avec des vents pouvant atteindre 250km/heure et des températures oscillant entre -5 et -50°C. L'entreprise luxembourgeoise a participé à la conception, l'étude, les calculs et les plans, puis réalisé la construction et le montage grâce à sa faible conductivité thermique. Ce matériau est en outre disponible, économique, neutre en CO₂ et solide. Pour la conception et la réalisation de la paroi extérieure de la station polaire, Prefalux a reçu le prix de l'innovation dans l'Artisanat en 2008.



Quand une usine réchauffe tout un quartier

En novembre 2019, ArcelorMittal a reçu le prix environnement de la Fedil pour son installation de valorisation de l'excédent de chaleur généré lors de la production de palplanches en acier sur son site de Belval. Depuis l'inauguration de celle-ci en juin 2018, la chaleur émise par le laminoin approvisionne les quartiers Belval, Nonnewisen et Sommet, grâce à une coopération avec la société de chauffage urbain Sudcal. Cette source d'énergie disponible facilement et inexploitée jusqu'alors couvre 70% des besoins de chauffage de Sudcal. L'installation évite la consommation de 1,6 million de litres de mazout chaque année, soit une réduction des émissions de GES de 5.000 tonnes.

16. En Islande 81,4 % de la consommation d'énergie primaire totale du pays provenaient d'énergies renouvelables en 2018 dont 61,8 % pour la seule géothermie dont les pipelines parcourent les paysages montagneux.



16



17

qu'elles produisent dans le réseau, grâce à un contrat conclu avec un gestionnaire de réseau. Pour les installations d'une puissance nominale inférieure à 500kW, l'autoconsommation deviendra progressivement plus simple, afin d'inciter plus de PME et d'immeubles de bureaux à contribuer au déploiement du photovoltaïque. Pour les installations d'envergure (au-dessus de 500kW), la vente sur le marché de l'électricité produite est obligatoire selon le principe de la prime de marché. Entre 2013 et 2018, le nombre de centrales photovoltaïques a ainsi augmenté de 60%.

Le Luxembourg vise en effet une exploitation maximale des toits des bâtiments. Ces installations photovoltaïques s'avèrent très rentables, car si la durée de vie d'un tel système est de 20 ans en moyenne, son coût s'amortit sur environ 10 ans. De plus, l'énergie solaire étant devenue moins chère que l'électricité conventionnelle, il s'agit d'un investissement intéressant pour les entreprises. Plusieurs initiatives d'envergure ont déjà vu le jour. Pour ne citer que deux exemples d'entreprises ayant conclu un contrat de prime de marché avec ENOVOS suite à l'appel d'offre lancé par le ministère de l'Economie, RTL a fait installer 7.000

panneaux solaires à Junglinster, et 16.000 à Beidweiler, permettant dans le futur de produire 7.000 MWh/an, pouvant alimenter 1.800 ménages. Cactus a également décidé d'agir en faveur de l'énergie solaire en recouvrant les toits de ses supermarchés avec 10.842 panneaux solaires, pouvant alimenter 630 foyers.

Les sociétés directement actives dans le secteur de l'énergie sont également très actives dans la production des énergies renouvelables. Ainsi, nous pouvons citer l'exemple de la coopération entre ENOVOS et la Société électrique de l'Our (SEO), qui ont fondé en 2001 la Société Luxembourgeoise des Energies Renouvelables (SOLER) spécialisée en énergies hydraulique et éolienne. Leurs installations permettent d'alimenter 47.100 ménages en EnR.

Les initiatives au niveau des startups ne manquent pas non plus. Ainsi, par exemple, Polaar Energy, créée en 2018, a développé une solution pour aider les consommateurs et les entreprises à gérer leur consommation d'eau et d'énergie, à économiser de l'argent et à réduire leur impact sur l'environnement, en se basant sur les installations présentes, le budget et les besoins



« Le gouvernement a annoncé la construction d'une station d'hydrogène, permettant de produire de l'hydrogène vert par électrolyse, à partir de photovoltaïque et d'éolien. »

du client (lire l'interview consacrée à cette startup dans le Merkur de novembre-décembre 2019).

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé la construction d'une station d'hydrogène, permettant de produire de l'hydrogène vert par électrolyse, à partir de photovoltaïque et d'éolien. Cela constitue une opportunité importante pour les secteurs de l'industrie, du transport ou du stockage d'énergie.

De nombreuses autres initiatives et opportunités peuvent être citées, en passant par le centre de données de Google qui sera implanté au Luxembourg et sera alimenté uniquement en énergie verte provenant d'énergies éolienne et solaire, ou encore par les opportunités dans le secteur du bâtiment, grâce au développement de la géothermie au niveau national, permettant le déploiement des pompes à chaleur, particulièrement efficaces dans les bâtiments bien isolés.

Pour conclure, la clé d'une transition énergétique rentable et efficace se trouve indéniablement dans l'innovation et l'augmentation de la capacité totale de production d'EnR. ■

17. L'énergie biomasse est la forme d'énergie la plus ancienne utilisée par l'homme depuis la découverte du feu à la préhistoire. Cette énergie permet de fabriquer de l'électricité grâce à la chaleur dégagée par la combustion de matières (bois, végétaux, déchets agricoles, ordures ménagères organiques) ou du biogaz issu de la fermentation de ces matières, dans des centrales biomasse.

18. 19. Certaines personnes décrivent les éoliennes pour leur impact sur les paysages, mais le besoin de production et de transport d'énergie à grande échelle transforme les paysages depuis toujours.

© Appolinary Kalashnikova et Matthew Henry

20. L'Etat luxembourgeois mise beaucoup sur l'efficacité énergétique pour diminuer sa consommation et ainsi améliorer son ratio d'énergies renouvelables. Les deux secteurs particulièrement visés par des mesures incitatives sont les transports et la construction.



Energie, les bonnes pratiques en milieu professionnel

Découvrez notre poster détachable en fin de magazine.

— DIGITALISATION —

Bientôt un marché unique européen du e-commerce ?

TEXTE Jean-Baptiste Nivet, Affaires économiques, Chambre de Commerce**PHOTO** Payconiq

« 35% des résidents luxembourgeois ayant commandé sur Internet ont indiqué avoir eu une incapacité à acheter sur un site étranger depuis le Luxembourg. »

Avec un chiffre d'affaires de 621 milliards d'euros en Europe en 2019, l'e-commerce est une activité en pleine croissance qui a changé les habitudes des consommateurs. Alors qu'Internet favorise les achats au sein du marché unique, de nombreux obstacles limitent encore l'e-commerce à l'échelle européenne. Le Luxembourg, par la faible taille de son marché, est particulièrement intéressé par les politiques en faveur d'un e-commerce unique en Europe.

— L'arrivée d'Internet, au milieu des années 90, a révolutionné le monde et bousculé nos habitudes de consommateurs. Internet a changé la manière d'accéder à l'information, de réserver un logement pour les vacances, d'organiser nos loisirs, d'échanger sur nos passions et parfois même de rencontrer l'âme-sœur. Le commerce est l'un des secteurs d'activité les plus concernés par cette transformation. Vêtements, voyages, appareils électroménagers, livres, objets de décoration, produits de la vie courante et même nourriture de la semaine, sont de plus en plus fréquemment commandés sur des sites d'e-commerce. Les géants du secteur, Amazon et AliBaba notamment, font partie des porte-étendards du nouveau monde économique. La compétition est aujourd'hui vive entre ces acteurs et le commerce traditionnel et de proximité, qui conservent de nombreux atouts et dont la présence sur le Web est croissante.

Cette réalité est bien présente au Luxembourg, qui fait partie des pays européens où l'e-commerce est le plus développé. L'Union européenne prend des mesures depuis deux ans pour favoriser la mise en œuvre d'un véritable marché e-commerce unique, qui faciliterait les achats auprès d'un e-vendeur d'un autre Etat membre. Ces mesures, techniques, pourraient avoir d'importants effets positifs, à la fois pour le

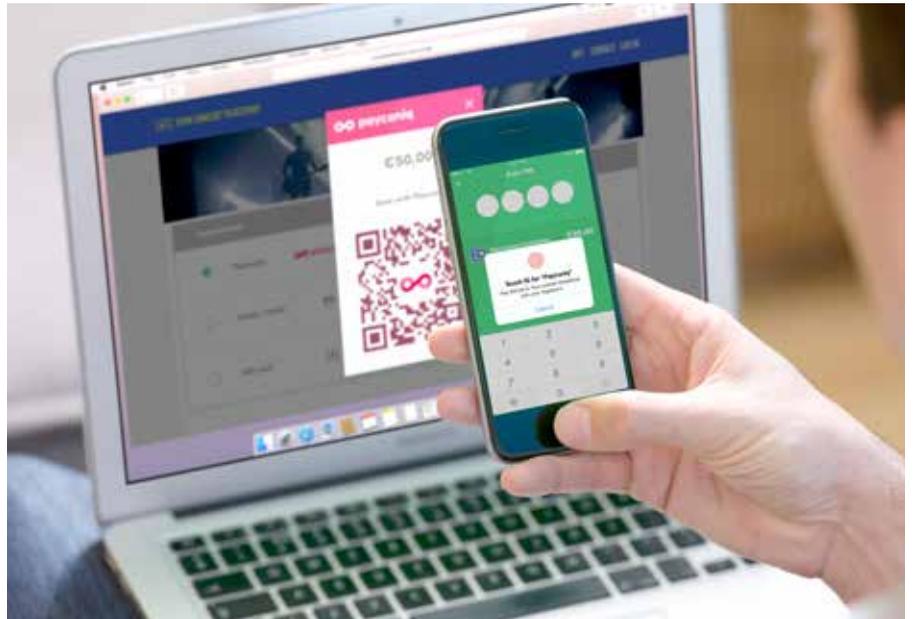
consommateur et pour les acteurs économiques luxembourgeois.

L'e-commerce, réalité quotidienne des européens

Les achats en ligne continuent à croître au fur et à mesure que les habitudes de consommation changent. Ainsi, le chiffre d'affaires du secteur de l'e-commerce en Europe a progressé de 13% en 2019 pour atteindre 621 milliards d'euros. 72% des résidents luxembourgeois ont effectué au moins un achat sur un site d'e-commerce au cours des 12 derniers mois, alors qu'ils n'étaient que 40% dans ce cas en 2004, selon Eurostat. Les Européens y ont recours en moyenne moins fréquemment, avec 63% d'acheteurs, mais le développement de cette pratique y est plus impressionnant, puisque seulement 20% des européens achetaient en ligne en 2004. 87% des Britanniques et uniquement 22% des Bulgares ont effectué des achats sur des sites d'e-commerce en 2019.

Il existe une véritable disparité entre les pays quant aux types de produits ou services les plus communément achetés sur Internet. Les résidents luxembourgeois font majoritairement appel aux sites d'e-commerce pour les voyages et hébergements de vacances (73%), les livres et magazines

Les internautes luxembourgeois semblent avoir confiance dans les modules de paiement en ligne. Seuls 3% des résidents n'achètent pas sur internet par peur des problèmes de sécurité de paiements.



(71%), les vêtements et articles de sport (58%) et les billets pour les événements (55%). En revanche, l'achat en ligne d'articles ménagers (44%), d'équipements électroniques (21%) et de produits d'alimentation et d'épicerie (20%) reste plus rare. Ce n'est pas le cas au Pays-Bas, où 37% des personnes qui effectuent des achats auprès de sites d'e-commerce, commandent des produits d'alimentation et d'épicerie et 35% des équipements électroniques en ligne.

Les sites leaders sont aussi différents selon le pays d'Europe considéré. Si Amazon est le plus important site d'e-commerce dans les pays de l'ouest de l'Europe, le site américain est devancé par le chinois AliExpress dans les pays d'Europe de l'est, tandis qu'ebay est leader en Suède, Norvège ou encore en Grèce selon *le European Ecommerce Report 2019*. Les acteurs locaux ont aussi une place importante au sein de chaque marché national. C'est le cas de l'allemand *otto.de*, du français *Cdiscount.com* et du belgo-néerlandais *bol.com*. Au Luxembourg, l'épicerie en ligne *luxcaddy.lu*, la place de marché *Yourshop.lu* et le voyageur *Weloveto.travel* font partie des sites les plus utilisés. Le Ministère de l'Économie, 16 villes et communes du Grand-Duché, la Confédération Luxembourgeoise du Commerce (clc), ainsi que la Chambre de Commerce ont, par ailleurs, créé *Letzshop.lu*, la plateforme de commerce en ligne nationale qui permet à tous les commerçants du Luxembourg de se présenter et de vendre leurs produits en ligne.

La préférence pour le magasin traditionnel ressort comme la raison principale de ne pas acheter en ligne au Luxembourg comme en Europe. Parmi les arguments qui continuent de plaider pour ce type d'achats, on

trouve le contact humain, la vue du produit, l'habitude ou la fidélité. Seuls 3% de résidents luxembourgeois n'achètent pas sur Internet pour des raisons de sécurité des paiements selon Eurostat. Toutefois, 55% des acheteurs en ligne luxembourgeois déclarent avoir rencontré des problèmes en 2019 en faisant des achats en ligne, contre 34% des Européens. Les problèmes les plus courants sont de diverses natures : délai de livraison plus long que celui indiqué (31% au Luxembourg), problèmes techniques (13%) et frais de livraison ou prix finaux supérieurs à ceux indiqués (7%). Une difficulté est plus particulièrement citée par les Luxembourgeois en raison de la faible taille du marché intérieur national, à savoir, l'incapacité à acheter sur un site étranger depuis le Luxembourg. 35% des résidents luxembourgeois ayant commandé sur Internet en 2019 pointent ce problème, contre seulement 5% des européens.

L'achat en ligne ne concerne pas que les particuliers. 45% des entreprises luxembourgeoises de 10 salariés et plus ont réalisé des achats en ligne en 2018, plus des deux tiers d'entre-elles sur des sites d'e-commerce étrangers. Par ailleurs, les entreprises de vente en ligne représentaient 14% des entreprises luxembourgeoises de 10 salariés et plus en 2019, 12% ayant effectué des ventes en ligne au Grand-Duché, 8% dans

un autre pays de l'Union européenne et 3% en dehors de l'Union européenne. Ces ventes se font principalement via le propre site ou l'application de l'entreprise.

Geoblocking, coûts de livraison et autres obstacles à l'e-commerce unique en Europe

Que ce soit pour les acheteurs particuliers, les commandes des entreprises ou les sociétés de vente en ligne, l'e-commerce avec les autres États membres est donc une priorité au Luxembourg. Cependant, de nombreux obstacles empêchent aujourd'hui d'acheter ou de vendre au sein de l'ensemble de l'Union européenne : coûts élevés de livraison ou de renvoi des produits, difficultés liées au règlement des réclamations et litiges, ou encore restrictions imposées par les partenaires commerciaux. La Commission européenne a annoncé souhaiter s'attaquer aux problèmes concrets, tels que le géoblocage, les difficultés liées à la logistique et l'insuffisante protection juridique, ceci afin que les citoyens et entreprises « puissent pleinement accéder à tous les biens et services proposés en ligne par les entreprises de l'UE ».

Le géoblocage est ce qui empêche un acheteur en ligne d'avoir accès ou d'acquiescer des produits ou services proposés sur un



En 2019, 72% des résidents du Luxembourg ont effectué au moins un achat en ligne.

site web établi dans un autre état membre que celui où il se trouve. Il prend la forme d'un blocage d'accès à un contenu en ligne, d'une redirection vers un autre site disponible dans son état de résidence, ou d'une obligation de payer avec une carte de crédit émanant d'un certain état membre. Un règlement européen datant de décembre 2018, vise à empêcher les pratiques de géoblocage des entreprises d'e-commerce européennes, ce dont devrait théoriquement profiter les consommateurs et entreprises luxembourgeois, ces dernières pouvant ainsi s'approvisionner auprès d'un éventail plus large de fournisseurs. Le règlement européen peine toutefois, pour le moment, à modifier significativement les pratiques sur le terrain.

De plus, les prix de livraison des colis transfrontaliers sont en moyenne 3 à 5 fois plus élevés que les prix de livraison nationaux. De nouvelles règles ont été instaurées au sein de l'Union européenne depuis mai 2018, qui visent à garantir la transparence des prix et la concurrence. Celles-ci imposent aux entreprises de présenter leurs prix avec clarté et aux autorités nationales d'évaluer de potentiels tarifs déraisonnablement élevés.

Enfin, de nouvelles règles de TVA pour les ventes en ligne de biens et services entreront en vigueur en 2021 sur le principe du *one stop shop*. Reste à savoir à quel point le futur *Digital Services Act*, l'un des piliers du programme de la Commission Von der Leyen, permettra d'accélérer la construction d'un e-commerce unique en Europe.

Il existe, encore aujourd'hui, un décalage entre les intentions politiques et la réalité du terrain. La vision de la clc est claire sur ce point : l'e-commerce unique étant inéluctable, les e-commerçants luxembourgeois doivent se préparer au mieux et atteindre une taille critique pour affronter la concurrence européenne, ceci alors que la faible taille du marché luxembourgeois est un handicap. Comme le soutient la clc, les commerçants doivent ainsi adopter une approche globale du digital afin de réussir leur passage au e-commerce. Dans cette optique, Ecom, la Fédération Luxembourgeoise du Digital, sera là pour les accompagner alors que la recherche du partenaire digital idéal peut se révéler une tâche ardue. ■

« Amazon, site leader de l'e-commerce dans l'ouest de l'Europe, est devancé par AliExpress en Europe de l'est. »

Le supplément des spécialistes de l'immobilier et de l'habitat



Bauen & Wunnen by wortimmo.lu, c'est le magazine exclusif pour toucher un public décideur qui souhaite acheter, louer ou rénover.

Distribué avec le Luxemburger Wort auprès des principaux acteurs du marché immobilier, Bauen & Wunnen by wortimmo.lu est le contexte idéal pour valoriser votre expertise – immobilière ou artisanale – au cœur de thématiques et de contenus dédiés lus par une large audience qualitative et à haut pouvoir d'achat.

Réservez dès maintenant votre annonce, informations sur www.regie.lu

— TRAVAIL FRONTALIER —

Indispensable aujourd'hui, et encore plus demain ?

TEXTE Max Rosen, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTOS ArcelorMittal, Studio Frank Weber

En 2019, le travail frontalier représentait plus de 45% de l'emploi salarié intérieur du Grand-Duché. Alors que l'importance de la contribution des travailleurs frontaliers à la prospérité du pays fait l'objet d'un large consensus aujourd'hui, la vitesse de progression de leur nombre d'ici 2030 demeure inconnue. En effet, de nombreuses incertitudes persistent, d'une part concernant les projections de la population active établies dans la Grande-Région, mais aussi au niveau de certains choix de long terme dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire du Grand-Duché.

Le travail frontalier, tout comme l'ouverture du pays à des travailleurs étrangers de façon générale, constituent des phénomènes qui se situent au cœur des mutations historiques du marché de l'emploi du Grand-Duché, une dimension internationale indissociable du succès du modèle de développement luxembourgeois. Cette dépendance économique du pays à l'égard de l'étranger s'est d'ailleurs manifestée très tôt dans son histoire industrielle. Ainsi, l'accès à une main-d'œuvre allemande qualifiée était une condition *sine qua non* du développement d'une industrie sidérurgique compétitive suivant l'adhésion du Luxembourg au *Zollverein* allemand en 1842. Cette branche économique s'est ensuite avérée cruciale pour le développement du pays dans son ensemble.

Alors que l'impact favorable des vagues d'immigration de travailleurs étrangers s'est fait sentir très tôt, que ce soit au niveau du développement de l'industrie lourde ou encore dans les périodes de reconstruction après les 2 guerres mondiales, il convient de noter que le vrai essor du travail frontalier a débuté plus tard dans l'histoire du Grand-Duché. Avec moins de 4.000 habitants des pays limitrophes travaillant au Luxembourg en 1960, le poids du travail frontalier dans l'emploi total intérieur se chiffrait en effet à seulement 3%, une part relative qui a connu ensuite une croissance continue pour atteindre 10% environ 25 ans plus tard, soit 16.900 travailleurs frontaliers en 1985. La période 1985-2007 (« Vingt Splendides ») a ensuite vu l'accélération du phénomène, dans le sillage du basculement de l'économie nationale dans l'ère tertiaire, de l'expansion fulgurante de la place financière et du processus d'intégration européenne. Ainsi, alors que la croissance annuelle moyenne du PIB luxembourgeois se situait à plus de 5% sur la période précitée,

le nombre de travailleurs non-résidents est quant à lui passé de 16.900 à environ 139.200. Fin 2019, il dépassait les 200.000.

Travail frontalier – quo vadis ?

Avec une part relative d'environ 45% (données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale) dans l'emploi salarié du Grand-Duché en 2019, l'importance des travailleurs frontaliers en provenance de la France (102.700), de l'Allemagne (47.150) et de la Belgique (47.140) ne cesse de croître aujourd'hui, une contribution dont le dynamisme de certains secteurs dépend directement. L'exemple de l'industrie manufacturière où les travailleurs non-résidents (21.220) représentaient plus de 66% de l'emploi salarié en 2019, est à cet égard frappant. C'est aussi le cas d'autres secteurs phares comme ceux des activités financières et d'assurance, des activités

« C'est le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles qui demeure le plus grand employeur de travailleurs non-résidents. »

Dans le secteur de l'industrie manufacturière, les travailleurs non-résidents occupent 66% des emplois.



P40

P40

STRAPS ON COILS CANNOT BE REMOVED IN THIS AREA

«La contribution de la main-d'œuvre non-résidente, au-delà de l'emploi et des cotisations et impôts liés à l'activité salariée, se manifeste aussi au niveau de la demande intérieure.»

spécialisées, scientifiques et techniques ou encore celui de la construction, des branches employant chacune plus de 20.000 frontaliers, ces derniers ayant représenté entre 48% et 56% de leurs emplois salariés. Néanmoins, en termes absolus, c'est le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles qui, avec 29.380 salariés frontaliers en 2019, demeure le plus grand employeur de travailleurs non-résidents.

Étant donné que les ménages frontaliers réalisent également environ 20% de leurs dépenses de consommation de biens non-durables sur le sol luxembourgeois, il importe de souligner que la contribution de la main-d'œuvre non-résidente, au-delà du marché de l'emploi et des cotisations et impôts liés à l'activité salariée, se manifeste aussi au niveau de la demande intérieure du pays, un soutien notable générant en parallèle un volume considérable de recettes indirectes au profit de l'Etat luxembourgeois.

Mais qu'en est-il des perspectives futures du travail frontalier au Luxembourg ? Alors que diverses enquêtes confirment déjà à présent les difficultés de recrutement accrues des entreprises luxembourgeoises, les projections de la population active potentielle, établies pour la Grande Région dans son ensemble, prévoient que cette dernière entrera dans un nouveau cycle démographique. Il est ainsi estimé que la Grande-Région connaîtra une régression sensible de son nombre d'actifs en âge de travailler (20 à 64 ans) d'ici à 2030, les prévisions à l'horizon 2050 indiquant d'ailleurs que sa population active potentielle pourrait atteindre un peu moins de 6,1 millions de personnes, soit une baisse d'environ 800.000 personnes comparativement au niveau de 2018. Cette baisse projetée constitue incontestablement un risque réel pour le

Grand-Duché, même si le niveau insuffisamment fin des projections ne permet pas de déterminer dans quelles proportions ces mutations démographiques se manifesteront dans les territoires où sont « traditionnellement » recrutés les frontaliers du Luxembourg.

Vers quel équilibre résidents / frontaliers ?

À ces interrogations concernant la (non-) disponibilité de la main-d'œuvre étrangère viennent s'ajouter d'autres types d'incertitudes, principalement des questions relatives aux choix de résidence des nouveaux travailleurs étrangers. Dans le scénario démographique de référence du STATEC, mais qui ne tient pas compte des évolutions de main-d'œuvre réellement disponible dans les régions frontalières du Grand-Duché, il est prévu que le Luxembourg attirera en moyenne 9.700 nouveaux travailleurs étrangers par an d'ici à 2030, mais des incertitudes substantielles persistent quant à la répartition « nouveaux résidents / nouveaux frontaliers » de ces travailleurs. En fonction des hypothèses retenues par le STATEC quant aux parts relatives respectives, le nombre de travailleurs non-résidents varierait en effet de 253.000 à 282.000 à l'horizon 2030, une incertitude se traduisant également par des écarts importants aux niveaux des chiffres projetés de la population résidente future, qui elle se situerait, par conséquent, entre 735.000 et 785.000 habitants.

Il est clair que les arbitrages futurs des nouveaux travailleurs étrangers quant à leur lieu de résidence vont directement dépendre d'un certain nombre de facteurs, notamment de la disponibilité de terrains constructibles ainsi que de l'évolution des

prix sur les marchés fonciers et immobiliers du Luxembourg, mais également, côté transport, des capacités futures des infrastructures routières et ferroviaires transfrontalières aux heures de pointe.

En revanche, les estimations du STATEC permettent de dresser un panorama de l'ordre de grandeur des possibles enjeux en matière de développement résidentiel auxquels le Grand-Duché devra faire face dans les différents scénarios. En effet, alors que la croissance absolue du nombre de résidents dépasse de loin celle du nombre de travailleurs frontaliers pour tous les scénarios de répartition, un écart substantiel de 50.000 personnes persiste au niveau des chiffres projetés de la population future résidente, à savoir à peu près l'équivalent de la population du Canton de Capellen (49.066 habitants au 1^{er} janvier 2019).

En conséquence, il semble que le futur équilibre « résidents / frontaliers » sera notamment tributaire du rythme de progression du développement résidentiel au Luxembourg dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire, des délais de réalisation de certains projets nationaux d'infrastructure de transport, mais aussi de la nature stratégique des réflexions futures autour de la croissance qualitative. Dans tous les cas, le développement économique du Grand-Duché continuera à s'écrire au sein d'un espace qui dépasse ses frontières nationales. ■

DUBAI 2020
20 OCT. 2020 - 10 APR. 2021



CONNECTING BUSINESSES CREATING OPPORTUNITIES



SIX MONTHS
SIX TRADE MISSIONS
AND MUCH MORE

— FORMATION —

Un monde mieux formé, face à un monde plus complexe ?

TEXTE Jean-Baptiste Nivet, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTOS University of Luxembourg/Martin Linster, CE/Reporters

Dans un monde où la maîtrise des nouvelles technologies gagne en importance et où la digitalisation a tendance à éliminer les tâches répétitives, les métiers évoluent, et les compétences nécessaires pour les exercer aussi. Dès lors, se former devient indispensable. Les personnes se forment ainsi davantage, à tout instant de leur vie.

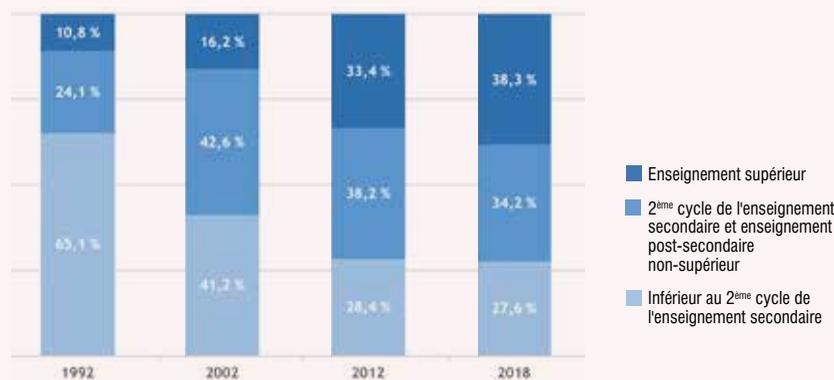
De la « petite école » au cours pour seniors, durant de studieuses (ou festives) études ou lors des courtes parenthèses professionnelles que constituent les formations continues, durant toute notre vie, nous avons la possibilité d'acquérir de nouveaux savoirs via l'enseignement. Alors que le monde court de plus en plus vite, sous l'effet d'une digitalisation qui bouleverse les habitudes, et que les entreprises leaders sont les plus innovantes, les célèbres GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon) en tête, la population actuelle suit-elle un rythme d'apprentissage de plus en plus accéléré, faisant d'elle une génération davantage formée que les précédentes ?

Demain, tous diplômés !

C'est ce que donne à penser l'évolution du niveau d'éducation de la population du Luxembourg. Le pourcentage de résidents âgés de 15 à 64 ans détenant un diplôme de l'enseignement supérieur a ainsi presque quadruplé en l'espace de 25 ans, quand celui des personnes détenant au mieux un diplôme du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire est passé de plus de 65% à moins de 28% sur la même période (schéma).

— NIVEAU D'ÉDUCATION ATTEINT PAR LA POPULATION LUXEMBOURGEOISE DE 15 À 64 ANS —

Source: Eurostat



Cette analyse montre plusieurs phases d'évolution. Entre 1992 et 2002, la part des personnes diplômées du 2^{ème} cycle de l'enseignement secondaire a notablement augmenté, devenant le niveau d'éducation majoritaire dans le pays. Le pourcentage des diplômés de l'enseignement supérieur a lui davantage crû entre 2002 et 2012, puis entre 2012 et 2018. Sur les six dernières années, le pourcentage des personnes à faible niveau d'éducation a néanmoins arrêté de diminuer significativement, pour toujours représenter plus de 25% de la population. Si le niveau moyen d'éducation des résidents s'est fortement accru sur les dernières décennies, « Tous diplômés » est un slogan qu'il serait un peu présomptueux d'affirmer.

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, l'Union européenne s'est donnée pour objectif d'atteindre un taux de diplômés de l'enseignement supérieur des personnes de 30 à 34 ans, supérieur ou égal à 40%,

contre 23,6% en 2002. L'objectif a été atteint en 2018, avec des résultats impressionnants pour certains Etats membres. Le pourcentage de Lituanien de 30 à 34 ans qui détient un diplôme de l'enseignement supérieur est ainsi passé de 23% en 2002 à près de 58% en 2018, ce qui en fait le pays leader dans l'Union européenne, juste devant Chypre et l'Irlande. Le Luxembourg se situe à la 4^{ème} position, mais n'a pourtant pas réussi pour l'instant à atteindre l'ambitieux objectif fixé à 66% dans le cadre de la stratégie Europe 2020. De fait, 56% des résidents de 30 à 34 ans sont diplômés de l'enseignement supérieur, un pourcentage significativement plus élevé pour les femmes (59,8%) que pour les hommes (52,5%).

Le second objectif de la stratégie Europe 2020 en matière d'enseignement est d'abaisser le taux de jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation.

«Le pourcentage de résidents détenant un diplôme de l'enseignement supérieur a presque quadruplé en l'espace de 25 ans.»



Ce taux n'est aujourd'hui que de 6,3% au Luxembourg, soit en-dessous de l'objectif européen de 2020 (10%), ce qui place le pays dans le premier tiers du classement des Etats membres. Toutefois, difficile d'affirmer que le Luxembourg brille dans tous les domaines de l'éducation au moment où les résultats 2018 du classement PISA viennent d'être publiés. Les élèves de 15 ans des lycées luxembourgeois sont ainsi en moyenne moins performants que leurs homologues des pays de l'OCDE pour les trois matières fondamentales que sont la compréhension écrite, les sciences et les mathématiques.

«On commence à vieillir quand on finit d'apprendre»

Se former à tout âge est l'un des nouveaux adages de notre époque. Il s'agirait d'ailleurs d'une cure de jouvence, à lire le proverbe japonais «On commence à vieillir quand on finit d'apprendre». Il s'agit surtout, de manière plus pragmatique, de répondre pour tout un chacun à la constante évolution des métiers. Selon le STATEC, 48% des



adultes luxembourgeois de plus de 25 ans ont suivi une formation formelle (menant à un diplôme officiel) ou non formelle (du type séminaire professionnel ou cours du soir) en 2017, la plupart du temps pour des raisons professionnelles. En effet, près des trois quarts des activités de formation des adultes sont liées au travail, et elles répondent souvent aux objectifs désirés. 56% des participants à des formations non formelles affirment avoir augmenté leur performance au travail grâce à la formation suivie.

De plus en plus de personnes se forment tout au long de la vie. C'est ce qu'indique l'indicateur européen de référence dans ce domaine, qui correspond au taux de personnes qui ont participé à l'éducation ou à la formation les 4 dernières semaines. Pour le Luxembourg, cet indicateur a grimpé de 9,8% en 2004 à 18% en 2018. Ces progrès n'empêchent pas les disparités. Le STATEC toujours, indique dans son bulletin sur «L'éducation des adultes» (bulletin n° 2/2018), que «l'inactivité en matière de formation augmente avec l'âge», ce que confirme le taux de personnes qui ont participé à l'éducation ou à la formation les 4 dernières semaines, taux qui atteint près de 26% pour les jeunes adultes de 25 à 34 ans, 16% pour les adultes de 45 à 54 ans et, seulement, 8% pour ceux qui ont entre 55 et 64 ans. Une autre réalité qui interroge : plus on est formé, plus on se forme. Ainsi,

les personnes à niveau d'éducation faible se forment bien moins souvent que ceux qui ont un diplôme de l'enseignement supérieur.

La grande tendance est donc bien celle d'une population de plus en plus formée, principalement, mais pas seulement, en lien avec leur carrière professionnelle. Cette tendance de fond ne doit toutefois pas occulter le risque d'un retard pris par une partie de la population, le plus souvent dès le plus jeune âge et, parfois, l'âge aidant. —

«56% des participants à des formations non formelles affirment avoir augmenté leur performance au travail grâce à la formation suivie.»

01. Les seniors ayant plus de 55 ans sont relativement peu nombreux à bénéficier de programmes de formation continue.

02. La part des résidents ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ne cesse d'augmenter au Luxembourg.

Show and tell

« L'année économique 2020 sera résolument orientée green »



01

01. Le 16 mars, lors de la Journée de l'Économie, Carlo Thelen accueillera les entreprises pour une matinée de réflexion sur le thème du changement climatique et de son impact sur l'économie.

02. En juillet 2019, la Chambre de Commerce a fait paraître un « Actualité & tendances » sur l'économie circulaire. Cette publication devrait être suivie par un autre volet sur le même thème.

03. L'année 2020 sera marquée par plusieurs réflexions et travaux autour du développement durable, sujet qui sera traité notamment par le biais de l'analyse de la politique gouvernementale, par des focus sur certaines thématiques (aménagement du territoire, économie circulaire...) et par une enquête réalisée auprès des entreprises.



02



03

— PROGRAMME DE TRAVAIL 2020 —

Une année sous le signe de la durabilité

TEXTE Laure Demezet, Affaires économiques, Chambre de Commerce

PHOTOS Borut Trdina, Pierre Guersing et Laurent Antonelli/agence Blitz

Le ton était donné avec les premières lignes directrices du Pacte vert européen annoncées dix jours seulement après la prise de fonction de la Commission Von Der Leyen élue fin novembre 2019 : l'année économique 2020 sera résolument orientée "green". Et l'économie luxembourgeoise compte bien prendre part au mouvement.

Le Gouvernement a présenté dès février 2019 les lignes directrices du futur Plan National intégré en matière d'Énergie et de Climat (PNEC). Puis, le Conseil de gouvernement marquait son accord pour le projet de loi relative au climat le 29 novembre dernier. Une des principales missions de la Chambre de Commerce étant la défense de l'intérêt économique général, ses travaux pour l'année 2020 seront donc largement frappés du sceau « durabilité ». Elle émettra tout d'abord des avis quant aux différentes mesures présentées dans les « cadres » de la politique environnementale impactant de nombreux secteurs. Elle réagira concernant certains des leviers spécifiques présentés dans le PNEC, en proposant notamment la création d'un « panier durable » sous-jacent au système d'indexation, davantage en phase avec les velléités climatiques. Les thèmes des futurs « Actualité & tendances » seront tout autant imprégnés de la volonté d'accompagner les entreprises vers une économie qualitative et durable. Ainsi, un large état des lieux de l'aménagement du territoire au Luxembourg sera présenté. Le sujet a souvent été commenté par la Chambre de Commerce, mais jamais une publication d'envergure ne lui avait

été consacrée. De plus, après un premier Actualité & tendances sur l'économie circulaire paru en 2019, un second volet est en cours d'étude. Cette thématique, comme évoqué lors de la première édition, représente en effet une opportunité pour les entreprises, tout en étant un levier majeur du développement durable. L'année 2020 sera aussi celle d'un état des lieux du développement durable au Luxembourg. En effet, 10 ans après la première publication majeure de la Chambre de Commerce sur ce thème, faire un point sur les nouvelles visions et avancées en la matière paraît opportun. Le Baromètre de l'Économie du premier semestre 2020 aidera certainement à cet inventaire, puisque le sujet choisi pour sa partie thématique est celui du développement durable. Ainsi, un échantillon de 1.800 entreprises représentatives de l'économie luxembourgeoise aura l'opportunité de participer à ce bilan fin mars. Enfin, la Journée de l'Économie, conjointement organisée chaque année par la Chambre de Commerce et PwC, aura lieu le 16 mars 2020 autour du thème de la crise climatique et du changement crucial qu'elle représente pour l'économie luxembourgeoise. —



OAI

ORDRE DES ARCHITECTES ET DES INGENIEURS-CONSEILS

Cycle de Formations OAI pour Architectes et Ingénieurs-Conseils

Programme / Programm 2020

Rejoindre les professions OAI au Luxembourg

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Cadre légal, déontologique et contractuel des professions OAI - Services, outils OAI, responsabilités, droits des sociétés	18/03/20	6	FR	CA001CJ
Bonnes pratiques de collaboration de la maîtrise d'œuvre OAI (moai.lu) <i>Formations proposées chaque année</i>	28/05/20	7	FR	CA046CJ

Collaborateur d'un bureau membre OAI

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Gestion des processus BIM dans la MOE Module 5 : Implication des entreprises	07/04/20 et tous les 3 mois	TBD	FR	CA138CJ
Dossiers de soumission : recommandations et bonnes pratiques-contrôle technique des offres-clauses techniques CRTI-B)	22/04/20	4	FR	CA051CJ
Trockenbau - Konstruktion und Brandschutz	13/05/20	7	DE	CA025CJ
Paille, terre, chaux, chanvre - Des matériaux innovants pour une nouvelle architecture	new 02/07/20	7	FR	CA057CJ

Dirigeant d'un bureau membre OAI

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Le travail dans la Grande-Région pour les professionnels de l'OAI - Détachement du personnel et impacts fiscaux	11/06/20	3	FR	CA014CJ
Règlement Général sur la Protection des Données - Principes et cas pratiques	28/09/20	4	FR	CA003CJ
Gestion administrative et financière du bureau	15/10/20	4	FR	CA060CJ

Spécialisations Architecte / Architecte d'intérieur

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Conception d'une cuisine professionnelle par les architectes et les ingénieurs	new 27/03/20	4	FR	CA023CJ
Habitat participatif - Nouvelle forme de l'habitat	14/05/20	4	FR	CA146CJ
Étanchéité à l'eau	new 12/06/20	4	FR	CA076CJ
Économie Circulaire Module 3 : Vers un nouveau modèle, l'économie de la fonctionnalité	new 08/10/20	4	FR	CA154CJ
Économie Circulaire Module 4 : La construction modulaire et adaptable	new 19/11/20	4	FR	CA155CJ
Gestaltungstechnik - Raumideen realisieren mit Trockenbau	new 10/12/20	7	DE	CA074CJ

Spécialisations Ingénieurs-Conseils : génie technique

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Conception d'une cuisine professionnelle par les architectes et les ingénieurs	new 27/03/20	4	FR	CA023CJ
Simulation d'éclairage et éclairage artificiel	new 24/04/20	4	FR	CA165CJ
Économie Circulaire Module 3 : Vers un nouveau modèle, l'économie de la fonctionnalité	new 08/10/20	4	FR	CA154CJ
Économie Circulaire Module 4 : La construction modulaire et adaptable	new 19/11/20	4	FR	CA155CJ

Spécialisations Ingénieurs-Conseils : génie civil

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Étanchéité à l'eau	new 12/06/20	4	FR	CA076CJ
Économie Circulaire Module 3 : Vers un nouveau modèle, l'économie de la fonctionnalité	new 08/10/20	4	FR	CA154CJ
Économie Circulaire Module 4 : La construction modulaire et adaptable	new 19/11/20	4	FR	CA155CJ

Spécialisations Building Information Modeling (BIM)

Formations	Date	Durée heures	Langue	Référence
Gestion des processus BIM dans la MOE Module 5 : Implication des entreprises	new 07/04/20 et tous les 3 mois	TBD	FR	CA138CJ
Outils et méthodes d'aide à la conception et à la gestion de projet Module 1 : Modélisation paramétrique	new 15/04/20	7	FR	CA139CJ
Outils et méthodes d'aide à la conception et à la gestion de projet Module 2 : Planification 4D en conception	new 04/05/20	TBD	FR	CA140CJ

Le programme du cycle, de même que les dates et horaires, sont mis à jour continuellement. Pour plus d'informations et inscriptions :

Wir möchten Sie darauf aufmerksam machen, dass das Programm der angebotenen Kurse, sowie die Termine und Uhrzeiten laufend aktualisiert werden. Für weitere Infos und Einschreibungen:

www.oai.lu/formation



HOUSE OF TRAINING

customer@houseoftraining.lu

T. (+352) 46 50 16-1

The Eye of the Economist



Page coordonnée par l'équipe des Affaires économiques de la Chambre de Commerce

Social



Le social, nouveau pilier des politiques européennes?

Objet de controverse depuis des décennies, l'Europe sociale va-t-elle devenir réalité ou demeurer un vœu pieux ? Deux ans après la proclamation du socle européen des droits sociaux et au moment où la commission Von Der Leyen fixe les objectifs et grands projets de son mandat, la Commission européenne introduit un ambitieux *Social Package*. L'instauration possible d'un salaire minimum européen est l'objectif phare de celui-ci. Le sujet devrait occuper l'actualité et faire l'objet de nombreux débats dans les prochains mois, alors que les différences de modèles sociaux entre Etats membres et les conséquences sur la compétitivité-coût des entreprises interrogent sur la viabilité d'un tel projet. —

Mobilité



Gratuité des transports : une mesure prématurée ?

Un moment historique selon le gouvernement, une fausse bonne idée selon certains chercheurs. Le 1er mars 2020, le Luxembourg est devenu le 1^{er} pays au monde à offrir la gratuité sur tout son réseau de transports en commun. Bien qu'une telle initiative soit à saluer sur le principe, des interrogations persistent quant à son efficacité dans un moment où les chantiers se multiplient. Couplé à un nombre croissant de frontaliers, le système des transports en commun est sous pression. Ajuster le prix pourra-t-il entraîner des changements de comportements majeurs ? —

Europe



Brexit : la fin d'un long feuilleton ?

Le 31 janvier 2020, après plus de trois longues années de rebondissements et trois reports, le Brexit est devenu effectif pour toute l'Europe et le Royaume-Uni. Mais finalement au 1er février, rien n'a changé ! Seule une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020 débutait, qui pourra être étendue d'un à deux ans, période charnière pour l'organisation européenne de nombreux secteurs d'activités. C'est pendant cette période que tout se jouera pour les citoyens, les consommateurs, les entreprises, les investisseurs, les étudiants et les chercheurs et que les enjeux seront d'autant plus importants pour les secteurs les plus dépendants aux échanges commerciaux avec le Royaume-(dés)Uni. —

Grande Région



L'IBA Alzette Belval, une réflexion transfrontalière d'intérêt commun.

Début 2020, le lancement de la mission de préfiguration de l'IBA (Internationale Bauausstellung) Alzette Belval avait lieu. Un IBA constitue un mode de conduite de projet, ainsi qu'un outil d'expérimentation destiné à répondre à des enjeux territoriaux spécifiques par le biais de la création de concepts innovants dans le domaine de l'architecture et de l'aménagement du développement territorial. Pour l'ensemble

des acteurs locaux, régionaux et étatiques impliqués, cet IBA représente donc un instrument de coopération territoriale potentiel en vue de l'aménagement futur du territoire Alzette Belval. Il s'agira ainsi de mener des réflexions relatives à des projets architecturaux et urbanistiques d'intérêt commun, le tout selon une vision fédératrice et partagée... qui reste à construire. —

Luxembourg



LES PME, petites par la taille, grandes par leurs contributions.

En 2018, 99,5% des 34.680 entreprises luxembourgeoises étaient des petites et moyennes entreprises (PME), soit 34.519 entités. Composées de moins de 250 employés, elles ne représentaient pourtant pas moins de 67% de l'emploi total du Luxembourg et génaient près de 68% de la valeur ajoutée créée sur le sol grand-ducal. Plus de 85% des entreprises luxembourgeoises ont même une taille inférieure à 10 salariés, et sont donc considérées comme des micro-entreprises. A l'opposé, les 161 entreprises de « grande taille », dont l'effectif est composé de plus de 250 personnes, représentent 1/3 de l'emploi et 1/3 de la valeur ajoutée. Un paysage hétérogène qui contribue à faire du Luxembourg une terre propice au développement d'activités. —

PRÊTE À
M'ENGAGER!

PRÊTE À
L'ENGAGER!

WIN
WIN

L'APPRENTISSAGE :
AVANÇONS ENSEMBLE !

L'apprentissage dans le commerce, les services, l'horeca ou l'industrie offre des perspectives d'avenir aux jeunes talents, tout en renforçant la compétitivité des entreprises formatrices. Un apprenti bien formé équivaut à un futur collaborateur qualifié.

winwin.lu

Une initiative de

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

In a Nutshell

Plan National intégré en matière d'Énergie et de Climat (PNEC)

En vertu du règlement européen relatif à la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat, tous les États membres étaient tenus d'élaborer un Plan National intégré en matière d'Énergie et de Climat (PNEC) pour la période 2021-2030, au plus tard le 31 décembre 2019.

Les objectifs se déclinent en mesures spécifiques dans plusieurs secteurs comme ceux des bâtiments, de la mobilité, de l'agriculture/sylviculture, de l'aménagement du territoire, des déchets et de la gestion de l'eau, de l'industrie, etc. Selon le Gouvernement, ils doivent permettre d'atteindre le but final de neutralité climatique, au plus tard en 2050.

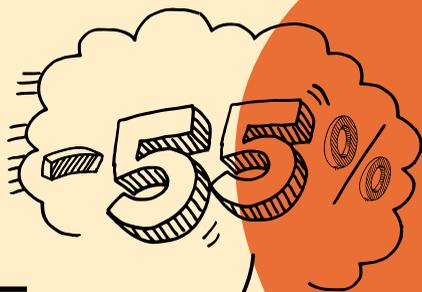
« Le PNEC constitue une feuille de route politique et un instrument de planification et de suivi en matière de politique climatique et fixe des objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. »

Gouvernement du Luxembourg



C'est l'objectif fixé par le PNEC au Luxembourg en ce qui concerne la part des énergies renouvelables à atteindre à l'horizon 2030.

Un premier palier intermédiaire à 11% pour 2020 a été décidé. En 2017, avec 6.4%, le Luxembourg enregistrerait la plus faible proportion d'énergies renouvelables de l'Union européenne, par rapport à sa consommation finale brute.



L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de tous les secteurs, hors système d'échange de quotas d'émissions, d'ici 2030, en comparaison à 2005, année de référence.

■ Ce projet de plan est soumis à une consultation publique ouverte jusqu'au 29 mars 2020 sur le portail de l'environnement

🔗 https://environnement.public.lu/fr/actualites/2020/02/PNEC_2020.html

LUXEMBOURG TIMES | Magazine

Le magazine business des anglophones



LUXEMBOURG NEWS FOR THE WORLD.
WORLD NEWS FOR LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG TIMES Mag', c'est le magazine premium pour toucher les anglophones du pays, principalement issus du top management.

Distribué à 10.000 exemplaires, le magazine complète l'offre d'information du site luxtimes.lu et de sa newsletter biquotidienne. Il est à ce titre le média adéquat pour valoriser votre communication au cœur de contenus orientés économie, politique et business lus par de nombreux expats et décideurs anglophones.

Luxembourg Times web et magazine, la marque de référence des anglophones

Réservez dès maintenant votre annonce, informations sur www.regie.lu

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter:

Tél.: (+352) 4993 9000 / Fax: (+352) 4993 9092
info@regie.lu / regie.lu

regie.lu

— DROIT DU TRAVAIL —

Nouvelles règles en matière de détachement à partir de juillet 2020

TEXTE Affaires juridiques, Chambre de Commerce

Alors que la directive (UE) 2018/957 du 28 juin 2018 relative au détachement de travailleurs¹ doit faire l'objet d'une transposition dans la législation nationale au plus tard pour le 30 juillet 2020, la Chambre de Commerce saisit l'occasion, dans le cadre d'une première actualité juridique sur le sujet, de souligner les quatre principales modifications opérées par rapport à la directive 96/71/CE².

—— Selon la Directive 96/71/CE, les Etats membres doivent veiller à ce que, quelle que soit la loi applicable à la relation de travail, les entreprises d'un Etat membre (Etat d'envoi) qui détachent des salariés dans un autre Etat membre en vue d'y exécuter une prestation de travail (Etat d'accueil) garantissent à ces travailleurs détachés, sur le fondement de l'égalité de traitement, les conditions de travail et d'emploi existantes dans l'Etat d'accueil.

Élargissement du « noyau dur » des dispositions impératives de l'Etat d'accueil

Le noyau dur de dispositions impératives prévues par la directive de 1996 concerne :

- les périodes maximales de travail et les périodes minimales de repos ;
- la durée minimale des congés annuels payés ;
- le taux de salaire minimum, y compris ceux majorés pour les heures supplémentaires ;
- la mise à disposition du travailleur, notamment dans le cadre du travail temporaire ;
- la sécurité, la santé et l'hygiène au travail ;
- les conditions de travail et d'emploi des femmes enceintes et des femmes venant d'accoucher, des enfants et des jeunes ;
- l'égalité de traitement entre femmes et hommes et le principe de non-discrimination.

Outre le fait que la directive 2018/957 a remplacé la référence au « *taux de salaire minimum* » par le terme « *rémunération* », elle ajoute à cette liste :

- les conditions d'hébergement des travailleurs lorsque l'employeur propose un logement aux travailleurs éloignés de leur lieu de travail habituel ;
- les allocations ou le remboursement des dépenses en vue de couvrir les dépenses de voyage, de logement ou de nourriture des travailleurs éloignés de leur domicile pour des raisons professionnelles.

Les règles du « noyau dur » listées ci-dessus correspondent aux « *règles législatives, réglementaires ou administratives et/ou aux règles issues des conventions collectives ou des sentences arbitrales dès lors qu'elles sont d'application générale* »³.

Introduction du principe d'égalité de traitement en matière de rémunération

Comme indiqué au point précédent, la directive 2018/957 a remplacé la référence au « *taux de salaire minimum* » par le terme « *rémunération* ». Son considérant 17 indique qu'« [i]l relève de la compétence des Etats membres de fixer les règles relatives à la rémunération conformément à la législation et/ou aux pratiques nationales. La détermination des salaires relève de la compétence exclusive des Etats membres

et des partenaires sociaux. Il convient de veiller en particulier à ce qu'il ne soit pas porté atteinte aux systèmes nationaux de détermination des salaires ou à la liberté des parties concernées. »

La rémunération s'entend de tous les éléments rendus obligatoires dans l'Etat d'accueil.

Dans un souci de transparence et de facilitation des vérifications et contrôles, les Etats membres devront publier sur un site internet national officiel unique les informations sur les éléments constitutifs de la rémunération rendus obligatoires.

Application du droit du travail de l'Etat d'accueil à partir de 12 mois⁴

Lorsque la durée effective d'un détachement est supérieure à 12 mois, les Etats membres doivent veiller à ce que, quelle que soit la loi applicable à la relation de travail, les entreprises procédant au détachement garantissent aux travailleurs détachés, sur le fondement de l'égalité de traitement, outre les conditions de travail et d'emploi visées dans le noyau dur, toutes les conditions de travail et d'emploi de l'Etat d'accueil.

La directive 2018/957 exclut toutefois du principe d'égalité de traitement⁵ :

- les procédures, formalités et conditions régissant la conclusion et la fin du



— PARUTIONS —

Legitech
Tout savoir sur le Capital Investissement

De la love money au Capital Risque, Capital Développement et LBO, des start-ups aux grandes entreprises, des analyses qualitatives aux valorisations quantitatives, du Business Plan aux négociations des pactes d'actionnaires, l'ouvrage regroupe toutes les informations sur le Capital Investissement, l'organisation de la classe d'actifs, les modes de fonctionnement, les étapes des recherches de financement, les pièges à éviter, les acteurs, les types d'analyses et les tendances.

■ Tout savoir sur le Capital Investissement : 6^{ème} édition, Gilles Mougnot sous la coordination de Wauthier de Liedekerke. Le livre est disponible sur www.legitech.lu. Il est également possible de l'acheter chapitre par chapitre sur www.privateequity.eu



Larcier
Les clauses de non-concurrence en droit du travail et en droit économique

Que ce soit dans un contrat de travail, dans un contrat de fourniture de biens ou services, dans le cadre de la cession d'un fonds de commerce ou autres, les clauses de non-concurrence sont omniprésentes dans la vie des affaires et visent à protéger tant des connaissances, que des savoir-faire, ou qu'une clientèle. Cependant, leur régime peut se montrer complexe. Les auteurs analysent la matière de manière transversale par le biais de 75 questions qui concernent tant les clauses de non-concurrence en droit du travail, qu'en droit économique.

■ Les clauses de non-concurrence en droit du travail et en droit économique
Astrid Caporali, Quentin Silvestre, 292 pages

contrat de travail, y compris les clauses de non-concurrence;

- les régimes complémentaires de retraite professionnels.

À l'instar des éléments constitutifs de la rémunération, les conditions de travail et d'emploi supplémentaires applicables aux détachements d'une durée supérieure à 12 mois devront être publiées par les Etats membres sur le site internet national officiel unique.

Renforcement des droits des travailleurs intérimaires détachés

Alors que la directive 96/71 laisse aux Etats membres la capacité de décider de garantir ou non les dispositions locales aux intérimaires détachés, la directive 2018/957 impose aux Etats membres de garantir aux travailleurs intérimaires détachés les conditions de travail et d'emploi qui sont applicables conformément à l'article 5 de la directive 2008/104/CE relative au travail intérimaire. Autrement dit, à l'avenir, les travailleurs intérimaires détachés devront en principe pouvoir bénéficier de la part de l'entreprise utilisatrice des mêmes conditions de travail que les travailleurs intérimaires locaux si ces derniers étaient recrutés par l'entreprise utilisatrice⁶ pour occuper le même poste⁷.

En pratique, l'entreprise utilisatrice devra informer l'entreprise de travail intérimaire des

conditions qu'elle applique à ses travailleurs en matière de travail et de rémunération.

La Chambre de Commerce suivra avec attention la transposition de la directive. —

1. Directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 9 juillet 2018.
2. Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 21 janvier 1997.
3. Article 1er, paragraphe 2, lettre a) de la Directive 2018/957 modifiant l'article 3, paragraphe 1 de la directive 96/71.
4. Cette durée maximale peut être portée à 18 mois sous réserve que l'entreprise détachante transmette à l'Etat d'accueil une notification motivée.
5. La loi de l'Etat d'envoi reste donc d'application dans ces domaines.
6. Il s'agit de l'entreprise qui a recours aux services de travail intérimaire.
7. Dans certaines conditions, les Etats membres peuvent déroger aux principes d'égalité de traitement et d'égalité des rémunérations conformément à l'article 5, paragraphes 2 et 3, de la directive 2008/104/CE. Le cas échéant, l'entreprise de travail intérimaire n'a pas besoin des informations relatives aux conditions de travail de l'entreprise utilisatrice et l'obligation d'information ne devrait donc pas s'appliquer.

Business Voices



— ENVIRONMENT —

Sustainable tourism in western Sahara is driven by the wind

TEXT Agostina Delli Compagni / La Stampa / The Interview People

Rolling sand dunes and ascetic silence. Kites and boards flying over lagoon waters. And tomato farms. It's Dakhla, the windy Moroccan city of sustainability.

Dakhla — Located on the Atlantic coast, at the edge of the Sahara, it used to be called *Villa Cisneros* after the Spaniard founded it in 1884. During the second half of the 1970s, the small fishing port now called Dakhla was occupied by Mauritania, which was later defeated by the Polisario Liberation Front, a movement fighting for the independence of the region known as Western Sahara.

Since 1985, Dakhla belongs to Morocco, though it is part of the territory still claimed by those seeking an independent Western Sahara. But these days, it is not the politics that is making waves here. Just looking around, a visitor can begin to see the future. The wildlife reigns supreme along the sand paths at the mouth of the river Rio de Oro: the camels, goats, sheep, but also dolphins, flamingos and migratory birds are all around.

And despite the desert climate and topography, fruits and vegetables are grown here for export. Tomatoes, for example, can be produced throughout the year thanks to the use of greenhouses, with yields only depending on customers' request. The water for the entire city comes from a single 400-meter deep aquifer.

The economic activity that brings the greatest returns is fishing, with this stretch of the Atlantic accounting for some 75% of all of Morocco's stock, including shi drum, bream, yellowtail and oysters.

"We want to implement a smart, sustainable and inclusive development," says Sidi Mohamed Khtour from the Regional Council of Tourism of Morocco. "We want progress but, at the same time, safeguard what we have."

Khtour cites the Europe 2020 Strategy, a regulatory framework that provides guidelines on how to carry out commercial and tourist activities while respecting the environment. There is also funding from the Mohammed VI Foundation for the Protection of the Environment, while the National Research Institute of Fisheries (*Institut National de Recherche Halieutique, INRH*) is in charge of monitoring and analyzing the marine ecosystem.

"We check the quality of the water almost every month," he says. "The reason is simple: We are interested in healthy growth, not mass tourism."

Locals also want to monitor the sustainability

of the territory. "The inhabitants of Dakhla feel safe with what we are doing. They want to work together for national prosperity and better integration," says Jazia Santissi, director of the National Body for Moroccan Tourism in Italy.

Visitors have plenty of activities to choose from, including desert and dune excursions in 4x4 vehicles or atop a camel, or visiting the thermal spring of Asmaa, with sulphurous water used in treatment of skin, respiratory and bone problems. Guests can stay in khaimats tents, the traditional desert housing.

«Locals also want to monitor the sustainability of the territory.»



Dakhla — Located on the Atlantic coast, at the edge of the Sahara

But Dakhla is above all known for kitesurfing. *"August is the windiest month, explains Mohammad, a 22-year-old kitesurf instructor in Dakhla. People must be particularly skilled to kite during that time of the year."*

The experience is also special here because there are no buildings along the coast here, and the waters are relatively shallow. *"I started by chance,"* explains Carmen Cardone, co-owner of the company Soul Rider Tours, who came here on holiday with his brother for what was supposed to be a short break before starting his career in academia.

"During that holiday I was transported into a parallel world," he recalls. *"To feel in harmony with the waves, carried by their strength and being part of a whole ... Surfing is a cure for the spirit and for me it is a passion that has turned into a career." —*

«Despite the desert climate and topography, fruits and vegetables are grown here for export.»

STARTUP IN LUXEMBOURG?

Join the Luxembourg-City Incubator at the House of Startups

Offices adapted to your needs:

- 150 stations available in a space of 2000m²
- Open coworking space
- Closed offices for teams of 4 – 10 people

Gain access to a plethora of networks, experts and consultants:

- Access to a consultation space with qualified professionals
- Access to the national and international networks of the House of Startups

Profit from the ideal office location:

- 3 minute walk from the central train station
- 5 minute walk to the city centre
- Connections to all public transport

More benefits:

- Open 24/7
- Possibility to establish your head office
- Rooms for meetings, workshops, conferences, etc.

Contact us:

info@cityincubator.lu
www.cityincubator.lu

   Luxembourg-City Incubator

powered by



sponsored by



— BRAZIL —

Latin America's emerging giant?

TEXT International Affairs, Chamber of Commerce




Brazil 

Facts & figures

Political capital: Brasília

Top business cities: São Paulo, Rio de Janeiro, Campinas, Porto Alegre, and Belo Horizonte

Business languages: Portuguese, English

Business currency: Real (R\$) (BRL), Dollar (USD)

Working days: Monday to Friday

Time zone: UTC-2 to -5 (BRT)

Surface: 8.5 million square kilometers (3,400 times the surface of Luxembourg)

Population: 211,9 Million (2020)

GDP per capita (PPP): \$17,016 (2020 est.) 80th in the world ranking (Luxembourg is 3rd)

Growth rate: 0.6% (2020 est.)

Inflation rate: 4.31% (2020 est.)

Unemployment rate: 11.2% (2020 est.)

Ease of doing business: 124 among 190 countries ranked by World Bank (Luxembourg is 66th)

Literacy rate: 92.05%

Internet users: 71% of the population (2020 est.)

Climate: A wide range of weather conditions across a large area and varied topography, but most of the country is tropical.

Logistics Performance Index: 56 out of 160 countries ranked by World Bank (Luxembourg is 24th)

Corruption indicator: 35 on a scale of 0 (highly corrupt) to 100 (very clean), 106th out of 180 countries ranked by Transparency International

Main economic sectors:

Services (financial services, travel and tourism): 70% (2019)

Industry: 20% (2019)

Agriculture: 5% (2019)

Country risk classification (OECD): 5 on a scale of 0 to 7. The lower the number, the better the country's creditworthiness.

Sources: CIA World Factbook, OECD, World Bank, IMF, Transparency International

As the fifth largest country in the world in terms of territory, with an estimated USD 21.8 trillion worth of natural resources, including gold, iron, and timber, as well as a middle class of more than 100 million inhabitants, Brazil could be considered Latin America's emerging giant. However, the country has been rocked by a recent economic crisis and continues to face social problems, with unequal wealth distribution and strong regional disparities holding it back from reaching its potential.

The history of the Brazilian economy is a tale of many ups and downs, an inconsistent struggle. Most recently, the world's eighth largest economy and the leading economic power in Latin America, representing no less than half of the regional GDP, experienced a troubled period from 2015 to 2017, resulting in a historic recession of more than 6% in two years.

Crisis, recovery, and strategy

This most recent economic crisis was due to the fall of commodity prices and a drop in consumption and in investment. The economy began to recover in 2017 and the GDP recorded a 1% progression. In 2018, the Brazilian economy confirmed its rebound and the country's GDP grew 1.4%, reaching an annual GDP growth rate of 2.4% (IMF) by 2019.

The concurrent commodities boom, with Chinese demand for products such as soy and iron reaching levels never before seen, allowed Brazil to reduce inequality and lift millions out of poverty, leading many to believe that Latin America's time had arrived.

However, Brazil focused on fostering consumption rather than investments or increased productivity, and few infrastructure changes were made, leading to a rather anemic recovery. The budget balance in 2018 registered a deficit of 7.3%, which is expected to be about the same in 2019 and 2020. Brazil is set to grow at much lower rates than the rest of the world in this decade, and many of

those who left poverty during the boom years have fallen back into economic desperation. At the same time, Brazil is also bid to become an OECD member and the enormous potential of the Brazilian economy should place it on the radar of most international investors and exporters.

Economic composition

The composition of Brazil's economy reflects the dominance of its high added-value services sector, which composes nearly 70% of its GDP, especially in the fields of finance, aeronautics, telecommunications, and tourism. Brazil also has a well-developed industrial sector, advanced in the fields of petroleum processing, automotive, cement, iron and steel production, chemical production, and aerospace. The food and beverage industry is a crucial part of the manufacturing sub-sector and Brazil's transition from a net food importer to one of the largest exporters of agricultural products in the world has been spectacular. Although agriculture contributes relatively little to the GDP, roughly 5% since the 1990s, and only employs 10% of the population, it represents 40% of exports. As home to the world's largest rainforest, and with forests covering half of the country, Brazil is the world's fourth largest exporter of timber.

Brazil is also aiming to become energy independent in the near future, due to oil reserves that could make it one of the top five oil producers in the world.

Guanabara Bay, Rio de Janeiro, Brazil



Luxembourg – Brazil relations

Luxembourg opened its first embassy in Brasilia in March 2018. However, diplomatic relations were first established in 1911. Prior to that, in 1899, one of the first Luxembourgish industries was created by Charles Bettendorf, a manganese mining company, in the state of Minas Gerais. Following that, the advisor to Emile Mayrisch, president of Arbed, invested in a steel company that later became Belgo Mineira. In 2018, exportation from Luxembourg to Brazil came EUR 37.1 million, mainly consisting of machinery and appliances, chemical products, transport equipment, and textiles; while importation from Brazil to Luxembourg was worth EUR 5 million in industrial materials.

Today, of the 210 million Brazilians in total, about 50,000 are descendants of Luxembourg ancestors. In Luxembourg, there are about 2,000 Brazilians.

Business culture

For those doing business in Brazil, or considering expanding to Brazil, keep in mind that appearances are important. Being smartly dressed, including elegant shoes, fine jewellery, watches and other accessories, will be noticed and suitably impress. When staying in a hotel or hosting a meeting, it is wise to book somewhere impressive to give the right first impression.

Business cards are commonly exchanged, and it would be an asset to have some cards translated into Brazilian Portuguese. English is a business language in Brazil, as is Brazilian Portuguese, which differs from the Portuguese in usage in other Portuguese speaking countries today.

Business meetings are typically scheduled around two weeks in advance. Reconfirming a day or two beforehand is appreciated. It is also better to avoid planning meetings early in the morning or during the hottest hours of the day. Equally, make sure to schedule plenty of time for meetings. In Brazil, the emphasis is always on people and personal relationships, so expect lots of small talk – this may have more of an impact on a deal you are trying to close than the presentation you are giving. Good topics to bring up are football, food, art, and family life. Avoid talking about politics and any criticism of the country or its people, as you may cause offence. Be wary of trying to ‘get down to business’ as this can be seen as rude.

Meetings in Brazil will likely be noisy, animated affairs, with many people talking over each other. When making a presentation, keep it short and to the point, and keep in mind that performance may be considered more important than content. Expect to be interrupted and asked questions. Also avoid rushing to a conclusion, as Brazilian business people may not respond well to being pressured into making a decision, preferring a more relaxed approach. If follow-up to a meeting is necessary, then make this as personal as possible, either over the phone or face-to-face. Be ready for more small talk! —

Sources: Statec/Ministry of Justice/Britannica/Wikipedia

Useful contacts

Luxembourg Chamber of Commerce
International Affairs
Na Shi
☎ (+352) 42 39 39 364
✉ latinamerica@cc.lu

Embassy of Luxembourg in Brasilia
Mr Felipe Deniz
Economic Attaché
☎ (+55) 61 3443 0072
✉ brasilia.amb@mae.etat.lu



Tim di Maulo
CEO, Aperam Corporate

What are your trade relations with Brazil?

Headquartered in Luxembourg, Aperam was created in 2011 as a result of the spinoff of ArcelorMittal’s stainless and specialty steel businesses and is now the only integrated producer of flat stainless and electrical steel in South America. Our production facility is based in Timóteo, Brazil, where we produce a range of stainless, electrical steel and special carbon products.

Our production process is 100% based on charcoal from our own sustainably cultivated eucalyptus forests in Brazil. With approximately 1,000 employees (out of 3,600) employed for eucalyptus cultivation, our process is unique in the world and we have one of the best carbon footprints globally. Our forest management is recognised by the Forest Stewardship Council’s (FSC®) certification, whose standards and principles combine ecological protection with social benefits.

What are the market’s opportunities for Luxembourg based companies?

We are convinced that Brazil has tremendous short, medium, and long-term potential.

In the short term, we see that large-scale infrastructure and energy projects have been missing in the country and expect opportunities from stronger economic growth. In the medium term, the government has clear intentions to open up the Brazilian economy. With appropriate measures, such as the reduction of the tax burden, this will put Brazil on the road to sustainable development. Finally, in the long run, a higher standard of living will drive further potential. Looking at our industry, Brazil currently consumes just 1.3kg of stainless steel per capita. Considering global trends, its consumption should increase almost threefold for a country with Brazil’s GDP/capita.

What are the risks related to this market?

Among the key challenges in operating in Brazil, regulatory complexity ranks high, as well as specificities linked to the different states, regarding, for instance, legal, tax, and labour issues.

What advice would you give to entrepreneurs who are interested in working with Brazil?

Potential purchasing power offers a lot of possibilities in various sectors but also enormous competition so it is key to understand the competitiveness between the various states and market particularities from region to region. It is also important to be aware of the Brazilian regulatory environment, such as legal, tax, and labor regulations, and restrictions that may apply to foreign investors. And finally, work with local partners to support you in the implementation of your business and be aware of cultural specificities.

The Interview

Philippe Linster

CEO, House of Startups



THE PLACE

to be

« Chaque acteur a ses spécificités et ses missions. Il est dans l'intérêt de tous de ne pas se concurrencer, de dialoguer et de se positionner sur différents créneaux porteurs aptes à renforcer et enrichir l'écosystème. »

« Nous avons toutes les expertises pour promouvoir le Luxembourg comme startup nation. »

TEXTE Marie-Hélène Trouillez

PHOTOS Laurent Antonelli / Agence Blitz et Pierre Guersing (photo de l'équipe)

Le 2 janvier 2020, à 30 ans à peine, Philippe Linster a pris les rênes de la House of Startups (HoST), un site lancé par la Chambre de Commerce en 2018, dédié au soutien et à la promotion des jeunes pousses. Il avait rejoint le Groupe Chambre de Commerce en 2017 en tant que Business Advisor auprès de la House of Entrepreneurship (HoE) et de sa cellule chargée d'attirer les porteurs de projets et les investisseurs étrangers au Grand-Duché. Avant cela, Philippe Linster était conseiller auprès du département Entreprises et entrepreneurs de la Banque de Luxembourg. Entretien avec un passionné d'entrepreneuriat, déterminé à promouvoir le Luxembourg comme startup nation.

Quelle est votre formation et comment vous définissez-vous en quelques mots ?

J'ai étudié le droit des sociétés et la gestion d'entreprises à Strasbourg. Mon bachelors en poche, j'ai poursuivi mon cursus dans le monde des entreprises, et je me suis spécialisé en comptabilité, contrôle et audit. Je suis le fils de l'architecte luxembourgeois Alain Linster (cabinet M3 Architectes – retraité, NDLR) et d'une professeure de français. J'ai hérité de l'esprit d'entreprise de mon père et du caractère rigoureux de ma mère. J'ai en moi la fibre entrepreneuriale et j'aime la logique, les chiffres, le monde des entreprises et l'économie. J'ai deux autres passions. Joueur d'échecs depuis 20 ans, je suis classé 4e au niveau national et je participe régulièrement à des compétitions, surtout à l'international. J'ai également fait partie de l'équipe de jeunes de handball à Esch-sur-Alzette, pendant une quinzaine d'années. Comme je n'avais pas le niveau suffisant pour jouer dans l'équipe Senior et que je ne souhaitais pas non plus intégrer une équipe de loisir, j'ai eu l'idée, avec un autre ami de devenir arbitre. En 2014, nous avons suivi des formations pour arbitres au niveau européen et nous sommes actuellement les deux seuls arbitres internationaux au Grand-Duché. Comme pour le travail, je

vis mes passions à fond jusqu'à obtenir la conviction d'être allé jusqu'au bout !

Comment s'est passée la transition entre votre ancienne mission auprès de la House of Entrepreneurship et votre promotion à la tête de la House of Startups ? Vous attendiez-vous à cette nomination ou avez-vous été surpris ?

Dans le courant de l'année 2019, alors que j'étais en poste au sein de la House of Entrepreneurship, j'ai été approché pour connaître mon intérêt pour le poste de CEO de la House of Startups. Je me suis tout de suite senti prêt à relever le défi. La Chambre de Commerce évolue rapidement et offre une image dynamique qui donne envie de s'investir pleinement. Elle a pour objectif de fédérer son groupe en rapprochant les diverses entités qui en font partie, dont la HoST. Etant donné mon jeune âge, j'ai dû passer plusieurs entretiens et me soumettre à des tests pour évaluer mes compétences, ma motivation, ma personnalité et mes aptitudes managériales. Le travail est toujours récompensé et au bout de quelques mois, j'avais convaincu ma hiérarchie et les membres élus de la Chambre de Commerce. Karin Schintgen a démarré la House of Startups en juin 2018 et nous avons eu beaucoup d'échanges. Nous avons chacun nos

idées, mais le dialogue a été omniprésent et nous avons eu des discussions ouvertes. Le changement s'est opéré en douceur ! Aujourd'hui, je suis heureux de travailler avec une équipe de sept personnes sur laquelle je peux compter.

De nombreux incubateurs « poussent » un peu partout au Luxembourg. Comment la House of Startups fait-elle la différence et comment vient-elle s'insérer dans le paysage économique des startups ?

En 1998 le premier incubateur du Luxembourg, le Technoport, est né à Belval. Depuis 2013, l'écosystème startup est en plein essor. Le pays s'est doté de plusieurs infrastructures tant publiques que privées et de dispositifs de soutien dont profitent les jeunes pousses innovantes. La HoST doit être vue comme un "campus d'innovation" qui abrite une communauté d'acteurs (voir encadré "En Bref"). Nous sommes, en quelque sorte, un incubateur d'incubateurs. Nous nous définissons aussi comme ambassadeurs de l'écosystème national auprès du grand public et des professionnels nationaux et internationaux du secteur. Nous devons nous tenir informés des nouveaux projets et des initiatives. Notre rôle est de réunir l'ensemble des acteurs – incubateurs, startups, investisseurs, agences étatiques et

« Nous sommes les ambassadeurs de l'écosystème national auprès du grand public et des professionnels nationaux et internationaux du secteur. »

entreprises établies – dans le but de créer des synergies qui débouchent sur des projets innovants. D'autres acteurs sont spécialisés dans l'hébergement de startups industrielles comme Paul Wurth Incub, ou bien proposent des programmes d'accompagnement pour startups, comme Fit4Start, lancé en 2015 par le ministère de l'Économie, et qui est géré par Luxinnovation. Autre acteur important, la House of BioHealth est réservée aux entreprises actives dans le secteur de la biotechnologie et a lancé son propre incubateur pour les jeunes pousses actives dans les technologies de la santé. Chaque acteur a ses spécificités et ses missions... Il est dans l'intérêt de tous de ne pas se concurrencer, de dialoguer et de se positionner sur différents créneaux porteurs, aptes à renforcer et enrichir l'écosystème.

Comment fonctionne la HoST avec les différentes entités qu'elle héberge et quelles sont les activités et services propres à la HoST ?

Nous ne nous immisons pas dans le travail des quatre incubateurs hébergés au sein de la HoST. Ces acteurs sont indépendants, paient un loyer et ont tous leurs actionnaires. Puisque la Chambre de Commerce est partenaire du Luxembourg-City Incubator (LCI) avec la Ville de Luxembourg, nous faisons partie de son comité de sélection pour le choix des startups à héberger. Les autres acteurs décident pour eux-mêmes, mais le critère de l'innovation doit être impérativement respecté et la HoST est beaucoup plus qu'un simple espace de co-working. Nous privilégions un turn-over régulier pour libérer l'espace et accueillir de nouvelles startups. En théorie, la période d'incubation est de trois ans environ, mais elle peut varier légèrement en fonction des besoins de la jeune entreprise. Nous cherchons à dynamiser la communauté qui représente actuellement

130 startups, autour d'événements qui jalonnent l'année. Une fois par mois, nous organisons un petit-déjeuner au cours duquel chacun se présente pour faciliter les contacts et faire naître des synergies. Nous avons des séances intitulées « Lunch and Learn » avec une présentation donnée par un externe. Des rencontres *afterworks* « Meet up Thursdays » permettent d'échanger et de partager des expériences. Les locaux de la HoST peuvent être utilisés par des externes qui désirent s'immerger dans un environnement « startup ». Ils sont aussi loués par les entreprises pour organiser des formations ou autres activités de *team building* dans un environnement *startup mindset*. Par exemple, en février, l'entreprise d'ingénierie Schroeder & Associés y a organisé un hackathon de trois jours pour ses collaborateurs. Nous avons aussi hébergé une conférence « EdTech » en présence du ministre Claude Meisch et plusieurs startups actives dans l'éducation, issues de la Grande Région. La HoST est la vitrine nationale de l'écosystème startup. En plus de l'espace mis à la disposition de nos locataires, nous leur offrons également des services à valeur ajoutée. Nicolas Valaize, par exemple, est expert en levées de fonds et met en relation les startups avec des investisseurs. Emilie Bechet, elle, met en relation des entreprises établies, membres du LOIC, avec de jeunes sociétés innovantes par le biais d'« Innovation Dating » qui débouchent sur des collaborations fructueuses.

N'avez-vous pas le sentiment que l'on en fait peut-être un peu trop pour les startups, au détriment des PME implantées au Luxembourg depuis des années et qui peuvent se sentir délaissées ?

Il est certain que la scène des startups est largement promue. C'est un domaine passionnant, avec des entreprises qui offrent une valorisation rapide. Les startups



font rêver et fascinent. Aujourd'hui, la blockchain, le Big Data, l'Intelligence Artificielle occupent le terrain. Mais il ne faut pas oublier les entreprises, dites « classiques » et établies depuis de nombreuses années. Elles participent à la chaîne de valeur et méritent le même soutien que les startups. La Chambre de Commerce ne les délaisse pas et joue pleinement son rôle en prenant des initiatives comme Go Digital, un programme pour accompagner la digitalisation des TPE, PME et PMI. La Chambre de Commerce soutient aussi d'autres initiatives comme la plateforme LetzShop.lu qui aide les commerces dans leur transition digitale. Lancée en 2016, la House of Entrepreneurship s'adresse à toutes les entreprises sans distinction et offre une aide en matière de création d'entreprises, de transmission, de prévention des faillites, etc.

Quelles sont selon vous, les contraintes et les potentialités de l'écosystème entrepreneurial au Luxembourg, face à d'autres grandes villes ?

L'esprit d'entreprise manque encore au Luxembourg. Des mesures se mettent en place, mais nous n'avons pas suffisamment



cette mentalité entrepreneuriale. Nous n'avons pas non plus les investisseurs internationaux et le Luxembourg ne compte aucune licorne, ces jeunes entreprises valorisées à 1 milliard de dollars et à la croissance très rapide. L'accès au capital doit être facilité. Nous devons travailler, par exemple, sur un *Tax Shelter* pour startups pour inciter les particuliers à investir dans les jeunes sociétés, moyennant un abattement fiscal. Enfin, les démarches administratives restent trop lourdes et complexes, et peuvent constituer un frein à l'entrepreneuriat. Elles doivent être allégées, simplifiées et organisées de manière à remplir leurs fonctions, sans excès de formalités propice à décourager la prise d'initiative. Je reste néanmoins confiant et optimiste. D'après l'étude « 2019 Global Digital Readiness Index » publiée par Cisco en 2020 sur l'avancement numérique de 141 pays dans le monde, le Grand-Duché de Luxembourg se hisse à la 2^e place mondiale, derrière Singapour ! Notre écosystème est jeune et dynamique et il offre de très belles opportunités de développement face à d'autres villes comme Paris, Berlin, Londres ou Helsinki. Le « Trade and Investment Steering Committee » (TISC), présidé par le

ministre de l'Économie, assure la coordination des activités de promotion et de prospection et élabore la stratégie sur base des priorités du gouvernement, avec l'apport de la Chambre de Commerce et de Luxinnovation. Plusieurs secteurs comme l'ICT, la CleanTech, l'économie circulaire, l'industrie, la HealthTech, la BioTech, le secteur automobile, les FinTech, l'espace et la logistique sont activement soutenus par le gouvernement qui investit dans la R&D. La collaboration entre le public et le privé est forte et donne de bons résultats. Le Luxembourg est situé au carrefour de l'Europe et bénéficie d'une situation stratégique. Le pays est stable, la main d'œuvre est qualifiée, multilingue et cosmopolite. Nous avons toutes les expertises pour promouvoir le Luxembourg comme startup nation. —

■ Lien utile :

www.host.lu

En bref...

La House of Startups (HoST) a été inaugurée le 1^{er} juin 2018. Ses locaux couvrent près de 6.000 m² et hébergent une communauté de startups dynamiques et internationales.

La HoST accueille **4 acteurs de l'innovation**. La Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), un acteur incontournable en matière de FinTech ; le Luxembourg-City Incubator (LCI) créé par la Chambre de Commerce et la Ville de Luxembourg et qui regroupe des startups émanant des secteurs UrbanTech, commerce, tourisme, environnement, logistique et construction ; l'International Climate Finance Accelerator (ICFA Luxembourg) qui soutient la mise en place de fonds climatiques et le HUB@Luxembourg, issu du réseau international Le Village by CA (Crédit Agricole) et qui a pour mission de faciliter la mise en relation entre startups et entreprises partenaires pour accélérer l'innovation et le développement. La HoST se veut aussi **prestataire de services aux startups**. La Fundraising Boutique accompagne les startups à la recherche de financements privés. L'Inside Startup Luxembourg apporte aux startups internationales des réponses en matière de financement et d'implantation au Luxembourg. Le Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) permet de créer des ponts entre les entreprises établies à la recherche de l'innovation ouverte et les startups. Enfin, le réseau EU-TRIBE vise à fédérer les acteurs de l'innovation de la Grande Région pour constituer une mégapole technologique susceptible d'attirer startups, investisseurs et clients potentiels.

Starting Blocks

Pointing to the upswing in the Luxembourg entrepreneurial scene, *Starting Blocks* presents startups from a range of sectors. In this edition, we're highlighting two startups hosted by the Luxembourg-City Incubator (LCI), which was launched by the Chamber of Commerce in partnership with the City of Luxembourg to support innovative startups. Here's what the founders have to say about their work in the world!

TEXT Hannah Ekberg / Ann Godart, Luxembourg-City Incubator (LCI) / SUMY / WAVES PHOTOS SUMY, WAVES



— SUMY —

Eco-logistics take on congestion

After starting SUMY in Brussels in 2013, SUMY Luxembourg was launched in Luxembourg City in February 2019 by Hinde Boulbayem, who started her first business at age 13 when she learned that she would not be getting any pocket money from her parents! Today, as increased consumption leads to ever more transport congestion, energy waste and health problems in European cities, SUMY provides eco-logistics and sustainable freight mobility services for cold chains, including food and pharmaceuticals, via light-duty natural gas vehicles (NGV). The vehicles use silent e-refrigeration, rather than diesel, and are powered by European compressed natural gas (CNG) or European compressed renewable natural gas (RNG).

SUMY is an acronym for 'Sustainable Urban Logistics & Mobility', with the Y standing in for *why* and a commitment to always continue questioning the model. SUMY now uses natural gas and renewable gas vehicles but, as Hinde says, tomorrow they might use trams, camels, or flying carpets!

Just one of SUMY's key goals? To reduce by 95% PM2.5 fine carcinogenic particulates and 39% of CO2 emissions in every urban transport operation.

And if Hinde could offer a few words of advice to other startups?

'3 ingredients are essential: Perseverance – it's a 7/7 job...for years! Discipline – your customers are your priority, so listen! Patience – if you grow a lemon tree from seed, it may take from three to six years for the tree to be capable of producing fruit, and it may take from ten to fifteen years for the tree to be capable of producing profitable fruit.' —

■ More info: www.sumy.be



— WAVES —

Enabling a circular economy to 'save the world'

WAVES was launched in Luxembourg City in August 2019 by Armin Neises and Matthias Brinkert in order to provide solutions for climate change by merging two trends that impact people on a global level: sustainability and digitalisation.

After years of assessing product life cycles and eco balance in different industries, they observed that the information available was generic and imprecise and decided it was time to take action to create change.

The name itself, WAVES, is an acronym for 'Worldwide Added Values for Environment and Sustainability' and one of their most pressing goals is to make sustainability visible to everyone and to enable it with high-performing IT tools.

They aim to provide companies, investors, and consumers with reliable information in this time of urgency in terms of climate change, ultimately enabling a real circular economy that can contribute to saving the world.

Armin's words of advice to other startups also echo this sentiment: *'Find your deeper purpose in order to make a positive impact on society. Stop doing things that society doesn't need. Also, choose an investor who is trustworthy and can offer you love money to get your business off the ground in those first few months!'* —

■ More info: www.waves.lu

LT

EXPAT HUB

**It's time
to understand
Luxembourg**

LUXTIMES.lu

Startup

Gilles Mangen (à g.)
et **Tim Wiltgen**

CEO et COO, Clubee



«*Le monde associatif a une réelle valeur et il s'agissait pour nous de la préserver.*»

Faciliter la vie des clubs et associations

TEXTE Marie-Hélène Trouillez

PHOTOS Matthieu Freund-Priace/ Primatt Photography

Créé en 2014, Sport50, devenu Clubee en 2019, a été fondé par Gilles Mangen (interviewé ici) et Tim Wiltgen. Aujourd'hui âgés de trente ans à peine, les jeunes associés ont eu l'idée de venir en aide aux associations, souvent confrontées à une pénurie de bénévoles et de ressources financières, en mettant à leur disposition un assistant virtuel à qui elles peuvent déléguer tous les aspects de la gestion quotidienne.

Comment s'est manifestée votre envie d'agir pour les clubs et associations ?

Tim et moi sommes tous deux membres bénévoles d'associations et de clubs sportifs locaux et nous avons des parcours complémentaires. Tim a une formation en entrepreneuriat et j'ai fait des études en économie et *Business management*. Nous nous sommes fait la réflexion que les organisations associatives étaient souvent compliquées à gérer, par manque de moyens et de bénévoles, avec une gestion administrative souvent très lourde. Pourtant, ces associations contribuent au bien-être de la société. Le monde associatif a une réelle valeur et il s'agissait pour nous de la préserver.

Quelles sont les fonctionnalités qui font le cœur de votre produit ?

Clubee est un bénévole virtuel qui travaille au service d'une association. Il réunit tous les outils de gestion en une seule et même plateforme pour offrir des services dans tous les domaines. Il est partout et s'occupe de la communication, des finances, du marketing, des relations avec la presse, du sponsoring et de la gestion interne. Il peut démarcher de nouveaux sponsors, envoyer des invitations, proposer des contenus pour une newsletter ou encore planifier et annoncer des événements. Clubee exécute les décisions prises au sein de l'organisation interne et il est également proactif et s'adapte à différents supports.

Pourquoi avoir changé de nom en décembre 2019 ?

Sport50 ne reflétait plus notre activité et le « Storytelling » était faible. Le nom était parfois mal interprété. Pour certains, il évoquait un club sportif réservé aux seniors, par exemple. De plus, nous nous sommes aperçus que notre outil pouvait convenir à d'autres associations que des clubs de sport. Nous avons donc procédé à un rebranding complet. « Clubee » évoque une abeille ouvrière, travailleuse infatigable au service des associations.

Combien comptez-vous de clients au Luxembourg



et quelles sont vos perspectives de développement ?

Aujourd'hui, nous comptons quelque 3.000 clubs clients qui représentent 100.000 membres gérés. Il y a plus de 5 millions d'organisations fédérant 700 millions de membres à travers le monde. Le Luxembourg compte plus de 3.000 clubs et ONG, dont 1.500 clubs sportifs. La France regroupe 180.000 clubs sportifs avec un club par sport, tandis qu'en Allemagne, les 90.000 clubs de sport regroupent plusieurs disciplines. En octobre 2019, nous avons ouvert une antenne à Berlin et nous projetons d'en ouvrir une autre à Paris. Nous voulons nous diversifier et ne pas être uniquement positionnés sur le créneau du sport. Avec Cluebee, nous ciblons aujourd'hui toutes sortes d'organismes pour lesquels le bénévolat représente une part importante : ONG, ligues, fédérations de scoutisme, chorales, orchestres, partis politiques et autres... Nous sommes actuellement en pourparlers avec les communes qui fournissent des subsides aux associations locales qui œuvrent dans différents domaines. Plutôt que de verser invariablement des aides financières à ces associations, elles pourraient opter pour une solution durable et mettre notre outil à leur disposition. L'objectif de Cluebee est de devenir la solution numéro un pour décharger les responsables des organisations de tous les aspects liés à la gestion quotidienne et répétitive. Quand on développe un produit faisant appel aux nouvelles technologies, on doit penser à sa « scalabilité ». En d'autres termes, le produit doit être capable de s'adapter à un changement d'ordre de grandeur de la demande.

Comment avez-vous construit votre business model ?

Actuellement, la plateforme présente des fonctionnalités BtoB et nous préparons la prochaine étape, un volet BtoC qui permettra aux membres de gérer leurs données, inscriptions ou paiements en ligne. Nous proposons à nos clients plusieurs tarifs d'abonnement qui vont de 35 à 80 euros par mois, en fonction de la taille de l'association. Les organisations ont accès aux mêmes outils de base avec des ajouts de modules et de fonctionnalités en fonction de leurs activités. Le prix est essentiellement établi sur base de la taille de l'association. Au Luxembourg, les budgets de fonctionnement des clubs varient entre 5.000 et 2 millions d'euros annuels. Les besoins d'une structure qui compte 20 personnes ne sont pas les mêmes que ceux d'une organisation de 3.000 personnes.

Avez-vous pu bénéficier d'aides ?

Nous sommes bien encadrés au Luxembourg. Nous avons reçu les conseils avisés d'un mentor dans le cadre du programme BusinessMentoring. En 2016, nous avons participé au programme *Fit4Start* qui vient en aide aux startups et qui a été mis sur pied par le ministère de l'Économie, Luxinnovation et l'incubateur Technoport. *Fit4Start* nous a aidé à nous projeter, à savoir faire des choix grâce à des retours constructifs et à déjouer certains pièges. Après quatre mois de coaching et d'accompagnement, nous avons adapté notre business model et notre produit et nous avons également remporté 100.000 euros, après avoir réussi à lever 50.000 euros de fonds propres. La réalisation d'une première levée de fonds, la validation de notre idée et le fait d'avoir enfin les moyens de la réaliser resteront des moments importants dans notre parcours ! Ces aides financières ont été primordiales pour nous. Le foncier et l'heure travaillée coûtant cher au Luxembourg, lancer une startup dans ces conditions n'est pas chose aisée sans support étatique. A Berlin, il est possible d'avoir des bureaux à partir de 250 euros par mois. Ce n'est pas un tarif réaliste au Luxembourg !

Quelles difficultés avez-vous rencontrées ou rencontrez-vous encore ?

La difficulté majeure reste la pénurie de talents pour trouver des développeurs. Ils sont démarchés toutes les semaines et aujourd'hui, nous devons changer notre stratégie avec une attribution de stock-options dans l'objectif de les intéresser à la propriété et à la performance de la société. Ensuite, nous recherchons des investisseurs – capital risqués (VC), Business Angels, des investisseurs privés ou des fonds de capital-risque (CVC) – qui pourraient injecter entre 1 à 5 millions d'euros dans la société. Nous sommes engagés dans une course contre la montre. Nous devons voir toujours plus loin pour nous développer sagement si nous ne voulons pas être « mangés ». L'outil s'améliore en continu. L'objectif est de générer 100 millions d'euros d'ici trois à cinq ans.

Avez-vous des concurrents ?

Certaines plateformes proposent des services ponctuels aux associations, mais nous nous différencions par un produit très complet et proactif. Notre assistant virtuel est capable de planifier des tâches, d'anticiper des besoins, d'identifier des problèmes et de proposer des solutions, ou encore de





01

créer du contenu en allant chercher lui-même les données, le tout de manière entièrement automatisée. Le bénévole derrière son écran n'aura bientôt plus qu'à valider ou non les propositions reçues et l'assistant virtuel se chargera de l'exécution et de la diffusion. Notre abeille est partout et elle est infatigable. C'est la force de Clubee !

Etes-vous nés entrepreneurs ?

J'ai toujours voulu être entrepreneur ! Depuis tout petit, je vendais toutes sortes d'objets pour gagner de l'argent. J'ai appris à coder dès l'âge de 14 ans et je réalisais des sites pour des amis moyennant une compensation financière. Tim a le même profil et les mêmes aspirations, mais ces dispositions naturelles ne sont pas une nécessité absolue. Certaines caractéristiques propres au sport que nous avons pratiqué nous inspirent toujours. Nous sommes poussés par une nature très compétitive et une soif inextinguible d'atteindre des objectifs précis.

C'est nécessaire pour relever des défis aussi ambitieux. Il vaut mieux rester concentré sur les opportunités de son idée d'entreprise et ne pas trop se focaliser sur les possibilités d'échecs. Chaque jour, de nombreux facteurs exercent une influence - positive ou négative - sur la vie de la société. Un entrepreneur doit vivre ce stress de manière positive. C'est épuisant, mais très gratifiant !

■ Lien utile :

www.clubee.com

« Aujourd'hui, nous comptons quelque 3.000 clubs clients, qui représentent 100.000 membres gérés. »

01. 02. 03. Clubee, la société fondée par Gilles Mangen et son associé, Tim Wiltgen (3e et 4e à gauche), permet aux clubs et associations de réaliser des économies d'échelle substantielles en offrant une gestion optimisée et dynamisée grâce à des solutions d'intelligence artificielle. L'équipe de Clubee compte actuellement 13 personnes.

Startup

**Maria Mateo
Iborra et
Jean-Baptiste
Pleynet**

Co-fondateurs, Ibisa



Une assurance pour agriculteurs vulnérables

TEXTE Marie-Hélène Trouillez
PHOTOS Matthieu Freund-Priacel/ Primatt Photography

Fondée en avril 2019 par María Mateo Iborra, Jean-Baptiste Pleynet, Annette Houtekamer et Vu Tien Khang, Ibisa a pour objectif d'aider les agriculteurs les plus pauvres à accéder à une assurance pour limiter l'impact économique des problèmes liés au climat. Hébergée à la LHoFT, la startup a été récompensée par le Prix de la finance inclusive lors des FinTech Awards 2018 et est arrivée deuxième au concours Pitch My Global Village au CES de Las Vegas, en janvier 2020.

——— Quelle est l'idée derrière la création d'Ibisa et combien d'agriculteurs sont concernés ?

María Mateo Iborra : L'idée d'Ibisa est d'offrir un service mutualisé de protection des cultures pour les petits producteurs issus de pays en voie de développement. Ibisa a conçu une plateforme BtoB où des partenaires du monde entier incitent leurs clients à partager les risques agricoles, grâce à la technologie de la blockchain et à l'utilisation des données satellites d'observation de la Terre. L'objectif est d'avoir une identification des sinistres en temps réel et à grande échelle, et de réduire considérablement les coûts opérationnels. La technologie de la blockchain peut aider la société à mieux gérer les aléas de production agricole liés aux variabilités et aux changements climatiques, grâce à la transmission des informations de manière transparente, sécurisée et décentralisée.

Jean-Baptiste Pleynet : La plupart des petits producteurs vivent dans des zones reculées. Ils ont un accès limité à l'information et aux technologies numériques et n'ont aucune assurance en cas de récoltes détruites. Ou quand ils sont assurés, l'accès aux indemnités relève du parcours du combattant. Ils doivent déclarer le sinistre, puis attendre la venue d'un agent d'assurance pour l'évaluation des dégâts, avant qu'une indemnité ne puisse enfin être envisagée. Souvent, ils ne sont pas indemnisés avant plusieurs mois. Un délai bien trop long pour des agriculteurs qui ont tout perdu et qui doivent immédiatement remettre en marche leur outil de travail pour continuer à vivre. Avec l'aide de la blockchain et de l'observation de la terre, nous pouvons indemniser rapidement une multitude de paysans par le biais de micro-paiements sécurisés et automatisés. Le marché potentiel compte plus de 500 millions d'agriculteurs, en majorité des femmes, qui produisent la plus grande partie des denrées alimentaires de ces régions.

« L'objectif est d'avoir une identification des sinistres en temps réel et à grande échelle, et de réduire considérablement les coûts opérationnels. »

Quels sont vos parcours respectifs qui vous ont permis de vous lancer dans cette aventure ?

M. M. I. : Ibisa est le fruit de la mise en commun d'expertises complémentaires. Je suis d'origine espagnole et diplômée en ingénierie des télécommunications. J'ai également un MBA qui m'a ouvert de nouvelles perspectives et permis de naviguer dans des domaines très différents. En 2005, j'ai commencé à travailler en tant qu'ingénieur en radiofréquence dans l'industrie des télécommunications en Espagne puis, depuis 2013 au Luxembourg auprès de la Société Européenne des Satellites (SES). Le principe d'Ibisa met en œuvre mes connaissances dans le spatial et la blockchain, deux univers qui me passionnent.

J.-B. P. : Je suis français, expert en assurance, avec un diplôme et une expérience en informatique actuarielle et financière. Parmi les autres fondateurs d'Ibisa, Annette est néerlandaise et spécialisée en assurance inclusive (ou micro-assurance) et Vu Tien est un ingénieur français, spécialisé en applications en lien avec la blockchain. Il a effectué toute sa carrière dans l'industrie des satellites. L'équipe est également composée de Loise Wandera, doctorante en observation de la terre, Garba Abdoul-Moumouni, basé au Niger qui fait notre relai avec les autorités locales, et enfin, Ignace Loomans qui effectue actuellement son stage de fin d'études chez Ibisa.

Comment mêlez-vous ces expertises et technologies qui, a priori, n'ont pas de points communs avec le secteur de l'assurance ?

J.-B. P. : Aujourd'hui, la technologie est omniprésente et les problèmes traditionnels peuvent être repensés pour être surmontés. Ibisa mutualise les risques, mais aussi les remboursements. C'est une approche très différente de l'assurance traditionnelle qui indemnise au cas par cas. L'agriculteur contribue à la couverture commune à hauteur de ses moyens. Il abonde le fonds quand il dispose d'un peu d'argent, ce qui lui octroie un droit d'indemnisation proportionnel à sa contribution.

M. M. I. : Le concept d'Ibisa se base sur le *crowdwatching*. Il s'agit d'une utilisation participative des images de la Terre. Les parcelles ne sont pas contrôlées individuellement, mais au niveau de la communauté. Actuellement, une quinzaine de *watchers* sont basés en Europe et en Afrique et analysent les images satellitaires mises à leur disposition sur notre plate-forme. Ils se connectent une fois par mois et ce sont eux qui font l'estimation des pertes et nous permettent d'établir un index corrélé aux récoltes. Un algorithme calcule ensuite le montant des indemnités. En cas de dommages, une indemnisation est

déclenchée. Le processus de paiement est automatisé, rapide et vérifiable grâce aux *smart contracts* ou « contrats intelligents » déployés par la blockchain. Pour l'heure, ces observateurs expérimentés sont tous bénévoles. Nous connaissons les instituts pour lesquels ils travaillent, car nous venons de cette industrie. À terme, nous avons l'intention de renforcer notre base de *watchers* et de les rémunérer.

Avez-vous pu bénéficier de soutiens financiers ou de sponsoring ?

M. M. I. : En décembre 2019, nous avons reçu le soutien de l'Agence Spatiale Européenne (ESA) avec laquelle nous avons signé un contrat pour développer notre plateforme d'assurance à l'aide d'images satellitaires. L'ESA est notre premier investisseur. En parallèle, un contrat a été signé avec InTech, la filiale technologique de Post, et nous avons reçu un investissement de ConsenSys, une entreprise américaine, d'envergure mondiale, spécialiste de la technologie blockchain qui investit dans des startups et offre un accompagnement dans le développement d'applications.

J.-B. P. : Plus récemment, nous avons été sélectionnés par LuxDev pour le Niger dans le cadre du programme « Business Partnership Facility », une initiative cofinancée par le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE). En janvier 2020, grâce au soutien de Lalux Assurances, nous avons pris part au Consumer Electronic Show (CES) à Las Vegas, déplacement organisé par Luxfactory et sponsorisé par la Chambre de Commerce et HP. Nous avons eu des contacts intéressants et outre le fait que nous nous sommes classés deuxième à un concours dédié aux startups, ce salon nous a offert une belle visibilité. L'Agence spatiale luxembourgeoise (LSA) nous a également beaucoup aidés. Nous avons bénéficié du soutien d'autres sponsors qui ont, entre autres, financé nos voyages et permis d'établir des contacts intéressants, notamment au Bangladesh, aux Philippines, avec la Banque asiatique de développement, mais aussi à Singapour, dans le cadre du Singapore FinTech Festival, ou encore avec la compagnie de réassurance, Munich Re Group.

Quel est votre business model pour assurer la pérennité d'Ibisa ?

J.-B. P. : L'idée est de prélever 20% des frais de gestion à partager avec l'ensemble des acteurs de la chaîne : les partenaires qui interviennent sur le terrain pour convaincre les petits producteurs de nous rejoindre, les observateurs qui analysent les images satellites et évaluent les dommages éventuels, les actuaires qui gèrent les couvertures de risques et les développeurs qui améliorent les logiciels.



02

03



01

M. M. I. : Actuellement, nous nous rendons très souvent dans les pays en voie de développement à la recherche de nouveaux partenaires BtoB chargés de présenter notre technologie auprès des agriculteurs locaux et d'augmenter le nombre d'adhérents. Nous ne concurrençons personne. Nous offrons une solution nouvelle ou complémentaire et les agriculteurs sont plus réceptifs avec les effets du changement climatique. Il y a une certaine inquiétude qui s'exprime face à des situations extrêmes qui entraînent inondations, cyclones, sécheresse, etc.

Quelle sont les perspectives d'évolution d'Ibisa ?

M. M. I. : D'ici 2025, nous avons pour objectif d'atteindre 10 millions de clients avec l'aide d'une quinzaine de partenaires supplémentaires dans d'autres pays comme le Vietnam, le Guatemala ou le Kenya. Nous nous concentrons actuellement sur l'Inde. Nous avons besoin de volume et d'un nombre important d'adhérents pour pouvoir maintenir les coûts d'exploitation à un faible niveau et financer notre développement. Depuis le lancement d'Ibisa au cours du premier semestre 2019, nous comptons 300 adhérents

avec leur famille. Nous attendons avec impatience le moment où nous serons en mesure de verser nos premières indemnités.

J.-B. P. : Nous recherchons aussi d'autres sources de financements, comme des partenaires dans le secteur de l'agro-alimentaire qui pourraient vouloir sécuriser leurs fournisseurs. Ou bien des partenaires prestigieux qui communiqueraient sur les solutions durables d'Ibisa pour renforcer leur image de marque. Le défi majeur est de trouver des investisseurs qui se reconnaissent dans Ibisa, sachant que nous sommes multisectoriels, multiculturels et multidisciplinaires !

Êtes-vous fiers de ce que vous avez accompli aujourd'hui ?

M. M. I. : Nous restons encore impressionnés par ce que nous avons développé avec peu d'argent. Construire une équipe solide avec des aspirations compatibles avec la culture du projet a représenté un véritable défi. Aujourd'hui, cette équipe est là et elle peut déplacer des montagnes ! —

■ Lien utile :

🌐 www.ibisa.network

« Le marché potentiel compte plus de 500 millions d'agriculteurs, en majorité des femmes, qui produisent la plus grande partie des denrées alimentaires dont le monde a besoin. »

01. Le concept de la société Ibisa a été imaginé lors d'un voyage à Majorque. En mémoire de ce voyage, le nom de l'île voisine a été retenu avant de lui trouver une signification pour en faire un acronyme : Inclusive Blockchain Insurance using Space Assets (IBISA).

02. Maria Mateo Iborra a créé sa première entreprise de conseil en investissement à l'âge de 16 ans. Originnaire d'Alicante en Espagne, elle a créé une deuxième société, Mister Lemon, qui exporte des rondelles de citron conditionnées, prêtes à consommer pour les cocktails, plats et desserts. Mister Lemon existe toujours.

03. Ignace Loomans, Jean-Baptiste Pleynet et Maria Mateo Iborra.

Success Story

Erick Durand

Fondateur, Alma Solar



KGS
KGS
.6X28.2 CM

« Je me concentre sur l'aspect commercial et sur la conception du système d'information qui sous-tend toute l'activité de l'entreprise. »

Systeme solaire

TEXTE Catherine Moisy
 PHOTOS Emmanuel Claude / Focalize, Alma Solar

Erick Durand est bien dans son époque. Il pense et il agit rapidement. Ainsi, à 23 ans il a créé sa première entreprise dédiée à la distribution de panneaux photovoltaïques, qu'il n'a cessé de repenser et d'améliorer, on pourrait dire «augmenter», pour en faire un véritable groupe, 9 ans plus tard. Pour l'aider dans ce projet il peut compter sur une constellation d'indépendants, aussi énergiques que lui.

—— Erick, pouvez-vous nous parler de votre parcours et nous dire ce qui vous a amené à créer Alma Solar en 2011 ?

J'ai fait mes études à Saint Etienne, en France. J'y ai suivi une formation d'ingénieur en alternance, pour partie à l'école des mines et pour partie au sein du site grenoblois d'Air Liquide qui, à l'issue des trois années du cursus, m'a proposé un poste au siège parisien de l'entreprise. J'ai refusé cette opportunité car je ne voulais pas vivre à Paris, et je suis retourné à Aix en Provence dont je suis originaire. Là, je suis entré un peu par hasard dans une startup qui distribuait des panneaux solaires, dont j'avais rencontré le patron en jouant au golf. J'étais leur premier salarié, affecté au service commercial. Mon salaire était modeste mais j'étais intéressé aux ventes réalisées. Je me suis découvert un véritable talent de vendeur et j'ai doublé le chiffre d'affaires de la petite société en un an. J'ai assez vite compris cependant que les perspectives d'évolution seraient limitées par la forte concurrence venue de Chine et d'ailleurs. De plus, c'était un marché très dépendant des aides étatiques, qui pouvait donc se retourner en cas de suppression ou de baisse de ces aides. J'ai donc décidé de me lancer à mon propre compte mais dans un autre pays. J'ai baptisé ma société Alma Solar en clin d'œil à Air Liquide qui m'avait proposé mon premier job et dont le siège parisien était situé près du pont de l'Alma. Les fournisseurs avec lesquels j'avais travaillé dans la petite entreprise d'Aix m'ont suivi. Ils connaissaient mon engagement et ma motivation et me faisaient confiance. Or, c'est un énorme avantage de pouvoir travailler en direct avec les fabricants car cela permet d'obtenir de bons prix et de pouvoir afficher des tarifs très concurrentiels. Je parlais donc avec un bel atout.

Pourquoi avoir choisi le Luxembourg pour créer Alma Solar ?

Je souhaitais créer mon entreprise sur un marché francophone, où la concurrence n'était pas encore très active. Mon

business model était basé sur un shop on line car j'avais étudié la façon dont les clients s'informent dans ce secteur et il s'avère que plus de la moitié trouve leur fournisseur par recherche internet. Il fallait leur expliquer l'avantage de commander en ligne car il n'existait aucun distributeur solaire online auparavant. Mon site a été d'emblée conçu en 5 langues pour cibler des clients partout en Europe. Je souhaitais donc m'implanter dans un pays reconnu comme carrefour logistique, d'où il serait facile de livrer tous les autres. Le Luxembourg réunissait ces conditions.

Et ça a marché tout de suite ?

En fait, au démarrage, les clients sont forcément rares. Quand quelqu'un appelait ou prenait contact via le site pour prendre des renseignements, je déployais mes meilleurs arguments et faisais des relances très suivies jusqu'à la prise de commande. Au début, je réalisais une vente par semaine, puis petit à petit une par jour et aujourd'hui nous en sommes à 6.000 commandes par an, en provenance de 32 pays, et je suis leader en France et en Belgique. Je ne me suis pas versé de véritable salaire pendant quatre ans. Je préférais injecter chaque euro gagné dans le développement de l'entreprise et en particulier dans le stock. Au début, j'étais contraint de faire livrer les clients directement par les fournisseurs (*drop shipping*). Il pouvait m'arriver de devoir coordonner des livraisons venant de trois fournisseurs, situés dans trois pays, l'un pour les panneaux solaires, un autre pour l'onduleur (*appareil électronique permettant de convertir une tension continue en courant alternatif, ndlr*) et un troisième pour les fixations, et cela nécessitait beaucoup de suivi pour que tout arrive en même temps chez le client final. C'est pourquoi la maîtrise du stock est très importante. Aujourd'hui encore, j'investis beaucoup dans ce poste. Outre le confort que cela apporte, cela permet surtout d'être réactif et de réduire les délais de livraison pour satisfaire mes clients.

Vous avez fait évoluer l'offre de l'entreprise. Comment et pourquoi ?

En effet, après être resté exclusivement un distributeur de matériel photovoltaïque de 2011 à 2015, j'ai voulu compléter l'offre en amont et en aval. J'ai donc d'abord lancé ma propre marque de panneaux solaires, l'M Solar, en partenariat avec une usine en Lituanie. Grâce à mon expérience de plusieurs années sur le marché, j'ai pu m'engager sur un volume garanti, en contrepartie du respect strict de mon cahier des charges. Ensuite, en 2018, j'ai lancé Workee, la marque dédiée à l'installation. Partout où je vends des panneaux, j'identifie les meilleurs installateurs et je les inclus dans mon offre pour proposer un service complet à mes clients. La fabrication et l'installation sont opérées avec des marques différentes pour pouvoir



être proposées à d'autres partenaires et vendues sur d'autres sites que le mien.

Votre entreprise est entièrement digitalisée et vous en êtes le seul salarié. Vous pensez que c'est un modèle d'avenir ?

Quand ma société s'est développée, j'ai commencé à constituer une équipe en recrutant des salariés. Malheureusement, j'ai été confronté coup sur coup à des «erreurs de casting» qui m'ont coûté du temps et de l'argent. Devoir me séparer d'un employé qui ne convient pas, peu importe la raison, m'a semblé l'une des choses les plus difficiles et désagréables du métier de chef d'entreprise. J'en ai déduit qu'il fallait s'y prendre autrement et j'ai commencé par automatiser toutes les tâches répétitives, celles pour lesquelles j'avais du mal à garder des gens motivés sur le long terme. Ensuite, j'ai confié toutes les tâches à valeur ajoutée, nécessitant une intervention humaine et non automatisable, à des indépendants ou des prestataires extérieurs, avec lesquels j'entretiens un rapport de client à fournisseur que je trouve personnellement

beaucoup mieux adapté à ma personnalité. Quand il y a un problème on se réunit, on en parle, on fait des ajustements et on se comprend en tant que chefs d'entreprise. Ces intervenants ont un contrat de service et sont rémunérés au temps passé. Je les trouve grâce à des plateformes européennes spécialisées qui recensent des freelances dans quasi tous les métiers. Je travaille ainsi avec une équipe qui fonctionne à distance, aux quatre coins de l'Europe. La plupart je ne les ai jamais rencontrés autrement que par Skype ou WhatsApp interposé et ils travaillent ensemble de la même façon. Mais ils sont tous très impliqués car ils ont tous intérêt à ce que cela marche. Ainsi, je n'ai plus de déconvenues de recrutement et le management quotidien est facilité. Le seul critère pour continuer à travailler ensemble est la satisfaction réciproque sur les projets. Beaucoup me disent d'ailleurs qu'ils travaillent avec moi pour le fun car mon entreprise, entièrement automatisée et digitalisée, est un cas assez unique. Pour ma part, je m'occupe exclusivement de l'aspect commercial qui est mon point fort et



04

de la conception du système d'information qui sous-tend toute l'activité de l'entreprise. C'est une organisation souple, qui accompagne facilement les variations d'activité, à la hausse comme à la baisse et qui me fait gagner beaucoup de temps, que j'utilise pour réfléchir à l'amélioration continue du service.

Quelles sont vos ambitions futures pour Alma Solar ?

En fait je vais continuer à élargir mon offre de services en lançant d'abord Alma Solar Banking, en partenariat avec un acteur de la place financière, pour permettre aux clients de financer leurs projets d'équipements solaires. Et ensuite, je compte lancer Alma Solar Leasing pour pouvoir proposer l'énergie solaire « as a service ». Avec cette option, les clients n'auront plus à s'occuper de rien. Au bout de quelques années, nous remplacerons leur matériel pour les faire bénéficier des derniers progrès technologiques et nous revendrons le matériel plus ancien sur des marchés demandeurs.

Jugez-vous réaliste l'objectif d'atteindre 25% d'énergie renouvelable au Luxembourg en 2030, alors que nous étions à 9% seulement en 2018 ?

Je pense que c'est tout à fait réaliste. C'est un problème de volonté politique. Si l'on exploitait toutes les toitures disponibles, on atteindrait facilement cette cible. La météo n'est même pas un problème au Luxembourg car ce sont les rayons solaires UV qui nous intéressent et ceux-ci traversent les nuages. La meilleure preuve est que l'un des premiers marchés européens pour Alma Solar est la Finlande. Une partie de ce pays est constitué d'îles qui ne sont pas reliées aux infrastructures terrestres du reste du pays et qui vivent très bien en autonomie énergétique grâce au solaire, malgré une météo qui, hormis trois mois de l'année, ne jouit pas d'un fort ensoleillement.

Liens utiles :

www.alma-solarenergy.lu www.alma-solarshop.fr

« Mon entreprise, entièrement automatisée et digitalisée, est un cas assez unique. »

01. En 2015, Erick Durand a créé sa propre marque de panneaux solaires, l'M Solar.

02. Aujourd'hui, Alma Solar traite 6000 commandes par an, livrées en 5 jours ouvrés en moyenne. Depuis un entrepôt de 2000 m² situé à Dudelange.

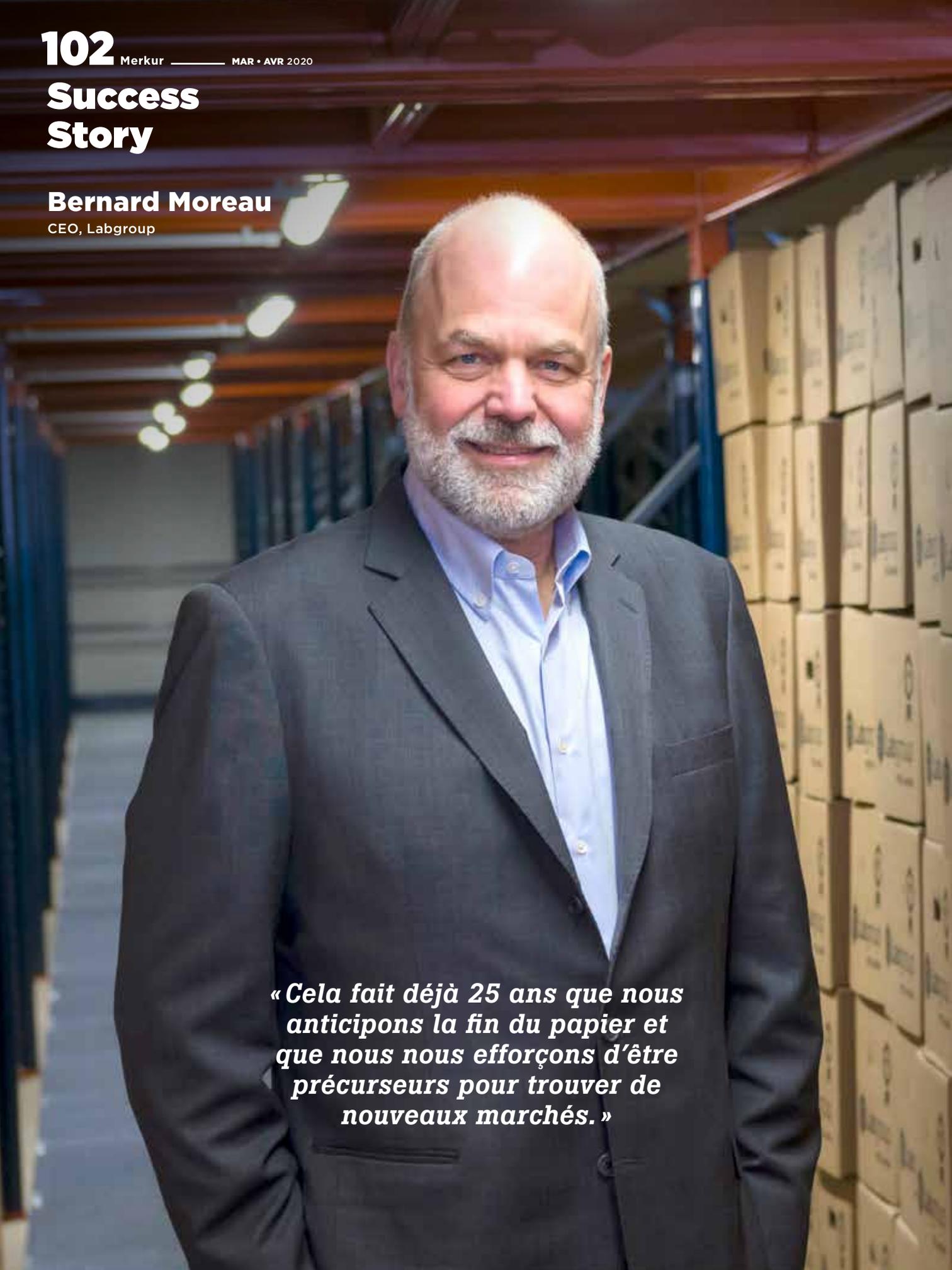
03. L'une des premières actions entreprises par Erick Durand a été de doter son site de vente en ligne d'un configurateur permettant aux internautes d'obtenir rapidement un pré-chiffrage de leur projet.

04. L'un des principaux marchés d'Alma Solar est la Finlande. Ici, une installation à Vaasa, dans l'ouest du pays.

Success Story

Bernard Moreau

CEO, Labgroup



« Cela fait déjà 25 ans que nous anticipons la fin du papier et que nous nous efforçons d'être précurseurs pour trouver de nouveaux marchés. »

Archives bien (sauve)gardées

TEXTE Catherine Moisy
PHOTOS Emmanuel Claude/Focalize et Labgroup

Au moment où les archives, documents et data, conservés par Labgroup pour ses nombreux clients, s'apprentent à intégrer une nouvelle « forteresse » à Grass, nous avons rencontré Bernard Moreau qui dirige l'entreprise depuis plus de vingt ans. Il nous explique la mue du métier de l'archivage, en parallèle des nombreuses évolutions réglementaires et technologiques des dernières années.

————— Pouvez-vous nous parler de votre parcours et nous dire ce qui vous a amené à co-fonder Lab Luxembourg en 1999 ?

En fait, j'ai repris l'entreprise en 1999 mais celle-ci avait été fondée en 1977 par des cousins à moi. A l'époque, Lab sarl louait des espaces de stockage à des professionnels ; c'était quasiment une activité immobilière. Puis des services de conseil sur la façon de bien stocker des archives ont été rajoutés, permettant au client d'optimiser son stockage et d'aller jusqu'à doubler la quantité de documents sur une même surface. Personnellement, rien ne me prédestinait à ce métier. J'ai fait des études de médecine avant de me réorienter vers le commercial. Après mes études, j'ai brièvement travaillé dans une imprimerie appartenant aux mêmes cousins, j'ai voyagé, puis je me suis mis à mon propre compte, sous le statut de Travailleur Intellectuel Indépendant. J'ai participé à divers projets, dont le lancement de la société de services internet Perceval. En 1999, un des cousins a souhaité se désengager de Lab sarl et j'ai repris l'entreprise avec l'autre cousin. Archiver des documents n'est pas une passion, mais ce qui est amusant est d'inventer la façon de faire évoluer ce métier. L'une des premières évolutions a été de remplacer les petits espaces fermés, loués à chaque client par un grand espace, à l'organisation optimisée, permettant de mutualiser les coûts et de ne facturer à chacun que l'espace réellement utilisé. Par la suite, nous avons proposé un service d'inventaire des documents stockés, d'abord sur disquette, puis sous forme d'une application internet sécurisée, ArcStore, qui existe toujours et que nous continuons d'améliorer pour lui ajouter des fonctionnalités et proposer de plus en plus de services.

Votre famille est d'origine anversoise, pourquoi avoir créé la société au Luxembourg ?

Mon cousin avait la fibre commerciale. Il vendait toutes sortes de fournitures dans toute la région, en étant sans



cesse sur les routes. A un moment, il a traversé la frontière pour aller vendre du papier Télex aux banques du Luxembourg qui en consomment beaucoup et il s'est aperçu que la plupart d'entre elles étaient à l'étroit dans des appartements du boulevard Royal. Alors il a eu l'idée de créer cette activité de location d'espaces de stockage sécurisés pour le secteur financier. Il devait nécessairement le faire au Luxembourg car les documents bancaires ne pouvaient pas quitter le territoire national.

L'archivage classique n'est vraisemblablement plus le métier numéro un de l'entreprise. Vers quoi votre offre évolue-t-elle ?

En fait l'archivage classique est encore notre première activité en termes de chiffre d'affaires mais ce ne sera plus vrai longtemps. Le stock de papier continue d'augmenter mais plus lentement qu'avant. Cela fait déjà 25 ans que nous anticipons la fin du papier et que nous nous efforçons d'être précurseurs pour trouver de nouveaux marchés. Cela a commencé par la numérisation de document, ce qui rend les recherches dans les archives beaucoup plus aisées, y compris par plusieurs personnes simultanément. Puis nous nous sommes intéressés très vite au stockage des données. Nous l'avons d'abord proposé sur des disques optiques avec une garantie de 50 ans. Aujourd'hui nous allons vers la sauvegarde en ligne de données cryptées. Nous allons petit à petit vers un monde où on arrêtera de produire du papier voué à la destruction et où tous les processus professionnels passeront par des documents dématérialisés, authentifiés et ayant un statut juridique reconnu. Tous les acteurs économiques ne sont pas encore mûrs pour cela mais nous participons à leur éducation.

Les évolutions réglementaires rapides en matière de protection des données représentent-elles des opportunités ou des contraintes pour vous ?

Le fait que nous travaillons depuis le début avec le secteur financier fait que nous ne craignons pas les réglementations strictes. Au contraire, nous adhérons aux certifications les plus pointues. Nous disposons évidemment de la certification PSF et nous avons été le premier à détenir la nouvelle certification PSDC (Prestataire de Services de Dématérialisation et/ou de Conservation) qui nous permet de conserver des documents électroniques jouissant d'une valeur légale, mais aussi de dématérialiser non seulement les documents papier, mais aussi les flux de travail et de la sorte de ne plus passer du tout par l'étape papier. C'est un atout incontestable vis-à-vis de ceux de nos clients qui ont besoin de cette certification pour certaines de leurs transactions.

La certification PSDC repose en partie sur la certification ISO 27001, norme internationale de sécurité des systèmes d'information dont les critères d'obtention sont extrêmement stricts. Nous avons donc réorganisé entièrement le travail de la société en fonction des exigences de cette norme, en revoyant l'ensemble de nos processus. C'est un travail considérable mais cela représente maintenant un réel avantage concurrentiel. Nous avons aussi la certification ISO 9001 pour la qualité et ISO 14001 pour notre système de management environnemental. Par ailleurs, toute notre offre d'archivage étant documentée avec des plans de classement et des plans de rétention (qui indiquent la durée de conservation de chaque document), nous contribuons à la mise en conformité RGPD de nos clients.

La concurrence est-elle très intense dans votre domaine ?

Nous avons des concurrents bien sûr, mais très peu proposent une gamme de services aussi étendue que la nôtre. Certaines sociétés de déménagement se sont mises à proposer de l'archivage ; des sociétés de nettoyage proposent de la destruction d'archives etc. La concurrence est toujours bonne car certains clients ne souhaitent pas acheter tous les services auprès d'une même entreprise. D'autres en revanche apprécient beaucoup de pouvoir passer par nous pour la totalité de la gestion de leurs documents. En ce qui concerne la Data je dirais que le marché est encore en train de se structurer et beaucoup de clients ne savent pas encore très bien comment aborder la question. Pour les aider, nous avons développé un département de consultance qui peut les guider.

Votre entreprise va déménager à Grass au deuxième trimestre 2020. Quelles évolutions votre nouveau site va-t-il permettre ?

Notre déménagement est motivé par plusieurs choses. Tout d'abord, pour que l'activité classique de stockage de documents reste rentable, il faut faire baisser ses coûts, notamment ceux liés aux locaux, et donc s'éloigner de Luxembourg-ville. Les m² coûtent moins cher à Grass qu'à Munsbach et Contern (*sites actuels de l'entreprise ndlr*). Ensuite nous allons augmenter notre efficacité en rassemblant toutes les activités sur un seul site. Ce déménagement est aussi une nouvelle occasion de rationaliser nos activités et de nous réinventer, en décidant par exemple de sous-traiter certains services qui ne font pas partie de notre cœur de métier, comme la mise à disposition de positions de repli (via notre partenariat avec Sungard Availability Services) permettant d'accueillir nos clients qui souscrivent à nos services restauration d'activités en cas de sinistre ou Disaster Recovery Services en



01



02



03

01. Afin de rendre plus fun ses conteneurs de collecte de papiers voués à la destruction, Labgroup a lancé un concours de créativité auprès des élèves du Lycée Technique des Arts et Métiers (la proposition gagnante à gauche), avec la participation de l'artiste Sumo (conteneur de droite).

02. 03. L'entrepôt d'archivage du futur siège de Labgroup à Grass, peut contenir 450.000 boîtes d'archives, sur 5.400 m²

04. La certification PSDC obtenue par Labgroup est un atout concurrentiel incontestable.

05. 06. La toiture des locaux de Grass est presque entièrement couverte de panneaux solaires et la grande terrasse, à l'avant du bâtiment, comporte une serre à disposition des employés. Dans le cadre de son déménagement, Labgroup a décidé de rémunérer la pratique du covoiturage et de réserver des places de parking gratuites à ces véhicules.



anglais, ou encore nos datacentres, confiés à Luxconnect qui offre les plus hauts niveaux possibles de service et de sécurité.

Le nouveau bâtiment aura aussi une dimension plus « ludique » qui me tient beaucoup à cœur. Par exemple, les corridors y sont larges pour permettre les rassemblements informels, il y a des jeux de fléchettes, une terrasse de 600m² munie d'une serre dans laquelle les employés pourront cultiver des plantes et nous serons entourés d'un pré fleuri naturel avec des ruches, des clôtures comportant des passages pour les hérissons et un dispositif de récupération des eaux de pluie. Nous voulons montrer l'exemple et créer un effet d'entraînement sur la zone d'activités.

Votre métier est connu pour être gourmand en énergie. Comment conciliez-vous cela avec vos valeurs affichées « planet friendly » ?

Nous sommes très contents que Luxconnect, notre partenaire pour les datacentres, utilise de l'énergie verte. A Grass, l'élément le plus

énergivore sera la machine de destruction de documents. Mais sa consommation sera très inférieure à l'énergie produite par les 2500 m² de panneaux solaires que nous avons installés sur la toiture du bâtiment. Nous avons prévu 600 m² initialement mais grâce à la nouvelle législation entrée en vigueur en 2019 nous garantissant un bon prix de revente de cette électricité au réseau Creos, nous avons décidé d'investir davantage.

Vos nouveaux locaux sont situés sur la Zone d'Activités de la Région Ouest (ZARO) et vous avez créé une association pour fédérer l'ensemble des entreprises du site. Pourquoi cette démarche ?

Tout d'abord parce que j'estime qu'il faut connaître ses voisins et créer un climat de convivialité. Ensuite cela permet de parler d'une même voix pour obtenir des dessertes de transports publics ou faire des achats groupés etc. A Grass, la démarche a rencontré un vif succès ; toutes les entreprises sont membres! —

« Le nouveau bâtiment de Labgroup aura aussi une dimension plus « ludique » qui me tient beaucoup à cœur. »

■ Lien utile :

● www.labgroup.com

Meet our Members



— ADY'S HYGIÈNE —

La société qui s'occupe de vos poubelles!

TEXTE Corinne Briault PHOTOS Pierre Guersing

Fondée en 1990 par Ady Wilhelmy, qui s'est à l'époque inspiré d'un business model suisse, la société Ady's Hygiène s'attache à faire de sa spécialité - le nettoyage des poubelles - une expérience bien organisée et propre ! Explications.

Reprise en 2016 par Georges Zahlen, Gautier Gosselin et gérée par Bob Braun, Ady's Hygiène a bien évolué depuis sa création il y a plus de trente ans. L'entreprise a aujourd'hui une flotte de camions derniers cris à sa disposition pour couvrir le territoire luxembourgeois et proposer des services qui se sont aussi diversifiés au fil des années. S'adressant tant aux particuliers qu'aux professionnels (les syndicats de copropriété, par exemple) Ady's Hygiène propose désormais en plus du nettoyage des poubelles, un service de sortie et de rentrée des poubelles et peut également installer des chariots pour les sacs Valorlux et fournir une solution de gestion des déchets encombrants dans les locaux poubelles des immeubles. La loi du 28 mars 2012 stipulant que les « immeubles résidentiels doivent être dotés des infrastructures nécessaires permettant la collecte séparée des différentes fractions et qualités de déchets dont ils disposent », Ady's Hygiène a également mis en place pour ses clients l'installation de stations de tri. La société fournit le matériel, procède au montage, enlève régulièrement les déchets, assure la pesée et le transport au centre de recyclage et la maintenance de la station (par exemple le remplacement d'une boîte usée ou endommagée, ou le nettoyage d'une boîte en plastique). Entretien avec Bob Braun, gérant.



01



02



03



04



05



06



07



08

Quels sont les projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

Dans notre secteur d'activités, les projets ne manquent pas. Mais le plus important pour les prochains mois est sans doute celui qui va toucher la standardisation et la digitalisation de notre organisation. Il va falloir tout encoder dans une nouvelle base de données qui va nous permettre de mieux planifier et gérer nos tournées.

Votre plus grande fierté ?

La satisfaction et la fidélité de nos clients, qui se sont beaucoup diversifiés depuis la création de l'entreprise. Aujourd'hui, outre les particuliers et les syndicats, nous comptons aussi des communes et des crèches. Puis, surtout nos collaborateurs, qui font un travail très difficile et dont le nombre a quasi doublé depuis mon

entrée dans la société. En 2016, nous étions onze et aujourd'hui, nous sommes presque vingt personnes.

La dernière fois que vous avez douté ?

Jamais ! Je doutais jusqu'à mon entrée chez Ady's Hygiène. J'ai fait des études dans le domaine de l'hôtellerie et je ne savais même pas que le genre de services que nous proposons existait. Depuis que je suis ici, je n'ai plus de doutes ! Ce sont plutôt des questionnements sur la manière de gérer les différentes situations au quotidien, parmi lesquelles la gestion des ressources humaines.

Avoir un esprit d'entrepreneur, c'est quoi pour vous ?

C'est aimer les gens, savoir s'entourer de

personnes compétentes, avoir une certaine créativité et savoir saisir des opportunités et surtout ne rien lâcher et être patient...notamment avec les administrations qui n'ont pas les mêmes *tempo*s que nous ! —

01. Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce (2° à partir de la g.) entouré de Gauthier Gosselin, Bob Braun et Georges Zahlen de Ady's Hygiène.

02. 03. 04. 06. Fondée en 1990 par Ady Wilhelmy, la société Ady's Hygiène est spécialisée dans le nettoyage des poubelles.

05. 07. 08. Ayant doublé le nombre de ses collaborateurs, la société qui s'adresse tant aux particuliers qu'aux professionnels propose désormais une large gamme de services allant, entre autres, du nettoyage des poubelles, au service de sortie et de rentrée des poubelles à des solutions de gestion des déchets encombrants dans les locaux poubelles des immeubles...

Meet our Members



— PEINTURES ROBIN —

Tournées vers l'écologie !

TEXTE Corinne Briault PHOTOS Pierre Guersing

Depuis leur création il y a plus de 90 ans, les Peintures Robin n'ont jamais quitté leur siège d'Useldange. Aujourd'hui, l'entreprise, qui emploie plus d'une centaine de personnes, mise sur le durable.

Les Peintures Robin, dont le nom est inspiré de Robert, seigneur d'Useldange où l'on peut encore admirer le château-fort, voient le jour en 1927, avec l'installation dans cette cité médiévale, d'une manufacture de couleurs et de vernis. La société crée une filiale à Luxembourg-ville en 1957 et débute la commercialisation de laques automobiles Standox. En 2004, elle investit dans la construction d'un dépôt-vente à Leudelange, où elle est encore aujourd'hui implantée. Restée fidèle à Useldange, l'entreprise y a agrandi plusieurs fois son usine sur son site historique. Aujourd'hui leader sur le marché luxembourgeois (75% des ventes se font sur le territoire grand-ducal), les Peintures Robin misent sur une stratégie à long terme basée sur la grande qualité de peintures conçues pour l'usage professionnel et le respect de la nature avec le plus haut niveau de qualité possible. L'entreprise s'est ainsi vu décerner plusieurs prix pour ses produits et a largement diversifié son éventail de peintures, pour le bâtiment (intérieur et extérieur) et pour l'industrie. Depuis plus de 50 ans, Robin est partenaire de Standox, leader mondial de la peinture automobile et travaille en collaboration avec de nombreux carrossiers et garagistes du Luxembourg. Elle est également spécialiste en matière de revêtements muraux et de sols. Les Peintures Robin fournissent à leurs clients professionnels un service allant bien au-delà de la simple livraison de produits ou accessoires de peinture et ont ouvert des ateliers de formation dans leur usine d'Useldange, afin que les peintres



01



02



03



04



05



06



07



08



09

professionnels s'initient ou se perfectionnent aux techniques décoratives et aux peintures modernes. Ces formations s'adressent également aux carrossiers et garagistes. Entretien avec Gérard Zoller, directeur général.

Quels sont les projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

Nos plus grands projets concernent la transition vers les produits écologiques. Nous souhaitons que toutes nos gammes sortent de l'ère du tout pétrole. Nous avons déjà plusieurs produits basés sur des huiles végétales ou minérales, comme Verdello, certifiée Cradle to Cradle (C2C) à base d'huile de Tall, Luxlin, à base d'huile de lin produite localement et en collaboration avec la Chambre d'Agriculture et les syndicats de distribution des eaux ou la Robin Loop, issue du recyclage de reliquats de peintures en collaboration avec la SuperDrecksKëscht. Enfin, un de nos autres grands projets 2020 sera la refonte totale de notre *corporate identity*.

Votre plus grande fierté ?

Etre présent sur le marché depuis 1927 est une grande fierté ! Que notre travail soit reconnu, salué par quatre prix de l'environnement et que nous remportions de nombreux succès depuis tout ce temps est également une grande fierté. Cela montre que nous avons réussi à suivre notre temps, à devenir une société moderne tournée vers la durabilité et l'écologie.

La dernière fois que vous avez douté ?

Jamais, car j'ai un caractère fondamentalement optimiste ! Par contre, chaque jour, je me pose beaucoup de questions, sur ce qui fait le quotidien de tout dirigeant d'entreprise : est-ce que les clients vont nous suivre ? Est-ce que je vais réussir à résoudre tel ou tel problème touchant à nos ressources humaines ? Etc.

Avoir un esprit d'entrepreneur, c'est quoi pour vous ?

C'est aller toujours de l'avant et ne pas se lamenter sur ce que l'on n'a pas réussi.

Ne pas compter sur les autres pour trouver des solutions. Je suis très inspiré par Rob Hopkins qui a lancé tout un mouvement d'actions pour les transitions écologiques des villes et qui prône la libération du pouvoir de l'imagination pour créer le futur que nous voulons. Pour résumer, c'est à chacun d'être innovant et d'inventer le futur !

01. (A g. 1^{er} rang) Gérard Zoller, directeur général de Peintures Robin et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce
 (2^e rang) Raphael Gilson – membre du comité de direction et responsable R&D et Catherine Heinrichs – membre du comité de direction et responsable QHSE, Peintures Robin

02. 03. 04. 07. Les Peintures Robin, dont le nom est inspiré de Robert, seigneur d'Useldange, voient le jour en 1927, avec l'installation dans cette cité médiévale, d'une manufacture de couleurs et de vernis. Aujourd'hui leader sur le marché luxembourgeois, les Peintures Robin misent sur une stratégie à long terme basée sur la grande qualité des peintures.

05. 06. 08. 09. Les Peintures Robin se concentrent sur la fabrication de peintures écologiques et ont reçu plusieurs prix pour leurs produits. Elles ont largement diversifié leur éventail de peintures, pour le bâtiment (intérieur et extérieur) et pour l'industrie.

Meet our People



« Une liberté de penser qui me permet de m'épanouir »

Laurent Lucius

Arrivé en septembre 2017 à la Chambre de Commerce, Laurent a intégré l'équipe de la House of Entrepreneurship en tant que Business Advisor. Il est à présent Entrepreneurship Project Coordinator in charge of SME Digitalization.

Un mot pour vous définir ?
Souriant.

D'où venez-vous ?
Luxembourg.

Ce qui vous a le plus marqué durant l'année écoulée ?

L'arrivée de Sweety, mon chien, recueilli à la SPA.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Quand Tom Baumert, le directeur de la House of Entrepreneurship, m'a proposé ce poste de Project Manager. Ce fut un véritable tournant dans ma carrière, une belle opportunité, mais aussi un énorme challenge.



Pourquoi faites-vous ce métier ?

Les entreprises et le secteur privé me motivent beaucoup, le travail en équipe aussi. De plus, Tom (mon directeur ndr!) me laisse une certaine flexibilité et une liberté de penser qui me permettent de m'épanouir.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

D'accepter que tout le monde soit unique.

Votre dernière recherche sur internet ?

Une recette de cuisine pour réaliser des Hashbrowns, pour savoir ce qui les différencie de nos Gromperkichelchers. La réponse: le céleri!

Un mot pour vous définir ?
Positif.

D'où venez-vous ?

Mes parents sont originaires du Monténégro, et sont arrivés au Grand-Duché il y a un peu plus de 30 ans. Pour ma part, je suis né ici, au Luxembourg.

Ce qui vous a le plus marqué durant l'année écoulée ?

Le premier jour d'école de mon neveu Din, âgé de 4 ans. Il était tellement heureux de sa journée qu'il me l'a racontée dans tous les détails!

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Ma rencontre fortuite dans les murs de la

Chambre de Commerce avec mon boxeur préféré, Vitali Klitschko, devenu homme politique. Malgré ma surprise, on a quand même fait une photo ensemble.

Pourquoi faites-vous ce métier ?

Pour la bonne ambiance qui règne au sein de l'équipe et pour le contact avec les gens.

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

Si tu n'essaies pas, tu ne sauras pas.

Votre dernière recherche sur internet ?

Trouver une destination pour mon prochain voyage.



Elmin Mehovic

Arrivé le 1^{er} septembre 2015 à la Chambre de Commerce, Elmin occupe actuellement le poste d'Assistant au département Ressources Humaines.

« J'aime le contact avec les gens »

Line Jacoby

Arrivée le 1^{er} mars 2008 à la Chambre de Commerce, Line a intégré le Service Formation professionnelle initiale. Elle est actuellement I-VET Advisor (Initial Vocational Education and Training).



« Rester toujours fidèle à soi-même »

Un mot pour vous définir ?
Directe.

D'où venez-vous ?

Du (presque) centre du Luxembourg, de Lintgen.

Ce qui vous a le plus marqué durant l'année écoulée ?

D'être seule dans le bureau que je partage habituellement avec une collègue, actuellement en congé, et donc de travailler aussi seule durant toute une année. Pas forcément très positif.

Votre meilleur souvenir professionnel ?

Mes collègues du service! C'est bien plus sympa de travailler dans

une bonne ambiance.

Pourquoi faites-vous ce métier ?

Parce que mon travail est très varié, je rencontre beaucoup de monde, principalement dans le cadre de la formation et de l'éducation. On partage des points de vue et des perspectives. C'est très enrichissant!

Le meilleur conseil que l'on vous a donné ?

Rester toujours fidèle à soi-même, indépendamment d'où le vent souffle.

Votre dernière recherche sur internet ?

Ce matin, RTL.lu pour connaître l'état du trafic.



PRÊT À
L'ENGAGER!

WIN
WIN

L'APPRENTISSAGE :
AVANÇONS ENSEMBLE !

L'apprentissage dans le commerce, les services, l'horeca ou l'industrie offre des perspectives d'avenir aux jeunes talents, tout en renforçant la compétitivité des entreprises formatrices. Un apprenti bien formé équivaut à un futur collaborateur qualifié.

winwin.lu

Une initiative de

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

PRÊT À
M'ENGAGER!

In the Spotlight



01. Le contrat d'apprentissage, conclu pour la durée de la formation entre le jeune et une entreprise, permet à l'apprenti d'acquérir une qualification correspondant aux besoins de l'entreprise. La promotion 2019 affiche un taux de réussite de 86,44 % aux formations DAP et CCP.

02. Carlo Thelen, CEO / Directeur Général de la Chambre de Commerce, a salué le lancement de plusieurs formations anglophones et le développement de nouvelles spécialisations dans les domaines comme l'e-commerce, l'infotronique, les énergies renouvelables ou encore la robotique, dont les compétences sont particulièrement recherchées.

03. Nora Back, présidente de la Chambre des salariés, a souligné que les dispositifs pour faciliter l'accès à la formation des salariés mériteraient d'être améliorés, voire renforcés par de nouvelles mesures.

04. Le ministre Claude Meisch a remercié les parties prenantes - chambres professionnelles, lycées et entreprises-formatrices - pour leur rôle dans le cadre de la réussite de la réforme de la formation professionnelle.

05. Le ministre Dan Kersch a confirmé que la part des jeunes ayant trouvé un emploi restait plus élevée chez ceux qui détenaient un diplôme professionnel que chez les élèves sans diplôme.



02



03



04



05



01

— APPRENTISSAGE —

577 lauréats à l'honneur

PHOTOS Laurent Antonelli / Blitz

Le 2 février 2020, la Chambre de Commerce, la Chambre des salariés et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ont organisé la remise solennelle des diplômes et des certificats sanctionnant l'apprentissage dans les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'hôtellerie et de la restauration, des services et du social-éducatif. 577 lauréats ont été honorés au cours d'une cérémonie à la Philharmonie en présence de Son Altesse Royale le Prince Félix, du ministre Claude Meisch, de Dan Kersch, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de Fernand Etgen, président de la Chambre des Députés.



06



07



08



09



10

06. Son Altesse Royale le Prince Félix a remis en présence du ministre Dan Kersch, 55 certificats de la « Promotion du Travail » aux lauréats ayant excellé lors de leur formation et obtenu des résultats exceptionnels.

07. 08. 09. 10. La remise des diplômes de fin d'apprentissage a également été l'occasion pour la Chambre de Commerce et la Chambre des salariés d'offrir un chèque-formation à tous les lauréats.

— BUSINESS CLUB FRANCE-LUXEMBOURG —

Réception France-Luxembourg

A l'aube de son cinquième anniversaire, le Business Club France-Luxembourg (BCFL) n'a pas dérogé à la tradition des vœux. En présence d'une centaine de ses membres et partenaires, il s'est réuni le 31 janvier dernier en la Résidence du Luxembourg à Paris, avec le Medef et la Fedil pour invités d'honneur.

PHOTOS Maëllenn de Coatpont, BCFL



01

- 01. Laurence Sdika, BCFL/ Chambre de Commerce, Ambassade du Luxembourg en France); Bernard Spitz, Président de la Commission International du MEDEF; Michèle Detaille, Présidente de la FEDIL et S.E. Martine Schommer, Ambassadeur du Luxembourg en France.
- 02. André-Luc Molinier, Directeur Europe du MEDEF et Morena Bernardini, Directrice de la stratégie d'Ariane Group.
- 03. Les échanges se sont clôturés autour d'un cocktail déjeunatoire et d'une dégustation de vins de la Moselle, notamment ceux primés la veille en la Résidence de l'Ambassadeur du Luxembourg en France, dans le cadre du Concours européen des vins de la Moselle, à savoir les vins du Domaine Laurent et Rita Kox, des Caves Saint Martin et du Domaine Reichsgraf Von Kesselstatt.



02



03

— FRUIT LOGISTICA 2020 —

The 'Fresh Hub Luxembourg'

The pavilion showcased Luxembourgish know-how as well as products and services at the specialised Trade Fair Fruit Logistica in Berlin from February 5th to 7th, 2020. Arthur Welter, Cargolux, LuxAirport and Grosbusch Fruits & Vegetables joined the 'Fresh Hub Luxembourg' national pavilion organised by the Luxembourg Chamber of Commerce and the Luxembourg Ministry of Economy.

PHOTOS Ronny Wolff, Cluster for Logistics

- 01. It is the third time Luxembourg has participated in the specialised fair. The exhibition is the leading industry get-together with a focus on perishables and fresh produce businesses. It provides a complete picture of the latest innovations, products and services on every level of the international supply chain.
- 02. 03. By joining forces and building a national pavilion with public and private actors, Luxembourg has managed to position itself as a hub for agricultural perishables, non-food and ultra-perishables in Central Europe. With more than 78,000 visitors (85% from abroad) and 3,276 exhibitors, Fruit Logistica is a very popular fair, considering that it focuses on a "niche" aspect of the logistics sector.



01



02



03

— VAKANZ 2020 —

Les vacances ont du succès !

Inauguré par Lex Delles, ministre du Tourisme, la 29^e édition du salon VAKANZ s'est déroulée du 17 au 19 janvier 2020 à Luxexpo The Box.

Axée autour du thème « Island Vacation », le plus important événement de la Grande Région dédié aux voyages et au tourisme a franchi la barre des 30.000 visiteurs.

PHOTOS Marie De Decker / Luxexpo The Box



02



01



03

01. 02. Près de 300 experts du voyage s'étaient donné rendez-vous pendant trois jours et de nombreux exposants et partenaires ont fait partager leur culture et leurs spécialités locales.

03. 04 05. Cette année, les îles ont été mises à l'honneur avec plus de cinquante destinations insulaires dont certaines ont été présentées pour la première fois. L'ambiance insulaire était aussi déclinée dans le programme de spectacles et animations tout comme dans l'offre culinaire.



05



04



06

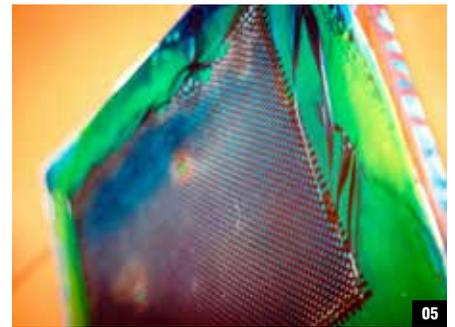
06. En 2021, VAKANZ soufflera ses trente bougies et aura lieu du 15 au 17 janvier. « Un tel anniversaire mérite son lot de surprises, restez à l'écoute », a indiqué Morgan Gromy, CEO de Luxexpo The Box.

— ART CUBE —

Roland Quetsch - Flat works, now and then

Roland Quetsch, artiste chercheur en peinture d'origine belgo-luxembourgeoise, a investi l' Art Cube de la Chambre de Commerce.

PHOTOS Pierre Guersing et Rémi Villaggi, Copyright Roland Quetsch, ADAGP, 2020, Courtesy Ceysson&Bénétière Gallery (03)



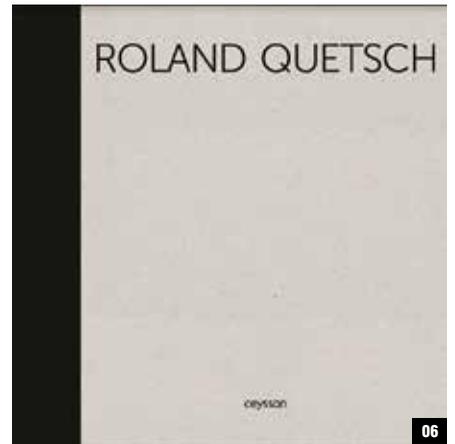
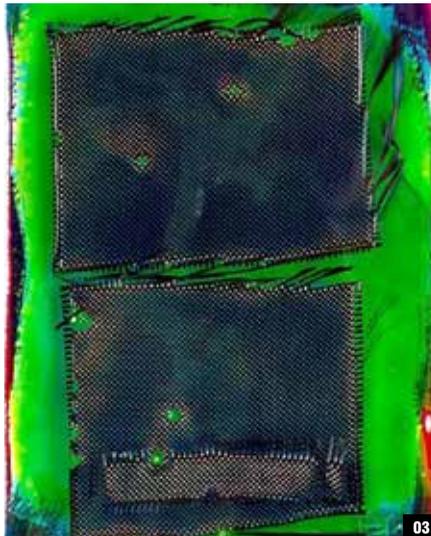
01. (De g. à dr.) Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, Roland Quetsch et Pierre Gramagna, ministre des Finances.

02. 03. L'artiste représenté par la prestigieuse galerie Ceysson&Bénétière (Saint-Etienne, Paris, Genève, Luxembourg, New York) lié aux dernières avant-gardes en peinture françaises et new yorkaises vient investir l'espace de l'Art Cube après son exposition fortement médiatisée à l'espace de la galerie Wandhaff. Il y avait exposé des oeuvres de grand format qui sont le fruit d'une recherche en peinture unique en son genre et qui aujourd'hui, se distinguent par leur grande lucidité et qui réussissent à lier formalisme et poésie.

04. 05. 06. Les fondations de son oeuvre se basent sur l'idée de la fragmentation d'un support qui se manifeste par un module qu'il a inventé au début des années 2000. Aujourd'hui il a commencé à s'intéresser à la tridimensionalité de la peinture en réalisant des découpes ou en attachant ses oeuvres avec des accroches mobiles tels que des charnières.

A l'Art Cube il complète la vue sur son travail en accrochant des oeuvres sur support plat de grand format - associées à la série des p.o.s.b. - datant du début des années 2010, et des oeuvres récentes réalisées à la fin de la même décennie. Les deux séries sont très différentes l'une de l'autre et montrent l'une comme l'autre comment il navigue avec grande lucidité sur la vague du plaisir de travailler la peinture.

www.rolandquetsch.com;
www.ceyssonbenetiere.com



— FEDIL —

Être en phase avec le monde d'aujourd'hui

Le 22 janvier 2020, la FEDIL a organisé sa traditionnelle réception du Nouvel An à Luxexpo The Box en présence de quelque 950 personnes issues du monde économique, politique, institutionnel, ainsi que des entreprises membres de la fédération.

PHOTOS FEDIL / Ann Sophie Lindström



01

01. La réception, axée sur le thème « Back to School », a mis l'accent sur l'importance des jeunes talents pour l'économie et la nécessité pour le gouvernement d'élaborer des propositions destinées à relever le double défi de la mobilité des travailleurs et de la pénurie de main d'œuvre qualifiée face aux transformations technologiques d'aujourd'hui et de demain.

03. L'entrepreneur belge, Peter Hinssen, invité d'honneur, conseiller et auteur de plusieurs livres, a souligné l'importance de l'innovation radicale en tant qu'accélérateur de l'industrie. Non sans humour, il a présenté Phoenix, son concept d'entreprise innovante à la pointe des technologies naissantes. Un speech à la fois stimulant et inspirant.

04. Le ministre de l'Économie, Étienne Schneider, qui a quitté ses fonctions de ministre début février 2020, a dressé le bilan de son mandat et a remercié la collaboration étroite et efficace avec le monde industriel.



03



04



02



05



06

02. Michèle Detaille a souligné le rôle de l'industrie pour contrer les effets du changement climatique : « Expliquez à ceux que la protection de l'environnement passionne que l'industrie n'est pas le problème, mais que l'industrie est une partie de la solution. ».

05. 06. Après la séance académique, la soirée s'est poursuivie dans une ambiance conviviale et festive.

— TRADE MISSION TO THE UAE —

Paving the way to Expo 2020 Dubai

From 26 to 30 January 2020, the Luxembourg Chamber of Commerce, the Ministry of the Economy, the Embassy of Luxembourg in Abu Dhabi and the Luxembourg Trade & Investment Office organised an official trade mission to Abu Dhabi and Dubai. The official mission was headed by HRH the Crown Prince, Guillaume of Luxembourg, the Deputy Prime Minister, Minister of the Economy and Minister of Health, Etienne Schneider, and the Minister of Finance, Pierre Gramegna.

The commercial delegation, led by the Luxembourg Chamber of Commerce, was composed of 62 companies with a total of over 90 representatives from a variety of sectors, primarily from health tech, logistics, and space.

PHOTOS SIP/Jean-Christophe Verhaegen (1, 3, 5, 10, 11, 12); Luxembourg Chamber of Commerce (2, 7, 8, 9, 13); Dubai Chamber of Commerce and Industry (4); Dubai South (6)



01. Unveiling of the inaugural plaque at the Luxembourg Pavilion by H.R.H. the Hereditary Grand Duke.

02. Emirates SkyCargo and Cargolux Airlines, two strategic operational partners in air cargo transportation (Al Maktoum Airport).

03. The Luxembourg Pavilion at Arab Health 2020, the largest gathering of healthcare companies, technology, products and services in the MENA region. (From left to right) Carole Brückler, Strategic Advisor to the Health Technology Directorate, Ministry of Economy; Elisabeth Cardoso, Ambassador of the Grand Duchy of Luxembourg to the United Arab Emirates; Etienne Schneider, H.R.H. the Hereditary Grand Duke; Carlo Thelen, CEO of the Chamber of Commerce and Peter Hall, President of Informamarkets.

04. 30 Luxembourg companies had tailor-made meetings arranged with on average about 7 local companies each, totaling an impressive 200+ B2Bs.

05. Steel and glass made in Luxembourg contributed to the construction of the Burj Khalifa in Dubai, currently the world's tallest building.



06. 07. The business delegation visited Dubai South and the Emirates SkyPharma Center.

08. The Luxembourg health tech delegation composed of 29 health professionals and experts visited the renowned King's College Hospital in Dubai.

09. A delegation of 25 logistics professionals and officials made their way to the Khalifa Industrial Zone Abu Dhabi (KIZAD), a multibillion-dollar industrial park and ports operation on a greenfield site near Abu Dhabi.



05



07



08

10. The Luxembourg Chamber of Commerce signed a Memorandum of Understanding with the Federation of UAE Chambers of Commerce and Industry.

11. The second day began with the official Luxembourg-Dubai Business Forum at the premises of the Dubai Chamber of Commerce and Industry.

12. Expo 2020 Agreement Signing Ceremony.

13. The space delegation took part in the 'UAE-Luxembourg Space Investor Forum', the very first forum of its kind.



09



11



10



12



13

— "STATER MOBILITÉITSDAG" —

Gratuité des transports: le Luxembourg en fête!

Le dimanche 1^{er} mars 2020, le Luxembourg est devenu le premier pays au monde à offrir la gratuité des transports publics sur l'ensemble de son territoire. Le samedi 29 février 2020, animations, concerts, visites guidées et tours multimodaux se sont succédé pour fêter l'événement!

Seule la première classe en train reste payante. Les distributeurs et les composteurs de billets sur les quais de gare sont donc maintenus. La mKaart continuera de donner accès aux services de mobilité tels que les P+R, mBox et bornes électriques Chargy. Les titres de transport en 2^e classe sont supprimés, mais tout voyageur devra à tout moment pouvoir présenter une pièce d'identité. En ce qui concerne les transports transfrontaliers, les tarifs ont été revus à la baisse sur les réseaux voisins (SNCB, DB et SNCF). Sur le réseau RGTR, les tarifs "RegioZone" ont également été réduits.

PHOTOS Frédéric Bajard / FCB Photography



02



01

01. Des mini-concerts ont eu lieu dans quatre gares (Belval- Université, gare de Luxembourg, Pfaffenthal-Kirchberg et Ettelbruck). Ici, Jean Muller, pianiste luxembourgeois, interprète une pièce à la gare de Luxembourg.



05



03



04



06



07

07. De g. à dr. : Lydie Polfer, bourgmestre de la Ville de Luxembourg ; François Bausch, ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Carole Dieschbourg, ministre de l'Environnement.



08



09

02. 03. De nombreux artistes locaux ont offert une programmation riche et variée, comme ici, avec le groupe AlfaAlfa (2) et Seed to Tree (3).

04. Que ce soit le train, le bus ou le tram, et que l'on soit Luxembourgeois, transfrontalier ou simple touriste... plus besoin de tickets pour se déplacer au Grand-Duché.

04. Que ce soit le train, le bus ou le tram, et que l'on soit Luxembourgeois, transfrontalier ou

05. 06. Entre les concerts, des interventions musicales déambulatoires ont interpellé les voyageurs dans les trains, le tram et les bus.

08. 09. 10. 11. À partir de 18h, les musiciens se sont retrouvés pour un concert exceptionnel qui s'est déroulé dans le cadre insolite du « Neien Tramsschapp » au Kirchberg avec des performances de DJ DEE, Michel Reis feat. Studnitzky, EDSUN, Serge Tonnar (08), Tuys (11), Nicool, Stayfou et Flex Diamond.

12. 13. Enfants et adultes ont profité de cette journée festive grâce aux animations pour s'amuser en famille, avec des ateliers destinés aux plus petits et une offre culinaire offertes par plusieurs food trucks.



11



10



12



13

Blast from the Past!



— VINTAGE ADS —

The more things change, the more they stay the same?

Inspired by the Chamber of Commerce's new visual identity that favours simplicity and sleekness, in this edition of *Blast from the Past*, we take a look at some of the vintage advertising that has previously appeared in the Merkur.

Even at a quick glance, one thing is clear: the more things change, the more they stay the same. Forty years ago, in 1980, the Japanese firm Toshiba, whose logo has been their name alone in a simple font for decades, ran an ad campaign for photocopiers in the Merkur that was both minimalist sleek and busy. On one page, a photocopier sits in an otherwise empty space, two pages later, a full page completes the ad with a display of their entire range of copiers, including specs and an order form. (For more info about photocopiers and eco-friendly choices in the workplace, be sure to check out the Merkur's poster at the end of the magazine!)

Another full-page ad ran in the Merkur that

year for what would be a burgeoning business for the foreseeable future: a computer store that provided maintenance and sold both personal computers as well as 'terminals connected to their computing centre'. Boasting a computer business since 1965, this early IT concept store was... 100% Made in Luxembourg!

Also in 1980, yet another computer ad highlighted an issue that has been debated by economists, philosophers, and sociologists alike since the invention of the wheel: the question of machines replacing humans. The German office computer EFAS-KIENZLE 2000/2200 claimed to do just that – but as a friend:

'For a fraction of a salary, small and medium-sized companies can hand over their accounting, billing, and stocks to a trustworthy, fast and efficient friend. The office computer EFAS-KIENZLE 2000/2200'.

With computers like that, who needs friends?—

More info:

Original images available in the Merkur online archive:
www.cc.lu/en/merkur/archive/



TALENT CHECK ✓

DÉTECTEUR DE TALENTS

Un apprenti(ssage) peut être la
clé de votre prochain succès...

CHAMBER
OF **COMMERCE**
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

by
**WIN
WIN**

winwin.lu

Coming up soon

Calendrier des manifestations

16

Journée de l'économie 2020

MARCH 2020
Luxembourg (LU)



The Luxembourg Ministry of the Economy, the Chamber of Commerce of Luxembourg and FEDIL, in cooperation with PwC Luxembourg, organize the "Journée de l'Economie". The subject of the conference will be "Climate crisis: are we turning the corner? A crucial shift for Luxembourg's economy".

■ Infos: www.cc.lu rubrique Agenda
www.jecolux.lu

19

Petit-déjeuner ILNAS – Université du Luxembourg

MARS 2020
Luxembourg (LU)



L'ILNAS, en collaboration avec l'Université du Luxembourg et avec le soutien du GIE ANEC organise un petit déjeuner dédié à l'Internet of Things (IoT) et à la normalisation technique. L'Université du Luxembourg présentera un rapport technique traitant des écarts entre la recherche et la normalisation technique en matière de données et de confidentialité, en se concentrant sur les technologies de l'IoT.

■ Infos: www.cc.lu rubrique Agenda

20

16^{ème} édition des rencontres d'affaires internationales b2fair au salon Hannover Messe

24

AVRIL 2020
Hannovre (DE)



La Chambre de Commerce de Luxembourg et son Enterprise Europe Network organisent la 16^{ème} édition des rencontres d'affaires internationales b2fair dans le cadre de la foire d'Hannovre. Plus de 30.000 rendez-vous d'affaires pour 4.000 entreprises ont été organisés depuis 2005. Une visite accompagnée pour les entreprises luxembourgeoises est également organisée lors de cette foire.

■ Infos: www.cc.lu rubrique Agenda
www.b2fair.com/hannovermesse2020

27

Atelier Horeca : la surveillance sur le lieu de travail

AVRIL 2020
Luxembourg (LU)



Le secteur de l'HORECA est un secteur fortement réglementé. C'est au bénéfice du client, mais également au bénéfice de l'entrepreneur. Cela permet en effet de clairement établir les règles du jeu par rapport à ses employés, ses clients, ses partenaires. (Ré)apprenez vos droits et la législation liée au secteur de l'HORECA de façon simplifiée et agréable.

■ Infos: www.cc.lu rubrique Agenda

04

Atelier Horeca : la contestation de facture et la facture acceptée

MAI 2020
Luxembourg (LU)



(Ré)apprenez vos droits et la législation liée au secteur de l'HORECA de façon simplifiée et agréable. Au programme : Le principe de la facture acceptée, les bons réflexes, délai de contestation et forme.

■ Infos: www.cc.lu rubrique Agenda

12

Rencontres d'affaires b2fair au salon ICT Spring Luxembourg

13

MAI 2020
Luxembourg (LU)



La Chambre de Commerce du Luxembourg et son Enterprise Europe Network organisent pour la 5^{ème} fois consécutive, un événement de matchmaking b2fair lors du salon ICT Spring Europe. L'événement offre aux entreprises la possibilité de trouver des partenaires d'affaires et encourage les partenariats stratégiques dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, que ce soit à l'échelle européenne ou internationale.

■ Infos: www.cc.lu rubrique Agenda
<https://www.b2fair.com/ictspring2020>

■ ■ ■

ALL YEAR LONG
Luxembourg (LU)

Go Digital workshops



In order to help businesses bring digital transformation into their business models, the House of Entrepreneurship provides support to those facing the challenges of digitisation and expanding their use of information technology (ICT). This support is provided in collaboration with Luxinnovation and is three-fold:

- Distributing information and raising awareness on the digitisation of SMEs
- Evaluating the SME digitisation process via self-assessment
- Offering advice, assistance, and training.

■ Dates and complete programme available here: www.cc.lu Agenda – (+352) 42 39 39 857/871 – Laurent Lucius / Marion Pailler

■ ■ ■

TOUTE L'ANNÉE
Luxembourg (LU)

Formations Go Digital



Face aux divers défis liés à la digitalisation des entreprises, la House of Entrepreneurship soutient les entreprises encore peu matures au niveau technologique (TIC) dans leurs efforts, en vue de transposer la transformation digitale dans leurs «Business-models». Cet accompagnement, dispensé en collaboration avec Luxinnovation, se fait au travers de trois axes:

- Information et sensibilisation à la digitalisation des PME
- Evaluation de la digitalisation des PME via un auto-diagnostic
- Conseil, accompagnement et formation.

■ Pour consulter les dates et le programme complet des workshops: www.cc.lu rubrique Agenda – (+352) 42 39 39 857/871 Laurent Lucius / Marion Pailler

Upcoming Training Sessions



HOUSE OF
TRAINING

	ENTREPRENEURIAT & GESTION D'ENTREPRISE				
Création et reprise d'entreprise	Structurer son projet de création d'entreprise	27.04.2020	☀	FR	16h
Gestion et développement d'entreprise	Gestion de projet pour cadres et dirigeants	21.04.2020	☀	FR	8h
	ORGANISATION INTERNE DE L'ENTREPRISE				
	Gestion de projet - Fondamentaux	06.05.2020	☀	FR	21h
Gestion de projet	L'essentiel de l'audit interne (ISO 9001)	14.05.2020	☀	FR	16h
	RESSOURCES HUMAINES				
Gestion des rémunérations	Gestion de la saisie et cession sur salaire	12.05.2020	☀	FR	3h
Gestion des ressources humaines	Gestion du congé parental	14.05.2019	☀	FR	4h
	COMPTABILITÉ				
Outils de comptabilité	Générer les tableaux de bord dans Sage BOB 50	12.05.2020	☀	FR	8h
Techniques comptables	Préparer les opérations d'inventaire et la clôture de l'exercice comptable	29.05.2020	☀	FR	14h
	DROIT				
	AML pour non-banque	27.04.2020	☀	FR	3h
Droit des affaires	AML für Nicht-Banken	08.05.2020	☀	DE	3h
	FISCALITÉ				
Fiscalité des entreprises	Techniques d'évaluation fiscale	07.05.2020	☀	FR	7h
Fiscalité indirecte	Contentieux TVA - Procès-verbal, réclamations, que faire quand les déclarations de TVA ne sont pas acceptées ?	23.04.2020	☀	FR	4h
	INFORMATIQUE				
	MS Excel - Traitement de données et fonctions évoluées	10.04.2020	☀	FR	8h
Logiciels bureautique et outils numériques	Macros VBA dans Excel - Fondamentaux	25.05.2020	☀	FR	21h
	COMMERCE				
	Techniques d'achats - Fondamentaux	11.05.2020	☀	FR	14h
Techniques de vente et d'achat	Initiation à la vente pour non-vendeurs	25.05.2020	☀	FR	7h
	MARKETING & COMMUNICATION				
	Médias sociaux et outils numériques - Cycle d'ateliers pratiques	21.04.2020	☀	FR	35h
Communication digitale	Stratégie digitale efficace - Construire un plan de communication numérique (HEC-Liège)	28.05.2020	☀	FR	8h
	ASSURANCES				
Distribution de l'assurance vie en prestation de services (LPS)	The New Era of Insurance Distribution	13.03.2020	☀	EN	4h
	BANQUES				
Digital Finance	Introduction to Digital Finance	23.04.2020	☀	EN	4h
Réglementations bancaires	Lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et KYC pour banques - Nouveautés	24.04.2020	☀	FR	2h
	VÉHICULES & GESTIONNAIRES D'INVESTISSEMENT				
Fund Accounting	IFRS Principles Applied to UCIs	22.04.2020	☀	EN	8h
Laws and regulations	European Fund Taxation and Reporting	28.04.2020	☀	EN	8h
	DÉVELOPPEMENT PERSONNEL				
Communication professionnelle	Speaking in Business with Confidence	04.05.2020	☀	EN	8h
Connaissance de soi	Entreprise de soi - Outils du management au service du développement personnel	06.05.2020	☀	FR	14h

Index

360Crossmedia _14

1,2,3

A,B,C

Abdoul-Moumouni Garba _94

Accenture _22

Adecco _26

ADEME _46

Administration des contributions directes _36

Ady's Hygiène _106

Agence Internationale de l'Energie (AIE) _46

Agence spatiale européenne (ESA) _40, 94

Air liquide _98

Ajilon _26

ALCOPA _14

ALD Automotive Luxembourg _12, 16

Alibaba _60

AliExpress _60

Alma Solar _98

Alma Solar Banking _98

Alma Solar Leasing _98

Am Gronn _16

Amazon _60, 64

Aperam Corporate _83

Apple _26, 68

Arbed _82

ArcelorMittal _34, 46, 83

Art and Build architect _20

Arthur Welter _52

Astrid Black Label _07

Autopolis _14

Atelier du Tricentenaire _14

Baker Tilly Luxembourg _14

Ballinpiitt _18

Bâloise Assurances Luxembourg _08, 12, 20

Banking Circle _27

Banque asiatique de développement (ADB) _94

Banque Européenne d'Investissement _49

Banque de Luxembourg _10

Banque Internationale à Luxembourg _12, 26

Banque Raiffeisen _12

Bausch François _34

Bechet Emilie _84

Belgo Mineira _82

Bettendorf Charles _82

BGL BNP Paribas _12

BIM e-Solutions _29

bingo.lu _12

Bol.com _60

Boschi Alessandro _49

Boulbayem Hinde _88

Bouvier Pascal _42

Bowyer Andy _24

Brasserie Nationale _18

Braun Bob _106

Brinkert Matthias _88

Brown Shipley _20

Buck Nicolas _32

Bundesvereinigung der Deutschen

Arbeitgeberverbände (BDA) _34

Business Club Luxembourg _29, 34, 40

BusinessMentoring _90

Cactus _12, 46, 52

Caisse des Dépôts et Consignations _42

Caisse nationale de santé _36

Caisse pour l'avenir des enfants _36

Calvin Klein _08

Camerafirma _42

Capgemini _94

Cardif Lux Vie _18

Cardone Carmen _78

Care Luxembourg _36

Caritas Luxembourg _07

Cargolux _24

Cdiscount.com _60

Cebi _22

Centre Commun de la Sécurité Sociale (CCSS) _34

Chambre de Commerce _24, 28, 29, 34, 36, 38,

40, 60, 70, 76, 82, 84, 88, 94, 106, 108, 110, 122

Chambre des Métiers _36

Chongwa _26

Ciné-Sud Promotion _27

Cisco _84

Comfiz _38

Commission de Surveillance du Secteur Financier _27

Commission européenne _36, 72

Confédération Luxembourgeoise du

Commerce (CLC) _60

Consensys _94

Creos _102

Croix Rouge _08

Clausse Astrid _42

Clément Cédric _42

Clubee _90

Combet Etienne _42

Creos _22

Cucchiara Michel _06

D,E F,G

Dataperformers _40

DataThings _22

De Dood Kim Kevin _40

De Prince Archibald _40

de Ryck Kris _42

Degrave Clovis _40

Delhaize _07

Delles Lex _28, 36

Delly Dominique _16

DEUX by Eline De Munck _08

D'Haese Peter _34

Di Luzzio Marco _42

Dieschbourg Carole _36

Digital Luxembourg _30, 42

Durand Erick _98

DYJCode _07

Eaglestone _18

Ebay _60

Ecole des mines de saint Etienne _98

Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme du

Luxembourg (EHTL) _38, 40

Ecom _60

Ekstrand _29

Eurostat _60

Ecolutis _34

EFA _27

EFAS-KIENZLE _122

E-LuxVTC _16

Emma _38

Enerdeal _18

ENGIE Solelec _12

Enovos _46, 52

Enterprise Europe Network Luxembourg _36

Etika _08

Esch Caroline _40

European Lab _29

European Financial Reporting Advisory Group _29

(EFRAG) European Research Council (ERC) _40

EY Luxembourg _10, 44

Eventbrite _34

Facebook _46

Fairkoperativ _12

Farsi Sepideh _27

Fayot Franz _29, 30

Fédération Nationale des Hôteliers, Restaurateurs _28

Forest Stewardship Council (FSC®) _83

Fundraising Boutique _84

Cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg _28

Fedil _46

FIBetrust _14

Finance Montréal _38

FLUXaudit _14

Fondation Cancer _32

Fondation du Grand-Duc et de la

Fraipont Xavier _27

Gramegna Pierre _27

Grande-Duchesse _12

Fondation Lëtzebuurger Kannerduerf _12

Fonds social européen _36

Fontaine Aurélien _40

Foundation for the Protection of the Environment _78

Foyer _16

Fries Nicolas _32

Galerie Pletzer _07

Germaine Dorothy _16

GIEC _46

Gilson Raphaël _108

Goodyear Europe _24, 27

Google _46, 68

Guess _07

Guillot da Cruz Tania _16

H,I,J

Hailovic Meida _16

Hansen Patrick _22

Heinrich Catherine _108

Hess Joseph _56

Highside _10

Hilger Anouk _52

HORESCA _30, 40

Hostellerie du Grünewald _40

House of Entrepreneurship _30, 84, 110

House of Startups _10, 36, 84

House of Training _38

Houtekamer Annette _94

HP _94

HUB@Luxembourg _84

Huckletree Dublin _42

Hydro _06

Ibisa _94

Ibrahim Waqas _24

IF Group _14

ILR _46

IMS _24, 30, 36

IM Solar _98

Infrachain _42

InfoCert _42

InsingerGillissen _20

Inspection Générale de la Sécurité Sociale _64

Institut Luxembourgeois de la Normalisation (ILNAS) _34

Institut viti-vinicole _40

InTech _94

International Climate Finance Accelerator (ICFA

Luxembourg) _84

Investissement Québec _38

IRENA **_46**
ISEC **_38**
itsme **_42**
Jack&Jones **_07**
Jacobs Julie **_40**
Jacoby Line **_110**
Janecek Dieter **_38**

K,L M,N

KBL Luxembourg **_20**
Khang Vu Tien **_94**
Khtour Sidi Mohamed **_78**
Kichechef **_52**
Kirschfink Adrien **_22**
Klaxit **_34**
Kleos Space **_24**
la Cour Anders **_27**
La Distillerie **_40**
La Taverne Victor Hugo **_16**
Lab Group **_18, 102**
Lalux Assurances **_94**
LALUX-Vie **_18**
Lammar Thomas **_29**
Le Village by CA (Crédit Agricole) **_84**
letzshop.lu **_60, 84**
LexRock AI **_38**
Linster Alain **_84**
Linster Philippe **_84**
Loomans Ignace **_94**
Lucius Laurent **_110**
Luxair Luxembourg Airlines **_07, 29**
Luxaviation Group **_22**
Luxconnect **_102**
LuxDev **_94**
Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) **_40**
Luxembourg-City Incubator (LCI) **_84, 88**
luxcaddy.lu **_60**
Luxembourg House of FinTech (LHoFT) **_42, 84**
Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) **_84**
Luxembourg Space Agency (LSA) **_42, 94**
Luxfactory **_94**
LUXHUB **_22**
Luxinnovation **_36, 44, 46, 84, 90**
LuxSE **_26**
Luxtram **_52**
LuxTrust **_10, 42**
Lycée technique de Bonnevoie **_40**
Lycée Technique des Arts et Métiers **_102**
Mandexpa **_06**
Mangen Gilles **_90**
Mateo Iborra Maria **_94**
Mathys Arnaud **_32**
Maxus **_14**
Mayrisch Emile **_82**
Megenon **_44**
Mehovic Elmin **_110**
Meisch Claude **_84**
Merck Finck **_20**
MG **_14**
Microlux **_16**
MiddleGame Ventures **_42**
Ministère des Classes moyennes **_28**
Ministère de l'Économie **_28, 29, 36, 44, 46, 60, 90**
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **_28, 36**
Ministère de l'énergie **_55**
Ministère de l'Environnement, du Climat et du

Développement durable **_36**
Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) **_94**
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **_36**
Mister Lemon **_94**
Mohammed VI **_78**
Monteiro da Silva Duarte Nuno **_16**
Moreau Bernard **_102**
Moreno **_18**
Morgan De Toi **_07**
Munich Re Group **_94**
Myenergy **_46**
MyGuichet.lu **_36**
Nadifin **_42**
National Body for Moroccan Tourism **_78**
National Research Institute of Fisheries (Institut National de Recherche Halieutique, INRH) **_78**
Neises Armin **_88**
Nyuko asbl **_32**

O,P Q,R

OCDE **_46, 82**
OCSIAI **_26**
Oekozer Pfand ASBL **_36**
OfficiumLIVE **_40**
ONU **_10, 24, 46**
Orbital Ventures **_44**
Otto.de **_60**
Pan-Entertainment **_27**
Panelux **_52**
Paul Wurth **_22**
Paul Wurth Incub **_84**
Pavillon «Eden Rose» **_40**
Peintures Robin **_108**
Perceval **_102**
Pleynet Jean-Baptiste **_98**
Polaar Energy **_46**
Polaszewski-Plath Annett **_34**
POST Luxembourg **_14, 52, 94**
Prafalux **_46**
Pulaetco **_20**
Pure ETCR **_24**
PwC Luxembourg **_22, 36, 70**
Québec International **_38**
Quintet Private Bank **_20**
Rcarré **_18**
Reichert Bill **_10**
Regional Council of Tourism of Morocco **_78**
Rgroup **_18**
RTL **_46, 52**
Rytokoski Mike **_24**

S,T,U

Safari **_26**
SAIC Motor **_14**
Santissi Jazia **_78**
Sapa **_06**
Scharfe Robert **_26**
Scharff Christian **_36**
Schiltz Christophe **_29**
Schintgen Karin **_84**
Schneider Etienne **_40, 42, 44**
Science **_44**
Schymanski Emma **_44**

SEALWeb **_42**
Service des médias et des communications **_30**
Silicon Valley Association of Startup Entrepreneurs **_10**
Skype **_98**
Société électrique de l'Our **_46**
Société européenne des satellites (SES) **_94**
SOLER **_46**
Soul Rider Tours **_78**
Spa Escape **_16**
Spaces place **_06**
Sport50 **_90**
Spring Professional Luxembourg **_26**
Spuerkess **_32**
Standox **_108**
STATEC **_46, 64, 68**
Stien Edlund **_07**
Sudcal **_46**
Sumo **_102**
SUMY **_88**
Sungard Availability Services **_102**
SuperDrecksKéscht **_108**
Swirl **_56**
Tarantula **_27**
Technoport **_84, 90**
Tereba Cindy **_42**
Thelen Carlo **_29, 106, 108**
Tinexta group **_42**
Tokeny Solutions **_22**
Tommy Jeans **_07**
Total Luxembourg **_14**
Toshiba **_122**
Traiteur Niessen **_40**
Transport Express **_16**
Travel Tailor **_08**
Turmes Claude **_46, 55**
Université de Harvard **_10**
Université de Stanford **_10**
Université du Luxembourg **_40, 44**
Uption **_29**

V,W,X Y,Z

Valaize Nicolas **_84**
Van Mol Luc **_07**
Vatel Club **_40**
Vila **_07**
Volya Films **_27**
Von der Leyen Ursula **_70, 72**
Wagener Marc **_34**
Wandera Loise **_94**
WAVES **_88**
WelInvest Capital Partners **_27**
Weloveto.travel **_60**
Werner Georges **_08**
Wintersdorf Bibi **_16**
WhatsApp **_98**
Wilmes Paul **_40**
Wiltgen Tim **_90**
Winance **_24**
Workee **_98**
Yourshop.lu **_60**
Zahlen Georges **_106**
Zeb **_07**
Zhang Mex **_26**
Zoller Gérard **_108**

Impressum

Éditeur

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg
E-mail: chamcom@cc.lu
Internet: www.merkur.lu
ISSN: 2418-4136

Rédaction

Tél: (+352) 42 39 39 380
Fax: (+352) 43 83 26
E-mail: chamcom@cc.lu
Internet: www.merkur.lu

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg

Régie

2 rue Christophe Plantin
L-2339 Luxembourg
Tél: (+352) 4993 9000
E-mail: info@regie.lu
Internet: www.regie.lu

Communiqués de presse

merkur@cc.lu

Abonnements

Pour tout abonnement, merci
de vous rendre sur le site:

www.cc.lu/merkur/abonnement

Formule standard

6 numéros / an
Membres de la Chambre
de Commerce: gratuit
Non-membres: 15 euros / an

Directeur Communication & Marketing

Patrick Ernzer — patrick.ernzer@cc.lu

Rédactrice en Chef

Corinne Briault — corinne.briault@cc.lu

Rédaction

Lucie Barberini — lucie.barberini@cc.lu
Hannah Ekberg — hannah.ekberg@cc.lu
Sonia Jourdan — sonia.jourdan@cc.lu
Catherine Moisy — catherine.moisy@cc.lu
Marie-Hélène Trouilleux —
marie-helene.trouilleux@cc.lu

Régie publicitaire

Regie.lu S.A.

Prochaine édition

14 mai 2020

Illustration de la couverture

Janis Andzans

Collaborations

Fondation IDEA
Affaires économiques,
Chambre de Commerce
Affaires internationales,
Chambre de Commerce

Photographes

Laurent Antonelli
Emmanuel Claude
Pierre Guersing
Matthieu Freund-Priacel
Marie De Decker
Maëlen de Coatpont
Jean-Christophe Verhaegen/SIP
Frédéric Bajard
Ronny Wolff
Michel Zavagno

Conception graphique du poster

Fame Studio /
Chambre de Commerce

Direction Artistique et mise en page

lola strategy&design

Tirage

37.000 exemplaires



regie.lu



Please Recycle

Finished reading this publication?
Archive it, pass it on or recycle it.



Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.

© Copyright 2020 - Chambre de Commerce, tous droits réservés. Toute reproduction totale ou partielle est interdite et la propriété exclusive de la Chambre de Commerce. Si vous souhaitez obtenir des droits d'utilisation du contenu/de reproduction, contactez Luxembourg Organisation For Reproduction Rights, Luxorr: www.lord.lu



Luxembourg Arbitration Center



Dispute resolution services

The Luxembourg Chamber of Commerce provides an alternative to court rulings on disputes which often prove to be long, expensive and unsuited to the world of business. The Luxembourg Arbitration Center provides efficient and impartial administration of national and international commercial disputes, both for individuals and private sector enterprises.

Luxembourg Arbitration Center

(+352) 42 39 39-1 | arbitrage@cc.lu | www.cc.lu

Follow us    @ccluxembourg

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

The Making of...

Fame Studio

Design Studio

Situé au cœur de Luxembourg Ville, au 44 de la rue de Strasbourg, Fame - Physical Brand Studio - est dédié à la création et à la conception d'identités de marques et de leurs supports de communication physiques. Nos passions pour le design, la typographie, l'édition nous inspirent au quotidien afin de créer pour nos clients une expérience communicationnelle de qualité bâtie sur des réalisations graphiques uniques, durables et disruptives.

Dans un monde de plus en plus digital, chez Fame, une communication remarquée passe plus que jamais par des supports *physical!*

www.famestudio.lu

"Les éco-gestes, un devoir citoyen des entreprises."

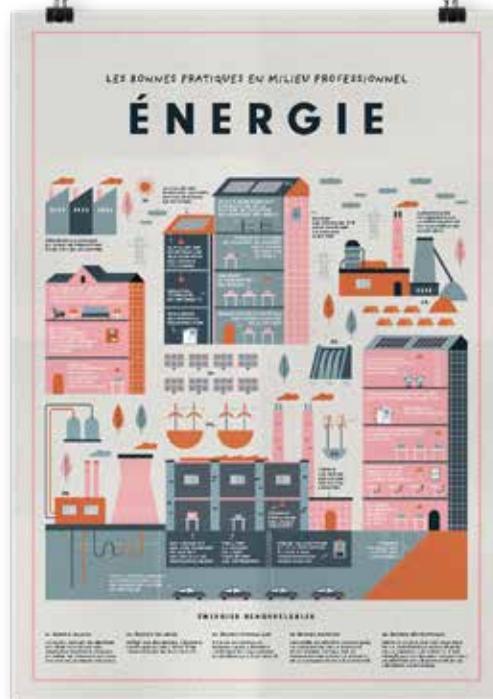
Livia Montini,
Owner & Creative director



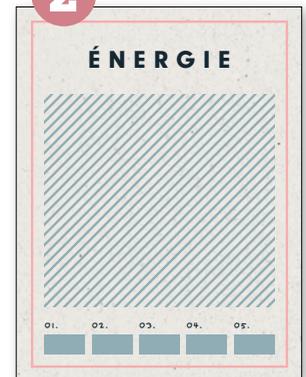
1

Inspiration

La vocation pédagogique de ce poster nous a naturellement amenée à nous inspirer des affiches scolaires et des planches botaniques. Les illustrations de style naïf vectoriel s'animent et prennent du relief par les effets de matières et l'utilisation de motifs.



2



Processus créatif

L'élaboration d'une grille de mise en page permet de hiérarchiser le contenu.

Nous avons sélectionné deux typographies : une linéale classique pour les titres et une manuscrite en capitales pour les descriptions.



Gros plan sur les effets de textures, de motifs et sur la typographie manuscrite.

3

PMS 296
C92 M53 Y42 K78
R21 G39 B49

PMS 432
C77 M47 Y31 K47
R60 G79 B93

Le camaïeu de bleus gris et l'orange brique sont représentatifs des sites industriels. Un rose, inattendu pour cette thématique, apporte une touche de modernité et de fraîcheur.

PMS 2163
C40 M13 Y15 K12
R144 G173 B183

PMS 164
C0 M67 Y90 K0
R234 G111 B61

+

PMS 176
C0 M40 Y18 K0
R246 G174 B178

RUN & DANCE

THURSDAY
17 SEPTEMBER 2020

Locationpartner:



5-km
Business
Run

Register
with your
company

Teams
of three



LUXEMBOURG TIMES by Luxemburger Wort

www.luxtimes.lu

businessrun 20

Finish &
Party at
d'Coque



REGISTER NOW: www.business-run.lu

LUXEMBOURG TIMES by Luxemburger Wort



MERBAG
LUXEMBOURG

WAGNER TECH 
ALLES AUS ENGER HAND

ACCEPTÉZ DES PAIEMENTS MOBILES DIRECTEMENT SUR VOTRE TERMINAL

Tous nos terminaux de paiement au Luxembourg sont en mesure de traiter rapidement, en toute sécurité et sans surcoût des transactions réalisées via les principales méthodes de paiement mobile basées sur des cartes.

Pour en savoir plus sur les paiements via smartphone ou smartwatch sur nos terminaux, rendez-vous sur : six-payment-services.com/paiements-mobiles

worldline.com
six-payment-services.com